Montréal jeudi 4 octobre 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique • 123e année N° 340 70 pages, 5 cahiers **70 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **80 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

MODE **LA MORT VOUS VA SI BIEN**
ACTUEL PAGES **1** ET **3**

cyberpresse.ca
LA PRESSE

Saku Koivu célèbre son but de la victoire, en prolongation, avec Chris Higgins et Michael Ryder (73), hier soir, à Raleigh.
PHOTO KARL DEBLAKER, AP

PREMIER MATCH DE LA SAISON

UNE VICTOIRE SIGNÉE KOIVU

LE CAPITAINE COMPTE DEUX FOIS DANS UN GAIN **DE 3 À 2 EN PROLONGATION EN CAROLINE**

SPORTS PAGES **1** À **3**

JENNIFER LOPEZ ET MARC ANTHONY

ENTREVUE
ODE À LA SALSA: JENNIFER LOPEZ ET MARC ANTHONY
ARTS ET SPECTACLES PAGE **1**

INTERNET
DES MINISTÈRES VULNÉRABLES
PAGES **A2** ET **A3**

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
L'émission *Gauthier* à TQS changerait bientôt de nom pour *Duceppe*.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

LA TRANSPARENCE DE L'ENQUÊTE SUR OUTREMONT REMISE EN CAUSE

L'avocat responsable est un ex-président du parti des élus, condamnent des citoyens

ÉRIC CLÉMENT

Des citoyens d'Outremont condamnent le fait que l'avocat responsable de l'enquête décrétée par la Ville de Montréal sur leur arrondissement soit un proche du maire Gérald Tremblay et un ex-président du parti auquel appartiennent les élus d'Outremont. Ils estiment ainsi qu'il s'agit d'une situation de conflit d'intérêts.

Associé principal chez Fasken Martineau depuis 1982, Marc-André Fabien est en outre l'avocat de la Société de transport de Montréal en ce moment dans un dossier du métro. Il a été le procureur de l'UCIM et a fait partie de l'organisation de sa campagne électorale en 2001. L'avocat a aussi présidé le comité de sélection des candidats du parti aux dernières élections de 2005. Un autre avocat de Fasken Martineau, Mario Paul-Hus, faisait même partie de ce comité.

« M. Tremblay aurait quand même dû choisir quelqu'un d'autre dans l'intérêt des citoyens d'Outremont, dit le citoyen Claude Gladu.

›Voir **OUTREMONT** en page A14

Opéré au coeur Jean Chrétien se rétablit bien

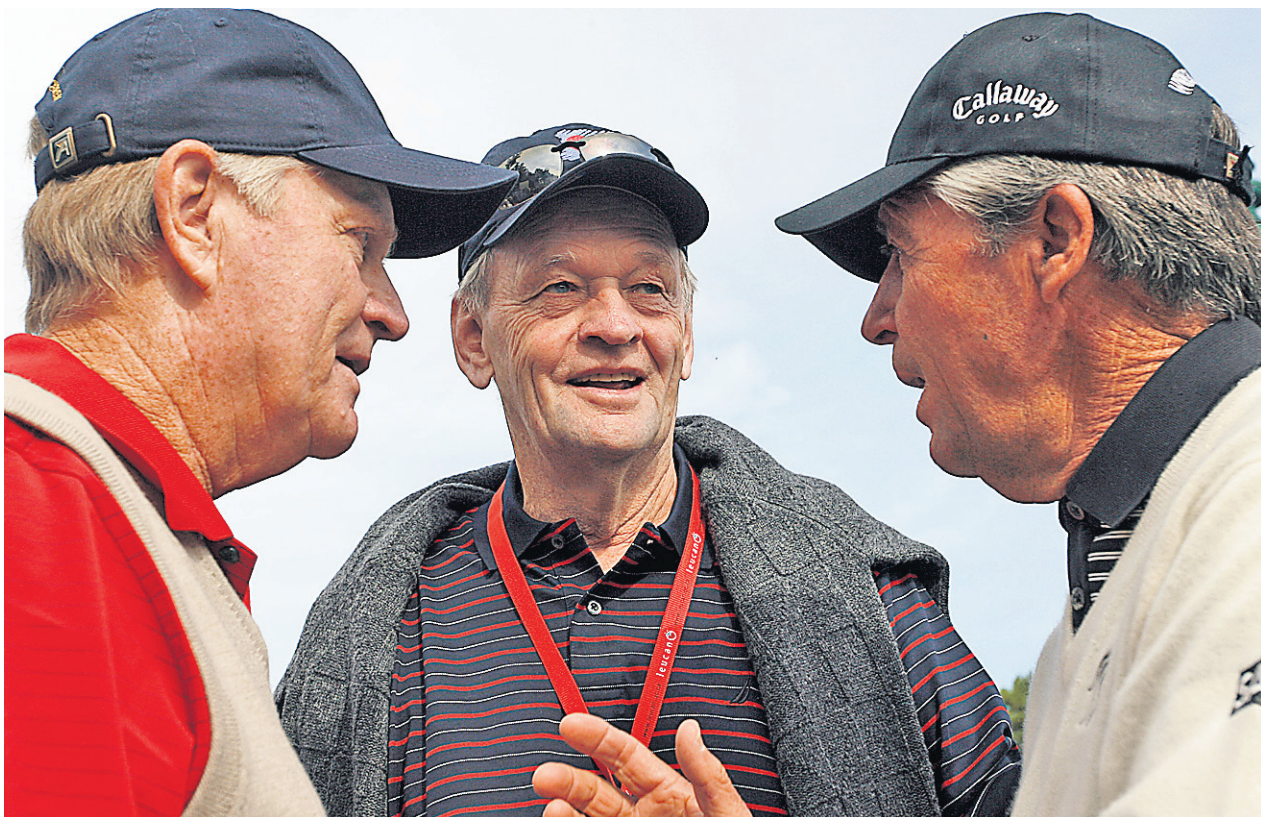


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

L'ancien premier ministre Jean Chrétien est soigné à l'unité des soins intensifs de l'Institut de cardiologie de Montréal, après avoir subi un quadruple pontage coronarien, hier matin. M. Chrétien, âgé de 73 ans, a dû subir cette chirurgie à cœur ouvert de toute urgence, après avoir ressenti des douleurs à la poitrine au cours des derniers jours. Selon ses médecins, son état est « excellent ». M. Chrétien a été vu en public pour la dernière fois au cours de la fin de semaine lors du tournoi de golf de la Coupe des Présidents, à Montréal. Lundi, à Laval-sur-le-lac, il a partagé les verts avec les deux capitaines d'équipe, Jack Nicklaus et Gary Player, au cours d'un tournoi de charité. Nos informations en page A4 et A5.

QUAND WAL-MART RECYCLE... **ET ENCAISSE GROS**
LA PRESSE AFFAIRES PAGES **2** ET **3**

Dion peut-il sauver sa peau?
LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL
PAGE **A8**

LE QUÉBEC A L'HUMEUR SOMBRE
PAGE **A12**

Coderre s'en va-t-en guerre
LA CHRONIQUE DE PATRICK LAGACÉ
PAGE **A7**

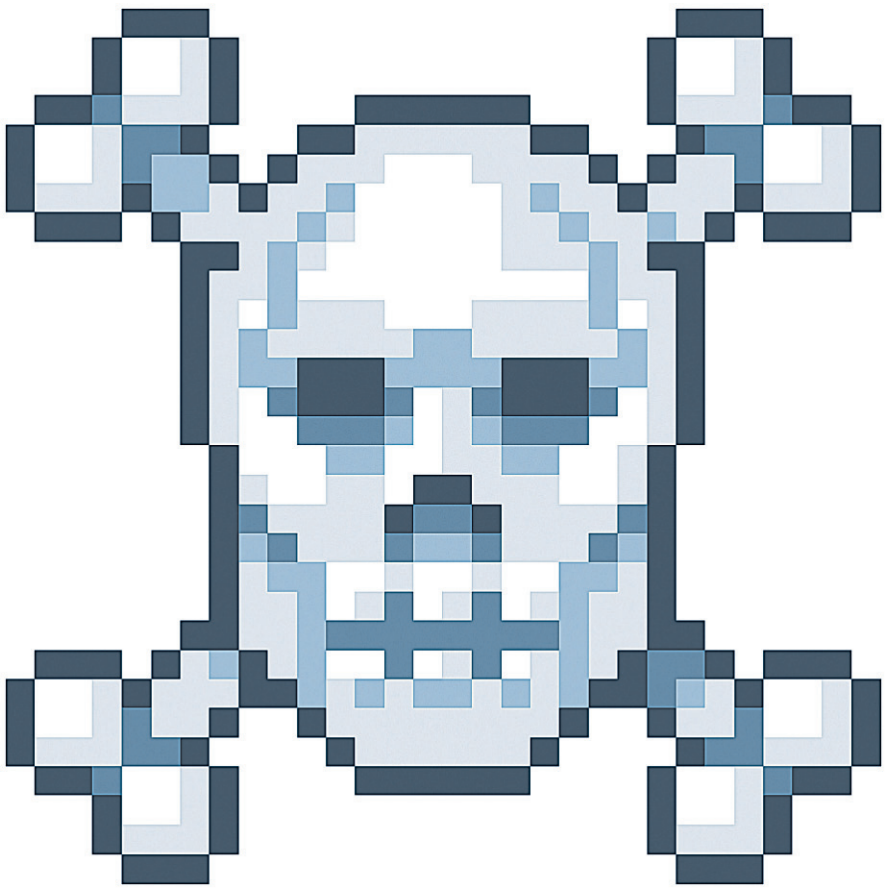
Denis Coderre

Sushi-à-go-go tm par Kaizen
SUSHI BAR & RESTAURANT
Le meilleur Sushi à Montréal
Livraison à domicile, au bureau ou à l'hôtel
COMMANDEZ EN LIGNE!
(514) 70-SUSHI www.70sushi.com
Le Sushi Bar *en ligne!*
3470077A

SÉCURITÉ SUR INTERNET

DES MINISTÈRES

LE MINISTRE PHILIPPE COUILLARD VOUS ENVOIE UN COURRIEL. À MOI? CIEL! PAS DE PANIQUE, C'EST EN FAIT UN PIRATE INFORMATIQUE QUI VOUS ÉCRIT, PROFITANT DES FAILLES DU SITE WEB DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ. UNE EXCEPTION? PAS DU TOUT. CES EXPERTS DE LA SOURIS ONT DÉJÀ RÉUSSI À PARASITER LES SITES WEB DE LA MARINE CANADIENNE ET DU MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE. ENTRE AUTRES. MAIS DE NOUVEAUX PIRATAGES POURRAIENT AISÉMENT SURVENIR, A DÉCOUVERT *LA PRESSE*.



NICOLAS RITOUX
COLLABORATION SPÉCIALE

De nombreuses pages web gouvernementales présentent de sérieux risques de piratage informatique, selon des experts qui ont alerté *La Presse*.

Deux experts ont testé pour nous la sécurité de différents sites web des gouvernements du Canada et du Québec durant le mois de septembre. Parmi eux, 12 pages du fédéral et 13 du provincial présentaient des faiblesses de sécurité qui permettraient facilement à des pirates informatiques d'en prendre le contrôle, et même de s'emparer d'informations confidentielles.

Une page de Strategis, répertoire d'entreprises d'Industrie Canada, affichait par exemple un mot de passe interne au grand jour. Quant au site du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, on a pu y télécharger un document interne sur l'utilisation de l'internet sans fil dans le réseau de la santé, tiré directement de son intranet.

Ces pages web « à risque » ont été découvertes à la suite de simples requêtes dans Google, ce qui indique qu'elles existent déjà depuis plusieurs semaines – le temps d'être indexées par le moteur de recherche.

Elles présentent toutes des faiblesses connues des professionnels de la sécurité informatique, qu'il serait facile de réparer, selon Marek Roy de Sekcore, entreprise de Québec qui pratique des tests d'intrusion dans les systèmes de ses clients pour évaluer leur niveau de sécurité.

Des dangers réels

De fait, les pirates ont déjà profité de situations semblables. Selon M. Roy, au moins sept sites gouvernementaux se sont déjà fait pirater au Canada cette année en exploitant exactement ce type de vulnérabilité (voir liste ci-dessous).

Chaque attaque incluait au moins un « defacement », c'est-à-dire un message laissé par un pirate, par pure bravade, pour indiquer qu'il a pris le contrôle du système. *La Presse* a pu vérifier en direct le dernier d'entre eux sur le site du Centre de recherche de la défense à Valcartier, mardi 25 septembre.

Ces attaques peuvent se limiter à ce simple message, mais peuvent aller plus loin si les pirates désirent profiter de la porte ouverte. « Beaucoup de ministères ont des réseaux internes (intranets) liés à leur réseau internet, sans séparation imperméable, explique M. Roy. Il est certainement possible d'utiliser certaines des vulnérabilités qu'on a trouvées pour pénétrer dans leur intranet et s'emparer d'informations confidentielles. »

M. Roy a aussi démontré qu'il est possible de se servir d'une faiblesse de conception du site du ministère de la Santé et des Services sociaux pour envoyer un courriel à partir de l'adresse ministre@msss.gouv.qc.ca. L'entête détaillé du courriel indiquait correctement la provenance du serveur de courriel du Ministère, pouvant laisser croire à n'importe qui qu'il s'agit bien d'un message envoyé par le bureau du ministre de la Santé, Philippe Couillard. Un exemple inquiétant de ce que des esprits malveillants pourraient faire avec quelques connaissances en informatique.

Nul n'est à l'abri

Même le site de la GRC présentait une vulnérabilité dans les pages web de son journal interne, *la Gazette*, qui aurait pu permettre à des criminels de s'y introduire. La GRC a d'ailleurs immédia-

QUELQUES FAIBLESSES

Sites gouvernementaux présentant des vulnérabilités lors de notre enquête couvrant la période du 4 au 20 septembre :

› Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec :
4 vulnérabilités

› Ministère de la Défense, Agriculture Canada, Industrie Canada, Ressources naturelles Canada, Atlas Québec, ministère du Développement économi-que :
2 vulnérabilités chacun

› Environnement Canada, Gendarmerie royale du Canada, Système canadien de référence spatiale, Pêches et Océans Canada, Agriculture, Pêcheries et Alimentation Québec, Réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales du Québec, Géologie Québec, Agence de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord :
Une vulnérabilité chacun

Sites gouvernementaux déjà piratés en 2007 au Canada en raison de vulnérabilités semblables :

1) www.cpnsss.gouv.qc.ca : Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux, piraté le 3 janvier.

2) www.gov.ns.ca : portail du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, le 21 mars.

3) Dependances.gouv.qc.ca : sous-site du ministère de la Santé et des Services sociaux, le 15 avril.

4) www.marine.forces.gc.ca : Marine canadienne, le 5 juillet.

5) Justice.gc.ca : ministère de la Justice du Canada, le 6 septembre.

6) Pilotagestlaurent.gc.ca : Administration de pilotage des Laurentides, le 24 septembre.

7) www.Valcartier.drdc-rddc.gc.ca : Centre de recherche de Valcartier, le 25 septembre.

Nicolas Ritoux
collaboration spéciale

Chaque montre Lange est unique.
Comme les personnes qui la fabriquent.

A. LANGE & SÖHNE
GLASHÜTTE I/SA

Il n'y a pas deux exemplaires de la LANGE 1 PHASES DE LUNE qui soient à cent pour cent identiques. Car rien ne remplace la main de l'homme lors de la fabrication d'une montre « A. Lange & Söhne ». Seuls les maîtres-horlogers de Lange sont en mesure d'assembler parfaitement tous les composants. Et seuls des finisseurs expérimentés peuvent donner, chacun à leur manière, la dernière touche esthétique aux différentes pièces. Ainsi naît une montre unique que l'on trouve seulement dans les meilleurs horlogers joailliers du monde. Comme chez Château d'Ivoire à Montréal. www.lange-soehne.com.

La LANGE 1 PHASES DE LUNE. Exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020, rue de la Montagne • Montréal : (514) 845-4651 • sans-frais : 1-888-883-8283 • www.chateaudivoire.com

3510744A

SOMMAIRE

Amusez-vous !	ARTS ET SPECTACLES **10**	Horaire télévision	ARTS ET SPECTACLES **4**
Astrologie du jour	ACTUEL **8**	Loteries	A **13**
Bourses	AFFAIRES **10 et 11**	Monde	A **28, 29 et 30**
Décès	ACTUEL **6**	Petites annonces	ACTUEL**4** ET ARTS **4**
Forum	A **25,26 et 17**	Sudoku	AFFAIRES **4**

Météo
Ensoleillé. Vents léger, maximum **20**, minimum **12**. SPORTS **6**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL ?
commentaires@lapresse.ca

VULNÉRABLES

PHOTO JONATHAN HAYWARD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

De simples requêtes sur Google permettent de trouver les pages à risques des sites gouvernementaux.

tement réagi à notre appel en corrigeant la situation, de même qu'Industrie Canada et les Forces armées canadiennes (deux pages repérées dans chaque site).

« Nous promettons de modifier nos pratiques pour tenir compte de cette découverte », a déclaré Caroline Grondin, porte-parole d'Industrie Canada, en ajoutant qu'une équipe du Ministère se consacre aux mises à jour de sécurité sur le serveur situé à Ottawa, en fonction des informations envoyées par différents fournisseurs.

Les Forces armées emploient quant à elles deux équipes travaillant en parallèle pour assurer la sécurité, l'une en cherchant les « trous », et l'autre en les réparant, selon le lieutenant-colonel Michel Drapeau, commandant du Centre d'opération des réseaux à Ottawa.

En revanche, d'autres ministères ou agences que nous avons contactés n'ont pas jugé la situation problématique. Certaines pages signalées sont d'ailleurs encore actives au moment de mettre sous presse.

Une situation jugée « normale »

La porte-parole du ministère de la Santé, Dominique Breton, a indiqué que les vulnérabilités dans son site étaient un « problème mineur ». Quelques heures plus tard, nous recevions le fameux « vrai-faux courriel » du bureau de son ministre.

Au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, deux pages problématiques signalées par *La Presse* ont été qualifiées de « comportement normal et attendu » par la porte-parole, Lucette Bouchard, qui a d'abord consulté la personne responsable de la sécurité des sites du Ministère. « Les adresses de ces pages sont mal formées et les messages d'erreur affichés sont ceux attendus. »

Même le site de la GRC présentait une vulnérabilité qui aurait pu permettre à des criminels de s'y introduire.

C'est précisément cela, le problème, selon Marek Roy. Ce sont ces messages d'erreur que recherchent les pirates en formulant des adresses délibérément invalides. Cette information peut leur donner des outils pour prendre le contrôle du site et y faire ce que bon leur semble.

« Les pirates qui font de simples defacements en modifiant une page web, ce n'est pas trop méchant et c'est facile à repérer, indique Marek Roy. Mais d'autres vont plus loin en pénétrant le système de façon plus poussée. C'est d'eux qu'il faut avoir peur. Ils ne font pas de bruit et peuvent rester là longtemps sans qu'on le sache. »

Selon M. Roy, il n'en coûterait pas très cher aux gouvernements pour mettre en place des pratiques nécessaires à une correction plus rapide de ces problèmes. « Il s'agit avant tout d'un problème d'éducation sur les dangers de ces vulnérabilités. Elles ne sont pas prises assez au sérieux », juge-t-il, en précisant que des problèmes similaires arrivent fréquemment dans les sites gouvernementaux d'autres provinces ou pays.

Des « indices » utiles aux pirates

NICOLAS RITOUX
COLLABORATION SPÉCIALE

En général, les pages web problématiques que nous avons relevées affichent un contenu morcelé (bouts de texte manquants, images qui ne s'affichent pas...) ainsi qu'une série de messages d'erreurs informatiques, incompréhensibles pour le commun des internautes. Pour l'œil du néophyte, il ne s'agit que de pages web inutilisables, sans aucun intérêt.

Mais ce qui intéresse les pirates qui souhaiteraient s'introduire dans ces sites web, ce sont justement ces quelques lignes d'instructions informatiques qui s'affichent par erreur.

« Ces pages sont générées par des requêtes délibérément invalides. En conséquence, il plante et affiche un message d'erreur », explique Hugo Fortier de chez Security Compass, société de Toronto qui pratique des tests d'intrusion pour des clients du secteur financier.

Il est facile pour des pirates d'exploiter des vulnérabilités en cherchant dans Google les sites qui ne les ont pas réparées.

« Il s'agit de vulnérabilités que l'on voit souvent. Je ne dirais pas qu'elles sont normales, mais elles sont fréquentes, estime M. Fortier. Ce ne sont pas des problèmes qui permettent d'entrer directement dans le serveur, mais plutôt des symptômes d'un problème qu'un pirate pourra exploiter grâce à ces informations. »

Petite explication: sur le web, les serveurs qui hébergent les sites doivent régulièrement mettre à jour leurs logiciels à mesure qu'on découvre de nouvelles vulnérabilités – ce qui arrive régulièrement. Dès qu'elles sont connues, il est facile pour des pirates de les exploiter en cherchant dans Google les sites qui ne les ont pas réparées, en se servant d'une requête spécialement orthographiée ou d'une série de codes connus de la vulnérabilité.

Ils se servent pour cela d'outils de recherche automatique, qui ne visent pas un site en particulier mais n'importe quel site capable de leur ouvrir la porte. Une fois celle-ci ouverte, l'étendue des dommages possibles est large; soit les pirates peuvent simplement afficher sur le site un texte et des images de leur création par pure bravade (on appelle ça un « defacement »), soit ils peuvent prendre le site en otage pour lancer de nouvelles attaques sur le web en se cachant derrière cette identité usurpée.

Plus grave encore, ils peuvent pénétrer dans le réseau interne de l'institution et s'emparer d'informations confidentielles. Ils peuvent pour cela utiliser un procédé « SQL » (langage pour communiquer avec une base de données), pour envoyer une requête non prévue par le système, qui permet d'obtenir frauduleusement un mot de passe et de se faire passer pour un utilisateur légitime.

Certaines des pages web gouvernementales qui posaient problème pendant notre enquête auraient permis ce type d'attaque. C'est d'ailleurs avec une injection SQL que des pirates ont pris le contrôle du site du ministère fédéral de la Justice, début septembre. Selon Marek Roy, de Sekcore, les pirates auraient pu accéder à des informations internes du Ministère à partir de ce point d'entrée.

« Normalement, un site sécuritaire ne devrait pas afficher de tels messages d'erreur au grand jour, juge M. Fortier. En effet, ils donnent beaucoup d'indices à l'attaquant: le nom et la version du logiciel, les noms des dossiers du serveur, etc. C'est très pratique pour la reconnaissance, qui est toujours la première étape d'une attaque. »

PHOTOS TIRÉES D'INTERNET

Même les ministères de la Défense et de la Justice ne sont pas à l'abri d'attaques informatiques.

À bas
la monotonie

Les huîtres
s'ouvrent
à vous

Découvrez vite notre grande
variété d'huîtres en magasin.
Cette semaine, trouvez la perle rare

Huîtres cocktail Beausoleil

14,99
pour
24 unités

Loblaws.ca

021721

3510446A

ACTUALITÉS

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

L'ex-premier ministre Jean Chrétien est connu pour sa bonne forme physique. Ici, on le voit faire de la trottinette à l'aéropot de Tokyo, en juillet 2000, avant son départ pour le sommet du G8.

Les proches de Chrétien sont confiants de le voir bientôt sur pied

MARTIN CROTEAU

Il a arpenté les verts avec Tiger Woods, traversé le lac des Piles en ski nautique, joué au basketball et fait du vélo en Chine. L'ex-premier ministre Jean Chrétien est bien connu pour sa bonne forme physique. C'est pourquoi ses proches, joints hier, se disent confiants de voir le « p'tit gars de Shawinigan » sur pied avant longtemps.

« Jean Chrétien, on le connaît tous : c'est le gars qui fait du ski nautique avec ses petits-enfants sur les épaules. Et je suis certain qu'il fera la même chose l'été prochain », a confié l'ex-ministre des Travaux publics, Don Boudria, ami de longue date de Jean Chrétien.

M. Boudria, embauché comme consultant par une firme d'Ottawa, travaille dans le même bâtiment que Jean Chrétien. Il l'a d'ailleurs croisé, il y a une dizaine de jours, et n'a rien constaté d'anormal.

« C'est un gars qui est en forme, confirme Denis Coderre, ancien ministre du Sport. Sans compter son petit côté boxeur ! »

« Il était, visuellement en tout cas, très, très bien, a-t-il indiqué. Je suis convaincu qu'il ne se sentait pas malade. »

Martin Cauchon, qui a été ministre de la Justice sous Jean Chrétien, a décrit un homme discipliné, qui joggait, qui faisait des « push-up » et des redressements assis chaque matin.

« J'ai 45 ans, lui il en a 73. Je suis convaincu que sur un parcours de golf, en promenade sur une montagne, j'aurais pas mal de misère à le suivre, a-t-il expliqué. Quand il était en politique, il marchait sur la colline parlementaire et on devait courir en arrière. »

« C'est un gars qui est en forme, confirme Denis Coderre, ancien ministre du Sport. Sans compter son petit côté boxeur ! »

Les agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et ceux de la sécurité du Parlement, responsables de la sécurité de M. Chrétien, en savent d'ailleurs quelque chose. Plusieurs se sont fait semer par l'ancien premier ministre, qui prenait un malin plaisir à pousser un sprint dans les escaliers du parlement lorsque les caméras de télévision étaient présentes.

À Ottawa, hier, les vœux de prompt rétablissement se sont d'ailleurs multipliés. Longtemps son collègue au Conseil des ministres, Stéphane Dion a fait savoir par communiqué qu'il était « soulagé » d'apprendre l'état de santé encourageant de Jean Chrétien.

Adversaire politique de longue date, l'actuel premier ministre Stephen Harper, a abondé dans son sens. « Nous avons été alarmés et surpris d'apprendre aujourd'hui la nouvelle de la chirurgie de M. Chrétien, a-t-il indiqué. D'après ce que je sais, cela se passe bien pour lui. Nous souhaitons certainement à M. Chrétien un prompt rétablissement. »

Natif de la Mauricie, Jean Chrétien possède toujours sa résidence au lac des Piles. Sa maladie en a d'ailleurs secoué plus d'un dans sa région natale.

« Je n'en revenais pas, a dit la mairesse de Shawinigan, Lise Landry. On l'a toujours vu très en forme, en parfaite santé. On l'enviait presque, à son âge, d'être dans une pareille condition physique. »

Premier ministre de 1993 à 2003, Jean Chrétien a passé les derniers mois à mettre la touche finale à ses mémoires, intitulées *Passion politique*, qui doivent paraître la semaine prochaine. La sortie du livre devait être marquée par des apparitions publiques et des entrevues. Mais les médecins s'attendent à une convalescence d'au moins une semaine à l'hôpital et un mois à la maison.

Avec la collaboration de Gilles Toupin,
du *Nouvelliste* et de La Presse Canadienne)

QU'EST-CE QU'UN PONTAGE ?

Le pontage est une intervention visant à corriger des problèmes de flux sanguin, qui se manifestent lorsqu'une artère coronarienne – située près du cœur – est obstruée. Des dépôts sur les parois de ces vaisseaux empêchent le sang de circuler adéquatement. En cas d'obstruction totale, le patient fait un arrêt cardiaque. Face à cette situation, deux solutions s'imposent. Le médecin peut dilater l'artère au moyen d'une aiguille gonflable, une procédure appelée « angioplastie ». L'autre méthode, plus radicale, consiste à contourner l'obstacle. Dans ce cas, le médecin prélève une artère ailleurs dans le corps. Des segments de cette veine sont ensuite suturés en aval de l'obstruction afin que le sang puisse circuler librement. Il s'agit, en somme, de greffer « en pont » la veine du malade, d'où le nom « pontage ». Dans le cas d'un quadruple pontage, le chirurgien répète l'opération quatre fois. Cette procédure à cœur ouvert est fréquente : elle représente 80 % des chirurgies cardiaques pratiquées au Canada.
— Martin Croteau

Le dernier livre de Slavoj Zizek

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

Les jours de librairie, de retour à la maison, j'étale mes « prises » sur l'îlot de la cuisine entre les huiles et l'assiette à fruits, mes livres étalés comme les perdrix que l'on voit sur ces vieux tableaux qui montrent des scènes de chasse. Un essai, deux essais, un récit-essai, la revue *liberté* (pour m'apercevoir deux jours plus tard que je l'avais reçue au bureau), les carnets d'André Major. Et non, pas un seul roman. Le plus curieux, c'est que j'allais à la librairie exprès pour acheter ce roman que tout le monde lit en ce moment – *L'élégance du hérisson* – mais il était en rupture de stock.

Ai-je dit pas de roman? S'cusez. Il restait un livre au fond de mon sac, une de ces plaquettes que les libraires empilent à côté de la caisse (comme des tablettes de chocolat à la caisse de mon IGA), une bluette d'une centaine de pages de Henry James – *Daisy Miller* – ce n'est pas vrai que la mauvaise littérature endort, elle rend zombie comme un sudoku de difficulté moyenne; une fois commencé, on veut le terminer en se disant que c'est bien la dernière fois qu'on perd son temps comme ça, mais on recommencera, bien sûr.

Je vous parle d'il y a quelques jours, depuis j'ai eu le temps de passer à travers la moitié du XX^e siècle sur les pas d'un journaliste hollandais – Geert Mak – qui a justement consacré la dernière année de l'autre siècle à voyager à travers l'Europe, et c'est le titre de cette brique de plus de mille pages, *Voyage d'un Européen à travers le XX^e siècle*.

Récit dense, un peu lourd, je félicite les lecteurs de ce journal néerlandais (le *NRC Handelsblad*) de s'être farci, jour après jour, ces chroniques bourratives qui pèsent parfois mais touchent pourtant à l'essentiel.

Dans les 500 premières pages il est abondamment question de l'Holocauste, je vous entends soupirer, cet énorme furoncle n'en finira donc jamais de suinter? Que peut-il donc bien rester à en dire? Il reste tout à en dire. Notamment que Hitler et ses camps sont seulement l'aboutissement de l'Holocauste. Il y a un avant.

L'Holocauste est né de cette aversion du Juif qui prévalait dans toute l'Europe dès le début du XX^e siècle (et bien avant), aussi bien en France (l'affaire Dreyfus) que dans la Russie du dernier tsar et de Lénine tout de suite après, que dans toute l'Europe orientale, que dans l'Allemagne de Guillaume II, et tout cela 30 ans avant Hitler. Vienne était alors la capitale de l'antisémitisme. Dans la Vienne de 1907 – où vient d'arriver Hitler, alors étudiant – pour s'amuser, la populace obligeait les Juifs à brosser les pavés des rues à la brosse à dents, en les insultant et en les rouant de coups.

Se rappeler seulement les camps, c'est faire de l'Holocauste un accident, c'est oublier l'essentiel: l'Holocauste a d'abord été un état d'esprit avant de devenir la politique des nazis.

Notons que ce voyage nous rapproche grandement d'une autre histoire du XX^e siècle, pas seulement européenne celle-là, œuvre majeure et qui s'embarrasse de moins de circonvolutions, en prise directe sur l'Histoire, je parle de *L'âge des extrêmes* d'Eric Hobsbawn. Si le sujet vous intéresse, je vous conseillerais même de commencer plutôt par celle-là.

RIEN À VOIR – La partie « carnet de voyage » du journaliste hollandais, trop brève, trop courte recèle des observations lumineuses. Ce portrait de Barcelone, par exemple, aussi loin que possible de la carte postale qu'en rapportent les visiteurs nord-américains, québécois en particulier séduits par l'improbable cousinage avec Montréal: *Barcelone est une ville laide avec des beaux quartiers de temps en temps, une ville mal à l'aise avec elle-même d'une stupéfiante uniformité.*

L'ÉCRITURE COMME CADEAU — Je crois bien que c'est feu Gérald Godin qui m'avait donné à lire *Le cabochon* d'André Major, il y a de cela près de... 40 ans! Je lui suis resté plus ou moins fidèle à Major, négligeant ses romans mais séduit par ses deux formidables recueils de nouvelles que sont *La folle d'Elvis* et *L'hiver au cœur. L'esprit vagabond,* qui vient de sortir, donne dans le journal intime dans la forme et l'esprit des *Papiers collés* de Georges Perros, dont Major semble être un grand fan... j'ai envie d'ajouter comme tout le monde.

Que ce soit celles de Perros, Nourissier, Annie Ernaux, Jim Harrison ou Major, toutes ces petites proses intimes, et c'est là leur véritable intérêt, parlent essentiellement d'écriture. Major: *Une journée sans écrire me laisse un sentiment d'inachèvement, proche de la culpabilité.* De cuisine de l'écriture aussi, et pour cela Ernaux, *L'écriture comme un couteau,* est unique, mais Major n'est pas loin d'être aussi admirable de sobriété et de justesse.

Hélas, chez tous, sauf chez Ernaux, ces petites proses sont aussi l'occasion de prendre ses distances avec les médias. Est-ce bien nécessaire de nous dire que vous nous méprisez? On est peut-être un peu cons, mais on avait deviné, figurez-vous.

RIEN À VOIR BIS – Je vous parlais de deux essais, le second, je ne l'ai pas acheté pour lire mais pour laisser traîner dans la salle de bains, sur la petite table à côté du papier cul. Pas tant pour le titre – *Plaidoyer en faveur de l'intolérance* – que pour le nom de l'auteur, imprimé plus gros que le titre. Il s'appelle Slavoj Zizek, ce qui est déjà bien assez pour impressionner mes chums cyclistes quand ils vont se changer dans la salle de bains avant d'aller rouler, mais ce qui est vraiment *cute*, c'est que sur les deux « z » de son nom, il y a un accent circonflexe *à l'envers*.

Qu'est-ce tu lis en ce moment?

Le dernier Slavoj Zizek.

Ah bon.

Jean Chrétien opéré d'urgence

MARTIN CROTEAU

L'ancien premier ministre Jean Chrétien est soigné à l'unité des soins intensifs de l'Institut de cardiologie de Montréal, après avoir subi un quadruple pontage coronarien, hier matin.

M. Chrétien, 73 ans, a dû subir cette chirurgie à cœur ouvert de toute urgence, après avoir ressenti des douleurs à la poitrine au cours des derniers jours. L'intervention a duré 78 minutes. Selon ses médecins, sa condition est « excellente ». « Son intervention s'est déroulée très rapidement et sans complication », a indiqué hier soir le D^r Michel Pellerin, qui a pratiqué l'opération.

« Son intervention s'est déroulée très rapidement et sans complication. »

Si une opération n'a rien d'une partie de plaisir, M. Chrétien, peut néanmoins se compter chanceux. Une ronde de golf disputée lundi avec le cardiologue Guy Pelletier pourrait bien lui avoir sauvé la vie. C'est en arpentant les verts en sa compagnie que l'ex-premier ministre lui a fait part de douleurs à la poitrine. Le D^r Pelletier lui a alors suggéré de consulter un médecin.

« Il a créé sa propre chance en s'exprimant à propos de ses symptômes, a expliqué le D^r Jean-Claude Tardif, le cardiologue de M. Chrétien. C'est le contraire de ce que beaucoup de patients font, soit de penser que c'est leur estomac, que c'est la vieillesse, ou que c'est tout autre chose que le cœur. »

Douleurs à la poitrine

Le lendemain de sa partie de golf, l'ancien chef du gouvernement devait s'envoler pour Vancouver, où il devait prononcer une allocution. Après avoir passé la nuit dans un hôtel situé près de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, il a ressenti de nouvelles douleurs à la poitrine, cette fois pendant près de 90 minutes.

Après avoir annulé son voyage, il a pris le chemin de l'Institut de cardiologie. Après une batterie de tests, les médecins ont établi qu'il souffrait d'angine instable. Moins de 24 heures plus tard, il a été opéré.

« La raison pour laquelle on intervient rapidement, c'est parce que ce type de situation, si on la laisse non traitée, il y a des risques d'infarctus ou de dommages », explique le D^r Tardif.

Les médecins s'attendent à ce que l'ancien premier ministre demeure à l'hôpital pendant près d'une semaine, avant de poursuivre sa convalescence à la maison.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

C'est le D^r Michel Pellerin, de l'Institut de cardiologie de Montréal, qui a pratiqué l'opération, un quadruple pontage coronarien, sur l'ancien premier ministre Jean Chrétien.

Vous devez vous inscrire avant le 31 janvier 2008 pour être admissible à la promotion du triple des milles Aéroplan. Vous devez vous inscrire avant le 15 décembre 2007 pour être admissible à la promotion des 3 500 milles-bonis Aéroplan. Tous les vols effectués durant la période de promotion vous donneront droit à des milles-bonis Aéroplan, y compris les vols effectués avant l'inscription. Il suffit de vous inscrire une seule fois pour être admissible à la promotion. Vous obtiendrez le triple des milles Aéroplan pour chaque vol aller-retour ou pour deux segments de vol aller simple et les deux vols admissibles doivent être effectués en service Super Affaires (J, C, Z). Vous obtiendrez 3 500 milles-bonis Aéroplan pour chaque vol aller-retour ou pour deux segments de vol aller simple et les deux vols admissibles doivent être effectués en classe économique. Classes de réservation admissibles: Latitude Plus (Y, M, U), Loisir (B, H, V, Q, L, A, S) et I. D'autres conditions s'appliquent. Visitez aircanada.com pour tous les détails. ^MDSuper Affaires est une marque déposée d'Air Canada. ^MDAéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite.

POLITIQUE

Mission canadienne en Afghanistan

Le Québec divisé

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Près de la moitié des Québécois s'opposent à ce que les trois partis de l'opposition à la Chambre des communes renversent le gouvernement conservateur minoritaire de Stephen Harper sur la question de la mission canadienne en Afghanistan.

Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Presse* démontre en effet que 48 % des Québécois ne veulent pas que le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD unissent leurs efforts pour défaire le gouvernement Harper et provoquer des élections générales.

Toutefois, 43 % des personnes interrogées estiment que les trois partis auraient raison de provoquer la tenue d'un scrutin sur cette question, même s'il s'agirait des troisièmes élections en trois ans. Dans le cadre de ce coup de sonde, 9 % des Québécois disent ne pas avoir d'opinion ou refusent de répondre à cette question.

Le gouvernement Harper doit présenter un nouveau discours du Trône le 16 octobre. En principe, la mission canadienne en Afghanistan doit prendre fin en février 2009, mais le premier ministre Stephen Harper souhaite la prolonger au-delà de cette date.

Le NPD réclame le retrait immédiat des soldats canadiens et entend voter contre le discours du Trône à moins d'obtenir cette concession.

Le Bloc québécois a énoncé cinq conditions non négociables pour voter en faveur du discours du Trône. L'une de ces conditions est d'inscrire noir sur blanc dans le discours que le Canada va rapatrier ses troupes de l'Afghanistan au plus tard en février 2009. Le Parti libéral tient aussi à ce que les soldats canadiens reviennent au pays à cette date, mais il n'en a pas fait une condition sine qua non.

Au sujet de la mission en Afghanistan, le sondage CROP révèle que 38 % des Québécois veulent le retrait immédiat des soldats canadiens de ce pays ravagé par des années de guerre. Environ 31 % des Québécois estiment qu'il faut transformer la mission militaire actuelle dans la région de Kandahar en mission humanitaire et 20 % croient qu'il faut tout simplement maintenir notre engagement jusqu'en février 2009 comme prévu. Seulement 8 % des personnes interrogées affirment qu'il faut poursuivre la mission en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra, toujours selon le sondage.

Ce coup de sonde a été réalisé du 13 au 23 septembre auprès de 1001 Québécois. La marge d'erreur de ce sondage est de trois points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Par ailleurs, le Canada ne s'attend pas à ce que les États-Unis augmentent leurs troupes en Afghanistan compte tenu des problèmes qu'ils éprouvent à maintenir l'ordre en Irak. Le gouvernement Harper tente de convaincre les autres pays membres de l'OTAN de déployer d'autres troupes en Afghanistan depuis quelques semaines.

Des documents obtenus par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information démontrent que le Canada perd son temps à tenter de convaincre les Américains d'envoyer d'autres soldats en renfort.

« Compte tenu de la décision du président (George W. Bush) de tout faire pour sauver la mission en Irak, il est hautement improbable que la présence militaire en Afghanistan sera augmentée au cours des deux prochaines années », peut-on lire dans une note d'information datée du 17 janvier et destinée au ministre de la Défense de l'époque, Gordon O'Connor. Ce dernier a été muté au ministère du Revenu en août et Peter MacKay est à la barre de la Défense depuis.

Avec la collaboration de William Leclerc

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Le gouvernement Harper doit présenter un nouveau discours du Trône le 16 octobre. En principe, la mission canadienne en Afghanistan doit prendre fin en février 2009, mais le premier ministre Stephen Harper souhaite la prolonger au-delà de cette date.

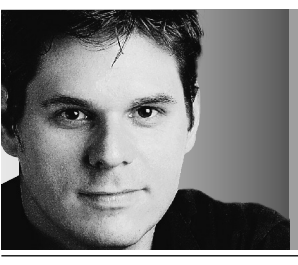
PLANIFICATEURS DE RÉUNION...
FAITES
décoller
VOS MILLES AÉROPLAN(1)
aeroplan
5 000 milles Aéroplan MD(1) pour 10 chambres minimum(2, 3)
+
500 milles Aéroplan par chambre suppl. par séjour(2)
GOUVERNEUR HÔTELS
1·888·910·1111
www·gouverneur·com
(1) MD Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite. (2) Valable pour une réservation dans un même Hôtel Gouverneur. Quantité limitée à 75 000 milles Aéroplan par période promotionnelle : du 15 octobre au 16 décembre 2007 et du 14 janvier au 31 mars 2008. Certaines conditions s'appliquent. Hôtels participants. (3) Offre valable pour une réservation minimale d'une salle de réunion et de 10 chambres, pour un séjour d'une nuit minimum.
www.gouverneur.com
3507645A

VOLS DIRECTS • Aller-retour à partir de
295$ LONDRES 345$ PARIS 595$ MALAGA
20 ans Tout un monde !
Nouveau cet hiver !
Vols directs vers Barcelone et Malaga
Visitez le www.airtransat.com, téléphonez au 1-877-655-3948 ou contactez votre agent de voyages.
air transat
Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.
3512873A

CORRECTION DE LA VUE
PAS COMME LES AUTRES
Auparavant, une lame était utilisée pour préparer la cornée lors de la correction de la vue au laser. Aujourd'hui, cette lame peut être éliminée grâce au laser *IntraLase Femtosecond*. Combinez cette technologie au laser Excimer *VISX Advanced CustomVue* et vous obtenez une des techniques les plus avant-gardistes pour la correction de la vue au laser, disponible uniquement à La Clinique de l'Œil de Montréal.
25 ans ça se fête!
25 ans 25%*
* Profitez d'une réduction jusqu'à 25% sur présentation de ce coupon.
* Financement 0% d'intérêt avec Accord D.
* L'intervention doit avoir lieu avant le 14 décembre 2007
LA CLINIQUE DE L'ŒIL DE MONTRÉAL
DEPUIS 1982
Sam Fanous MD et associés
MONTRÉAL - LONGUEUIL
514·288·0088
1 888 844·8888 www.cdom.com
3508004A
3508005

LA QUINZAINE de la photo
L.L.Lozeau Ltée LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
• Photo • Vidéo • Réparation • Location • Impression photo
6229, St-Hubert Montréal (Québec) www.lozeau.com 514 274-6577 1 800 363-3535
Évitez de vous déplacer, imprimez vos photos de la maison e-mage lozeau.com
Photos peuvent différer.
Prix spéciaux aujourd'hui seulement
Jour 4
Jeudi 4 octobre 10h00 à 21h00
Toutes les activités sont GRATUITES
Journée Pentax et Fujifilm
Les représentants de Pentax et Fujifilm seront présents afin de vous présenter leurs nouveautés, ainsi que pour vous faire découvrir leurs gammes de produits existants.
5% de rabais sur Tous les COMPACTS Fujifilm et Pentax Tous les OBJECTIFS Pentax
PENTAX K100D - 6,1 mégapixels - 2,8 images par seconde - 11 niveaux de mise au point - Incluant un objectif AF18-55 mm 629,15$ Rég.: 669,99$
PENTAX K10D - 10,2 mégapixels - Réduction des vibrations - Système antipoussière - Incluant un objectif AF16-45 mm 1 099,15$ Rég.: 1 129,99$
PENTAX Optio M30 (bleu et gris) - 7,1 mégapixels - Zoom optique 3x 199,15$ Rég.: 229,99$
PENTAX Optio M40 (bleu) - 8 mégapixels - Stabilisateur numérique 229,15$ Rég.: 249,99$
FUJIFILM S5 Pro - 12,3 mégapixels - Boîtier en alliage de magnésium - 3200 ISO 1 699,15$ Rég.: 1 779,99$
Courez la chance de gagner un voyage pour 2 à Punta Cana en République Dominicaine
Hôtel Majestic 5 étoiles
Tirage le 22 octobre
(Valeur totale de 3000$, tirage d'un seul voyage)
En collaboration avec l'agence Tour Mont-Royal
Règlements disponibles en magasin.
FUJIFILM FinePix F40 - 8,3 mégapixels 279,15$ Rég.: 299,99$
FUJIFILM FinePix S700 - 7,1 mégapixels 289,15$ Rég.: 299,99$
FUJIFILM FinePix Z10 (rose) - 7,2 mégapixels
Un don de 10$ sera remis à la Fondation du cancer du sein
3498024A

Coderre s'en va-t-en guerre



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

Eh misère! Je m'apprête à faire quelque chose que je ne pensais jamais, jamais, jamais faire un jour. Un changement de sexe? Manger un sandwich aux lombrics? Participer à *Loft Story*? Non. Défendre Denis Coderre.

Denis Coderre me donne des boutons. Je le vois à la télé, tiens, et j'ai une soudaine et toute-puissante envie de pratiquer mes bottés de dégagement sur le téléviseur…

Ce type incarne la partisanerie politique, basse et épaisse, de type primaire. Et Denis Coderre est le champion toutes catégories de l'autopromotion. La cause de Denis Coderre, c'est surtout Denis Coderre. Alors quand je l'entends parler de démocratie, de saluer les troupes, pour justifier ce «pit-stop» à Kandahar, les boutons sur mon nez s'étendent au menton, aux joues, au front, partout…

Et il y a Claude Boulay, aussi. Surtout Claude Boulay. En 1997, Coderre était député, simple député, pas encore ministre. Des problèmes personnels ont fait qu'il a eu besoin d'un toit. Où est-il allé crécher? Dans un condo appartenant à Claude Boulay, du groupe Everest et important fournisseur du gouvernement fédéral!

Un député du gouvernement qui fait dodo dans le condo d'un fournisseur de l'État? Pas illégal. Mais assez «lousse» sur la morale. Allô, le copinage…

Voilà. Je n'aime pas Denis Coderre.

Cela étant dit, pourquoi ne pourrait-il pas aller en Afghanistan? La Merveille de Bourassa est critique en matière de défense. Normal qu'il souhaite visiter l'Afghanistan et aller prendre un beigne au Tim Hortons de la base de Kandahar. Oui, bon, M. Coderre n'agit pas sous l'égide d'un comité-machin-truc des Communes. Pis après?

Le plus débile, c'est de sous-entendre que M. Coderre pourrait se cogner le nez à une porte close, quand il se présentera à la base militaire. C'est une insinuation indigne d'une démocratie. Et qui ne fait qu'alourdir un certain malaise, que je vous soumets sous forme de question: de qui relève l'armée canadienne, à la fin?

De l'État canadien ou du Parti conservateur? Je le souligne parce que quand je vois le soldat en chef de l'armée, Rick Hillier, frétiller comme une «cheerleader» devant chaque décision des conservateurs touchant l'armée ou l'Afghanistan, depuis leur arrivée au pouvoir, je ne suis pas trop, trop certain de la réponse…

Et il y a les dangers de kidnapping. Ou pire. Des âmes peu charitables ont dit espérer, sur mon blogue, que le Pitbull de Bourassa tombe aux mains des talibans. Même s'il me donne envie de m'inscrire à des cours de gestion de la colère, je ne souhaite pas que M. Coderre soit kidnappé.

Imaginez: chaque jour, on le verrait à la TV, barbe de 42 (puis 43, 44, 45…) jours, mains attachées dans le dos, entre des talibans brandissant des AK-47. Des plans pour qu'une fois relâché, l'Opérateur de Bourassa gagne la sympathie du pays tout entier et qu'il devienne chef du PLC, puis premier ministre du Canada…

Non, vraiment, qu'on laisse Denis Coderre constater, de visu, avec escorte militaire, de la façon la plus sécuritaire possible, la situation en Afghanistan.

Il n'y a qu'un hic, un seul petit hic.

C'est à propos du logement.

Je crois que Claude Boulay ne possède pas de condo à Kandahar.

Les canards

Ainsi donc, le Réseau action globale a infiltré un autre élevage de canards engraissés pour en faire du foie gras. On a vu d'autres images de volatiles en détresse. Des images insoutenables, bien sûr.

Sauf que…

Sauf que je m'en balance totalement.

C'est un canard. Un simple, vulgaire et banal canard. Il existe pour me nourrir. Surtout le canard d'élevage, qui n'existerait pas autrement. Voilà. C'est dit.

Suis-je un monstre, docteur?

Quant au RAG, il faut le dire: il s'agit d'un groupe qui fait la promotion du végétarisme. C'est essentiel au contexte, non? Peut-on s'attendre à ce qu'un groupe d'intégristes infiltre un élevage de canards et n'y trouve rien? Bref, ces gens-là ne sont pas objectifs. Ils me font bien rire, en parlant de leur «enquêteur», qui fait des «enquêtes» …

L'été dernier, après l'«enquête» du RAG dans un autre élevage, la SQ en a fait une, enquête. Résultat: pas d'accusations. Zéro.

Le but ultime du RAG, c'est de dégoûter le public de la viande. «That's it.» Le foie gras, c'est un prétexte. Et le canard, c'est une mascotte adorable. Je veux dire que pour faire pleurer les matantes, le canard d'élevage est plus efficace que le cochon de la porcherie, plein de merde, bien sûr…

L'autre jour, Andrew Plumbly, du RAG, un garçon sympathique qui ne ressemble pas du tout à un ayatollah de la viande, m'a dit que le combat contre le foie gras ne faisait que commencer. Le RAG songe à manifester devant le IGA du centre-ville, et devant le Toqué, probablement le meilleur resto en ville, parce qu'on y trouve du foie gras. «Normand Laprise (chef du Toqué) a déjà dit qu'il est fan du foie gras…»

Il a dit «fan» comme on dit «syphilis» …

Talibans, végétariens militants, même combat. Tous contre le plaisir.

PHOTO JOHN COTTER, LA PRESSE CANADIENNE

Comme il fait partie du parti au pouvoir, le ministre conservateur Gordon O'Connor n'a eu aucune difficulté à visiter le camp militaire canadien de Kandahar en mars dernier.

Nous payons les taxes* sur tout en magasin

*Économisez l'équivalent de la TPS et la TVQ sur vos achats.

Aucune exception

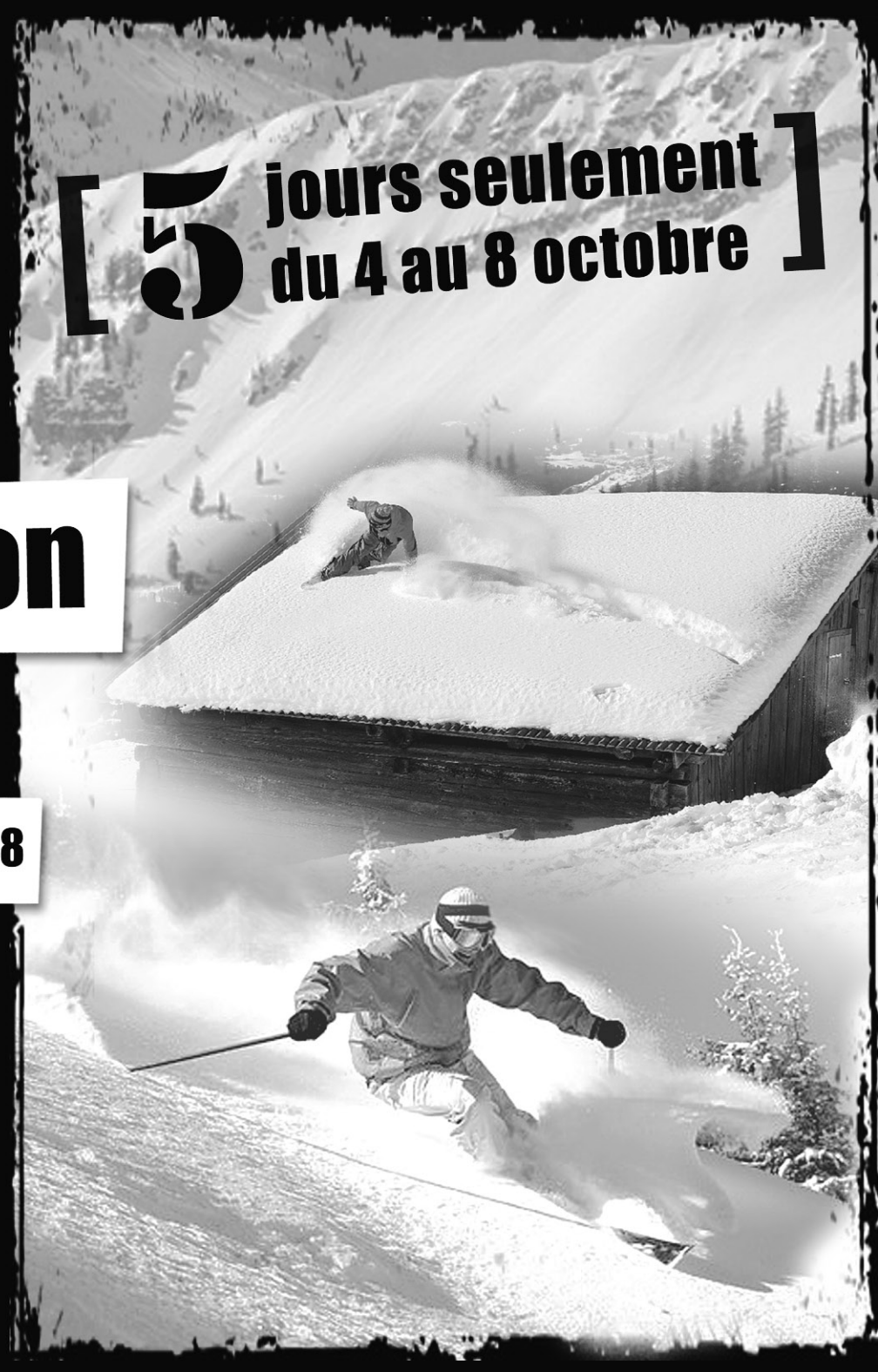
• Sur prix déjà réduits en magasin

• Sur nouvelles collections 2007-2008

ROSSIGNOL PURE MOUNTAIN COMPANY · ATOMIC · elan · roxy K2 · SALOMON · LANGE · DYNASTAR · Völkl · TECNICA · LINE · DALBELLO · ROME · BURTON SNOWBOARDS · RIDE SNOWBOARDS · option · DESCENTE · Cnfa · SPYDER · PHENIX · 686 · BONFIRE · ripzone

BERNARD TROTTIER SPORTS

[5 jours seulement du 4 au 8 octobre]



On a les sports de glisse dans la peau

BERNARD TROTTIER SPORTS

GREENFIELD PARK
3680, boul. Taschereau
450.671.3793

POINTE-CLAIRE (place Terrarium)
187-B, boul. Hymus
514.694.0240

LAVAL (Centropolis)
2929, boul. St-Martin Ouest
450.973.2550

3511881A

POLITIQUE

De Nietzsche à Hygrade

VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Stéphane Dion peut-il encore sauver sa peau?

Après plus de deux semaines de fortes turbulences au Parti libéral du Canada, cette question est sur les lèvres de quiconque s'intéresse même de loin à la chose politique.

Remarquez la nuance: on ne demande pas si M. Dion peut encore sauver son parti aux prochaines élections, mais seulement s'il peut sauver sa peau comme chef jusqu'aux prochaines élections. Pour ce qui est de sauver son parti, l'affaire est réglée. Les députés québécois et les organisateurs de M. Dion affirment que le mieux que le PLC puisse faire dans son état actuel, c'est de maintenir Stephen Harper à son statut minoritaire en cas d'élections automnales. Ce qui aurait en plus le grand avantage de régler définitivement le cas de Stéphane Dion, ajoutent certains libéraux.

Toujours en poste malgré deux semaines extrêmement difficiles, M. Dion peut toujours se consoler en récitant Nietzsche: «Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort.» Toutefois, la question maintenant est de savoir s'il est capable de répliquer contre les éléments déstabilisateurs de son propre parti.

Stéphane Dion est un leader faible, peu charismatique et même cassant, il est mal entouré et est doté d'un douteux instinct politique. En plus, il a été affaibli davantage par la défaite dans Outremont. Cela dit, ses problèmes remontent à bien avant les partielles du 17 septembre, c'est-à-dire au jour même de son élection à la tête du PLC, il y a 10 mois. Déjà le printemps dernier, on entendait des libéraux québécois influents dire que plus vite viendraient les élections, le mieux ce serait pour balancer M. Dion.

Élu chef contre toute attente, devant les favoris Michael Ignatieff et Bob Rae, et contre la volonté de l'immense majorité des militants québécois, Stéphane Dion savait dès son élection que son principal défi était de rallier ses adversaires et les libéraux de sa propre province.

Il a échoué, de toute évidence, en s'isolant, en se coupant encore davantage de la base québécoise, en cafouillant avec un trio de lieutenants aussi inusité qu'inefficace et en tardant à comprendre ce qui se passait au Québec.

À la décharge de Stéphane Dion, il faut toutefois dire que certains de ses adversaires n'avaient aucune intention de se rallier à lui. Sous le choc de l'élection de ce candidat négligé et peu aimé au Québec, ils attendent depuis près d'un an qu'il se casse la gueule.

Stéphane Dion sait d'où viennent les coups, il sait qui a fait éclater l'affaire Carroll, qui tente de lui imposer des candidats dans ses circonscriptions réservées, il sait que l'exécutif de l'aile québécoise du PLC est contre lui, il a bien entendu sa députée Raymonde Folco dire haut et fort qu'il est irrécupérable au Québec et il sait qui s'agite dans les coulisses pour le remplacer.

«Il y a beaucoup de turbulence dans le PLC-QC (...). Les joueurs vont changer et l'on retrouvera un esprit d'équipe que nous avons perdu depuis le putsch du clan Martin.»

Visiblement, les guerres de clans ne sont pas finies au PLC. Dans un échange de courriels avec une militante, voici comment la sénatrice Céline Hervieux-Payette, qui fait partie des rares supporteurs de M. Dion au Québec, résumait cette semaine la situation: «Il y a beaucoup de turbulence dans le PLC-QC (...). Les joueurs vont changer et l'on retrouvera un esprit d'équipe que nous avons perdu depuis le putsch du clan Martin.»

Stéphane Dion peut-il répliquer? Après la fronde, peut-il lancer une purge? La réponse courte est non.

D'abord, il n'est pas en position de force pour le faire et puis, il n'a pas le luxe de provoquer d'autres démissions fracassantes sur la place publique.

L'arrivée de Johanne Sénécal, qui a été, dit-on, surprise par l'ampleur de la tâche qui l'attend, et l'ombre de John Rae dans l'entourage de M. Dion calmeront un peu les ardeurs des opposants pour quelques temps, mais il ne faut pas s'attendre à voir des têtes rouler dans les prochaines semaines.

Stéphane Dion n'a ni la force de Jean Chrétien ni la garde rapprochée impitoyable de Paul Martin pour lancer une grande opération de nettoyage.

Ce n'est pas le genre de Stéphane Dion, non plus. L'homme a les défauts de ses qualités: s'il privilégie les débats d'idées, il manque aussi souvent de vigueur contre ses adversaires.

Même quand vient le temps d'attaquer le gouvernement. Le printemps dernier, par exemple, le chef libéral avait personnellement bloqué un message radio qu'il jugeait trop «personnel» contre Stephen Harper et son attitude guerrière, raconte un organisateur.

Malgré les changements tardifs à son bureau et dans les hautes instances du PLC, Stéphane Dion reste un chef ébranlé et son parti sort encore un peu plus affaibli, du moins au Québec, des soubresauts des derniers jours.

Les deux pivots de tout parti politique, le recrutement et le financement, ont été durablement amochés.

M. Dion pourra toujours se consoler en citant Nietzsche, mais tous les organisateurs vous diront qu'ils préfèrent le principe de la saucisse Hygrade: plus de gens en mangent parce qu'elles sont fraîches, et elles sont fraîches parce que plus de gens en mangent.

En ce moment, le Parti libéral vit exactement le contraire et rien n'indique que la tendance sera renversée prochainement.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

Harper ne veut pas d'élections cet automne

JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper ne veut pas d'élections cet automne, malgré les déboires de ses adversaires politiques. Il exhorte les trois partis de l'opposition à la Chambre des communes de lui donner le mandat de continuer à gouverner en votant en faveur du discours du Trône prévu le 16 octobre.

Dans une rare conférence de presse, hier, M. Harper a d'ailleurs exprimé son étonnement de voir que le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, et le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, se permettent de faire des demandes non négociables après les résultats des trois élections partielles au Québec.

«Je pense que c'est bizarre, ce qui se passe depuis deux semaines. Je ne pense pas que les résultats des partielles étaient un mandat pour M. Duceppe ou M. Dion de faire des demandes non négociables», a dit le premier ministre.

Ce dernier s'est dit prêt à faire un bout de chemin pour tenter de convaincre les trois partis de l'opposition d'appuyer le discours du Trône. Il a d'ailleurs rencontré hier le chef du NPD, Jack Layton, pour entendre ses exigences. Il a aussi rencontré Gilles Duceppe au mois d'août.

Mais son gouvernement n'est pas prêt à faire des compromis sur tout dans le seul but de se maintenir au pouvoir. M. Harper a notamment indiqué que le Canada ferait preuve d'irresponsabilité si les Forces armées canadiennes quittaient la région de Kandahar en Afghanistan à la date butoir de février 2009.

«Je ne pense pas que les résultats des partielles étaient un mandat pour M. Duceppe ou M. Dion de faire des demandes non négociables.»

Il est donc hors de question, comme le demandent le Bloc québécois et le Parti libéral, d'indiquer dans le discours du Trône la fin de l'opération militaire canadienne à Kandahar à cette date précise.

«Nous voulons que cette décision soit prise selon un processus responsable qui tienne compte de toutes les implications à long terme pour le pays. Vais-je annoncer dans le discours du Trône que le gouvernement va décider de retirer nos troupes de l'Afghanistan demain? Je pense que non», a dit M. Harper.

«Nous avons des responsabilités importantes en Afghanistan. Nous avons des responsabilités envers la population de Kandahar. Nous avons accepté la responsabilité de régler les problèmes de sécurité. Nous devons nous assurer, avant de quitter, que les forces afghanes soient en mesure de s'occuper elles-mêmes de leur propre sécurité. C'est une responsabilité», a-t-il ajouté.

Cela dit, le premier ministre a convenu que les Canadiens s'attendent à quitter l'Afghanistan un jour, mais il serait préférable de le faire quand les Afghans pourront assurer eux-mêmes leur propre sécurité. «Il nous faut un échéancier raisonnable pour réaliser tout cela. Mais je ne crois pas que la date butoir soit nécessairement celle de février 2009.»

M. Harper a expliqué que le discours du Trône permettra à son gouvernement d'exprimer ses priorités au cours des prochains mois, soit la lutte contre la criminalité, la réduction du fardeau fiscal, la santé de l'économie, l'environnement et l'unité canadienne. Et il entend prendre les moyens pour faire adopter son plan d'action ou forcer les partis de l'opposition à provoquer des élections en multipliant les votes de confiance aux Communes.

«Dans les grandes lignes, le gouvernement présentera un programme économique qui comprendra des réductions d'impôts significatives. Nous allons demander un mandat sur cette question qui est une question de confiance», a averti le premier ministre.

M. Harper a par ailleurs invité les partis de l'opposition à faire preuve de réalisme en affirmant que des élections automnales produiraient sensiblement les mêmes résultats que celles de 2004 et 2006, soit un gouvernement minoritaire.

«Les Canadiens ne veulent pas d'élections. Le gouvernement ne veut pas d'élections. En présentant un discours du Trône, nous voulons un mandat pour gouverner», a dit M. Harper.

Le chef du NPD, Jack Layton, n'a pas tardé à dénoncer les propos du premier ministre. «M. Harper a demandé un mandat pour gouverner, mais le NPD a un mandat pour s'opposer à la direction du gouvernement concernant la guerre en Afghanistan, l'environnement et l'écart de la richesse», a dit M. Layton.

Pour sa part, Gilles Duceppe s'est dit peu surpris de voir M. Harper camper sur ses positions. «Il n'a rien dit de neuf aujourd'hui. Nous sommes clairs sur nos cinq demandes et je pense que cela fait largement consensus au Québec», a dit M. Duceppe dans une entrevue à LCN.

BMW

bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MD

Dernière chance sur les 2007

Taux de location à partir de **2,9%**

Série 3

Série 5

Série 7

Z4

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon O.
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

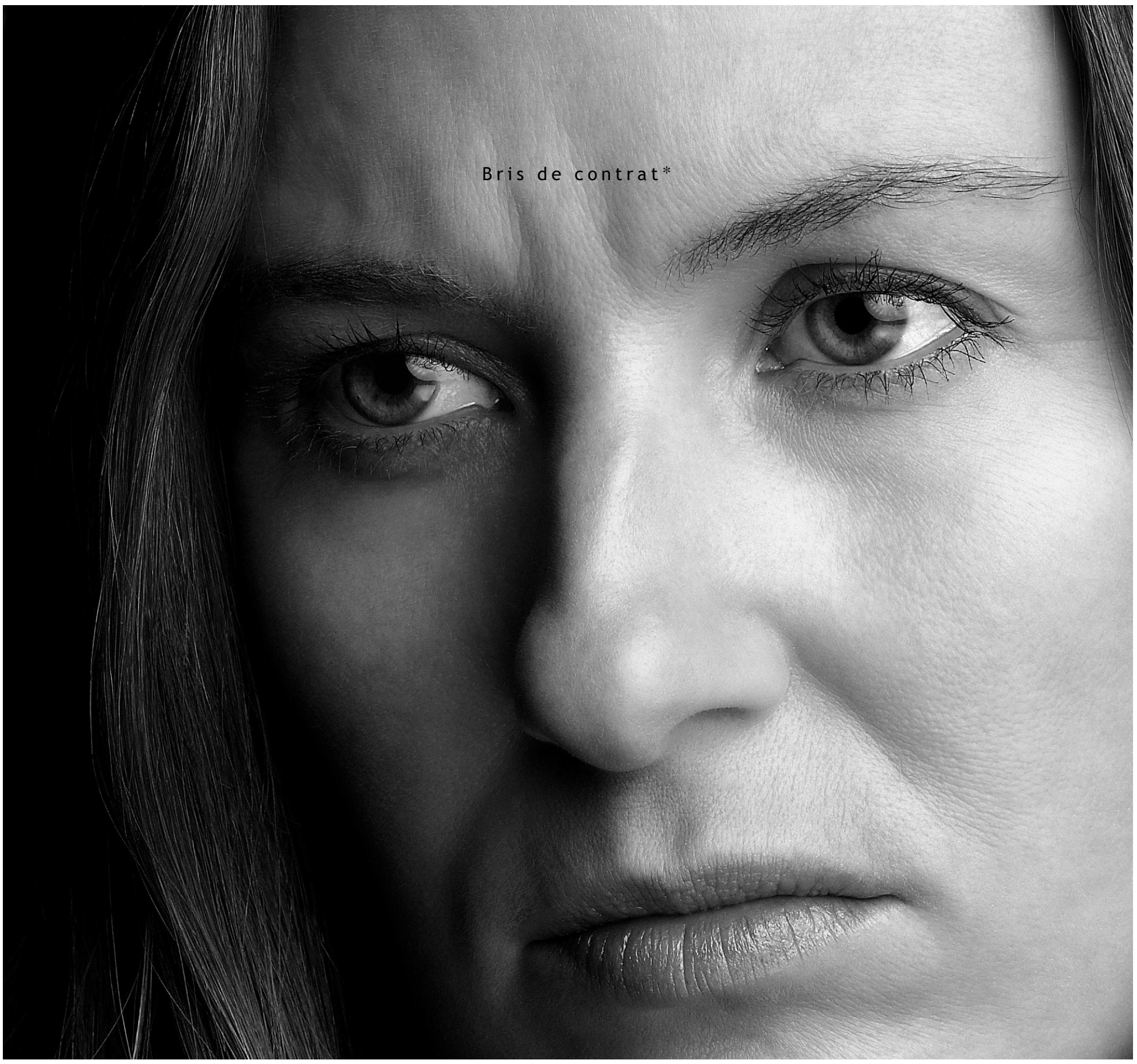
Laval
BMW Laval
2450, Boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, Boul. Taschereau O.
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, Boul. Armand-Frappier
450.922.1633
www.bmwsaintejulie.com

*Le taux de location de 2,9% est disponible sur une location de 36 mois de la Z4 3.0i 2007. Offre d'une durée limitée. Photo à titre indicatif seulement. Tous les détails chez votre concessionnaire BMW. © 2007 BMW Canada inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

3512469A



*Avant que ça ne devienne trop gros, avez-vous pensé au droit collaboratif ?

Un contrat vous lie à un fournisseur. Selon vous, certaines clauses ne sont pas respectées. Vous envisagez une poursuite judiciaire, mais les coûts vous inquiètent. Votre avocat peut vous aider à régler ce conflit sans pour autant recourir aux tribunaux. En droit collaboratif, les deux parties, en présence de leurs avocats, s'engagent à trouver une solution. Elles dévoilent l'information requise et signent une entente de confidentialité afin d'éviter que les termes de la négociation ne soient utilisés en Cour, si le processus échouait.

Avant de signer un prochain contrat, votre avocat pourra vous conseiller et négocier pour vous protéger contre toute éventualité. Car en affaires, la prévention est gage de tranquillité d'esprit.

N'hésitez pas à consulter un avocat ou une avocate, c'est tout à votre avantage.

www.barreau.qc.ca/brisdecontrat

Barreau du Québec

3508533A

15 JOURS D'ÉVÉNEMENTS PHOTOGRAPHIQUES | 15 jours **de soldes**

Venez célébrer avec nous jusqu'au 15 octobre !

LA QUINZAINE de la photo

Surveillez nos **promotions** à tous les jours **jusqu'au 15 octobre**

L'événement à ne pas manquer

Différentes promotions chaque jour, surveillez les journaux.
Les représentants de nos fournisseurs seront sur place pour vous faire une démonstration de leurs produits et vous présenter leurs nouveautés.

Visitez le *www.lozeau.com*
pour connaître nos spéciaux de la Quinzaine de la photo.

Courez la chance de gagner un voyage pour 2 à Punta Cana en République Dominicaine

Hôtel Majestic 5 étoiles
(Valeur totale de 3000$, tirage d'un seul voyage)

Règlements disponibles en magasin.

En collaboration avec l'agence Tour Mont-Royal

vacances TMR TOURS MONT-ROYAL vacancestmr.com

Horaire des activités

Mini-conférences gratuites, les places sont limitées*

Jeudi 4 octobre 10h00 à 21h00

Journée **Pentax et Fujifilm**

Découvrez les nouveautés Pentax et FujiFilm.

Fournisseurs et représentants :
- Pentax par Jean Duranceau
- Fujifilm par Guido Bier

Mini-conférences

- Exploration des reflex Pentax
  avec Marc Thériault de 13h00 à 14h00
- Exploration des appareils compacts de Pentax
  avec Benoît Perrier de 15h00 à 16h00
- Exploration des appareils compacts de Fujifilm
  avec Benoît Perrier de 18h30 à 19h30
- Photographie de voyage
  avec Jean Bruneau de 20h00 à 21h00

Vendredi 5 octobre 10h00 à 21h00

Journée **vidéo**

L'ère de la vidéo haute définition est maintenant arrivée. Venez découvrir toutes les nouvelles tendances et ce qui plane à l'horizon dans le monde de la vidéo.

Fournisseurs et représentants :
- Canon par Paul Des Ormeaux
- Sony par Enzo DiGiovanni et Pierre Villeneuve
- Panasonic par Marc Poirier

Mini-conférences

- Vidéo Sony
  avec Pierre Villeneuve de 13h00 à 14h00 de 18h00 à 19h00
- Vidéo Canon
  avec Félix Bolduc de 14h30 à 15h30 de 19h00 à 20h00
- Vidéo Panasonic
  avec Félix Bolduc de 16h00 à 17h00 de 20h00 à 21h00
- Kino
  avec Christian Laurence de 9h30 à 12h30
  avec Gérico Jeudi de 13h00 à 16h00

Samedi 6 octobre 9h30 à 17h00

Journée **Sony**

Journée consacrée aux produits de la compagnie Sony. Les représentants vous convient à une présentation complète de leurs gammes de produits et tout spécialement à leur dernier boîtier numérique, le nouveau Alpha 700.

Fournisseurs et représentants :
- Sony par Enzo DiGiovanni et Pierre Villeneuve

Mini-conférences

- Vidéo Sony entrée de gamme
  avec Pierre Villeneuve de 10h00 à 11h00
- Vidéo Sony Haute Définition
  avec Pierre Villeneuve de 13h00 à 14h00
- Studio portrait Alpha
  avec Pierre Villeneuve de 16h00 à 17h00

Dimanche 7 octobre 9h30 à 17h00

Journée **Canon**

Journée consacrée aux produits Canon, venez découvrir les dernières nouveautés.

Fournisseurs et représentants :
- Canon par Paul Des Ormeaux

Mini-conférences

- Exploration des appareils compacts de gamme avancée
  avec Éric Thibault de 9h30 à 10h30
- Photo de mariage et photo de famille
  avec Rémi Vincent de 9h30 à 10h30
- Exploration des boîtiers *Rebel XTi*
  avec Christian Autotte de 11h00 à 12h00
- Exploration des boîters 40D
  avec Patrick Alonso de 13h00 à 14h00
- Exploration des appareils compacts d'entrée de gamme
  avec Éric Thibault de 14h30 à 15h30
- Exploration des caméscopes d'entrée de gamme
  avec Félix Bolduc de 16h00 à 17h00

Lundi 8 octobre 10h00 à 18h00

Journée **passeport**

Vous partez en voyage bientôt et avez besoin de refaire votre passeport ? Venez chez L.L.Lozeau pour faire votre **photo gratuitement** et courez la chance de gagner un ensemble de valises. Bon voyage!

Concours

TIRAGE !
Courez la chance de gagner **une valise de voyage** durant la journée.
Bonne chance !

PHOTO passeport gratuite*
8 octobre seulement
* Passeport canadien seulement

Image peut différée du prix à gagner.

Mardi 9 octobre 10h00 à 18h00

Journée **f/2,8**

Venez découvrir comment un objectif plus lumineux de haute qualité peut améliorer vos photos. Les représentants de Canon, Nikon et Sigma se feront un plaisir de vous les démontrer.

Fournisseurs et représentants :
- Canon par Paul Des Ormeaux
- Nikon par Guy Authier
- Sigma par Guy Valiquette

Mini-conférences

- Photographie de sport
  avec Bernard Brault de 13h30 à 14h30
- Importance qualité optique
  avec Guy Authier de 15h00 à 16h00
- Photographie de spectacle
  avec Olivier Samson-Arcand de 19h30 à 21h00

Mercredi 10 octobre 10h00 à 18h00

Journée **logiciels photographiques**

Il existe sur le marché une foule de logiciels pour le traitement de l'image. Nous avons retenu les plus performants, *PhotoShop*, *Lightroom* et *Adobe Première Éléments*. Pour vous les faire découvrir, nous avons élaboré des mini-conférences qui vous permettront de faire un choix éclairé.

Fournisseurs et représentants :
- LaCie • Wacom • Pinnacle

Mini-conférences

- *Photoshop Element* explorateur de fichier
  avec Janick Houle de 15h00 à 16h30
- *Adobe Première Élément*
  avec Patrick Grenier de 15h00 à 16h30
- *Adobe Lightroom*: librairie
  avec Sylvain Lalande de 18h30 à 20h00
- Chambre noire numérique *Photoshop CS3*
  avec Patrick Lavoie de 14h00 à 15h30

Jeudi 11 octobre 10h00 à 21h00

Journée **Olympus et Panasonic**

La compagnie Panasonic vous présentera leurs nouveautés et sa gamme de compacts numériques.

Fournisseurs et représentants :
- Olympus par Richard Sansregret
- Panasonic

Mini-conférences

- Appareils compacts Olympus
  avec Benoît Perrier de 13h30 à 14h30
- Appareils compacts Panasonic
  avec Benoît Perrier de 15h00 à 16h00
- Balance des blancs
  avec Marc Thériault de 18h00 à 19h00
- Raw et histogramme
  avec Patrick Alonso de 19h00 à 20h00
- Prise de vue en numérique
  avec Janick Houle de 20h00 à 21h00

Consultez le ***www.lozeau.com*** pour la liste complète des mini-conférences et l'horaire

*Arrivez tôt. Aucune réservation par téléphone.

Nikon Canon Gentec International SONY Panasonic OLYMPUS FUJIFILM PENTAX SANYO Amplis NADEL Enterprises Inc. BOOTH Photographic Limited DayMen

L.L.Lozeau Ltée

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE

- **Photo**
- **Vidéo**
- **Réparation**
- **Location**
- **Impression photo**

6229, St-Hubert
Montréal (Québec)
www.lozeau.com
514 274-6577
1 800 363-3535

Évitez de vous déplacer, imprimez vos photos de la maison
e-mage
lozeau.com

3512267A

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Ottawa resserre les règles

JULIAN BELTRAME
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le premier ministre fédéral Stephen Harper a annoncé hier que le gouvernement allait corriger un « oubli » et resserrer les règles relatives aux investissements étrangers afin de s'assurer que les prises de contrôle de firmes canadiennes soient faites pour des raisons commerciales.

En conférence de presse, à Ottawa, M. Harper a précisé que les conservateurs n'agissaient pas de la sorte en raison d'une acquisition particulière ou d'un pays précis, ajoutant qu'une offre de prise de contrôle récemment annoncée serait examinée en vertu des anciennes règles.

« Le Canada est l'un des rares pays industrialisés qui ne compte pas de disposition de sécurité nationale de quelque sorte que ce soit dans ses politiques d'examen des investissements étrangers », a déclaré M. Harper.

« Je crois qu'il s'agit d'un oubli, a-t-il ajouté. Je crois que c'est une chose à laquelle nous devrions nous attarder, et quand nous nous y attarderons, nous le ferons de façon à ce que nous tentions de nous assurer que nous tenons compte de la sécurité nationale tout en nous assurant que les investissements au Canada soient faits sur une base commerciale et pour des raisons commerciales. »

Peu avant que le premier ministre n'ait procédé à cette annonce, des informations véhiculées par les médias laissaient entendre que le ministre fédéral de l'Industrie, Jim Prentice, s'apprêtait à faire une annonce au sujet du resserrement de la réglementation contre les prises de contrôle de firmes canadiennes par des sociétés d'État étrangères.

GRC

Grande fête d'adieu pour un commissaire déchu

GILLES TOUPIN

OTTAWA — L'ancien commissaire de la GRC, Giuliano Zaccardelli, qui a dû démissionner en raison de l'affaire Arar, n'a pas quitté le quartier général de la force de police sur la pointe des pieds. Trois cents de ses collègues l'ont célébré dans un *party* d'adieu monstre en mars dernier.

M. Zaccardelli, qui a fait les manchettes pour des dépenses importantes à même les deniers publics afin notamment de rénover son bureau et de se procurer des bottes sur mesure à 1500$, n'a cette fois rien coûté au Trésor public. « Les coûts pour la fête de départ de l'ancien commissaire Zaccardelli ont été payés par les fonds générés par la vente de billets pour la soirée », a affirmé à *La Presse* le sergent par intérim de la GRC Jean Perreault, dans une lettre en réponse à une demande d'accès à l'information.

« Aucuns fonds des deniers publics n'ont été autorisés pour financer les dépenses des participants à cette activité, précise le sergent Perreault. La date de la soirée a été choisie pour correspondre avec la rencontre prévue à Ottawa du groupe de gestion des officiers seniors. »

Dans une entrevue téléphonique à *La Presse*, M. Zaccardelli a révélé que la petite fête en question s'était déroulée dans une salle d'Ottawa qui appartient à la communauté grecque et qu'aucune mesure de sécurité n'avait été prise pour l'occasion. « Il n'y avait pas de sécurité », a affirmé l'ancien commissaire tout en reconnaissant en riant qu'il y avait beaucoup de policiers sur place. « C'était un party de retraite. Après 37 ans dans la GRC, quand vous prenez votre retraite, je pense que vos collègues vont vous fêter. C'est pas plus compliqué que cela », a-t-il expliqué.

Giuliano Zaccardelli a démissionné de son poste en décembre dernier après avoir fourni des informations contradictoires à un comité des Communes sur le rôle joué par la GRC dans l'affaire Arar. Il a été remplacé en août dernier par un civil, William Elliott, ancien sous-ministre de la Sécurité publique et conseiller des premiers ministres Paul Martin et Stephen Harper en matière de sécurité. C'est la première fois qu'un civil prend la direction de la GRC.

Lorsque *La Presse* a demandé à M. Zaccardelli s'il était fâché de la façon dont sa carrière s'est abruptement terminée, il a répondu: « Je suis 100 % satisfait de ma carrière. J'ai donné ma vie à la GRC. »

Lors de la soirée d'adieu, plusieurs de ses anciens camarades du Nouveau-Brunswick – où il a travaillé de 1986 à 1993 – ont fait le voyage à Ottawa pour saluer l'ancien commissaire. Même le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, a fait une petite apparition de cinq minutes pour prendre la parole et souhaiter une bonne retraite à l'ancien patron du plus important corps policier au pays.

M. Zaccardelli n'a pas voulu revenir en entrevue sur sa fin de carrière en queue de poisson et sur l'affaire Arar.

Avec la collaboration de William Leclerc

3512509

AÉROPORTS DE MONTRÉAL

www.admtl.com

AVIS PUBLIC

Avis est par la présente donné que les frais d'améliorations aéroportuaires (« FAA ») à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal, qui sont inclus aux coûts d'un billet d'avion, feront l'objet d'une augmentation à compter du 4 janvier 2008, passant de 15 $ à 20 $ par passager au départ, taxes en sus. La totalité des revenus découlant des FAA est affectée au financement des infrastructures aéroportuaires.

Pour plus d'information, prière de consulter le site internet d'Aéroports de Montréal **(www.admtl.com).**

Avis est donné à Montréal,
ce 4e jour d'octobre 2007

Me Marie-Christine Blain, Secrétaire

Et il y a le cuir

WILLIAM F

pour un mobilier durable

5 ans garantie prolongée
*TPS inclus
jusqu'au 21 octobre 2007
* Sur cuir

Fontaine Meubles Décors

9780, Sherbrooke Est, Montréal
514 352-3913

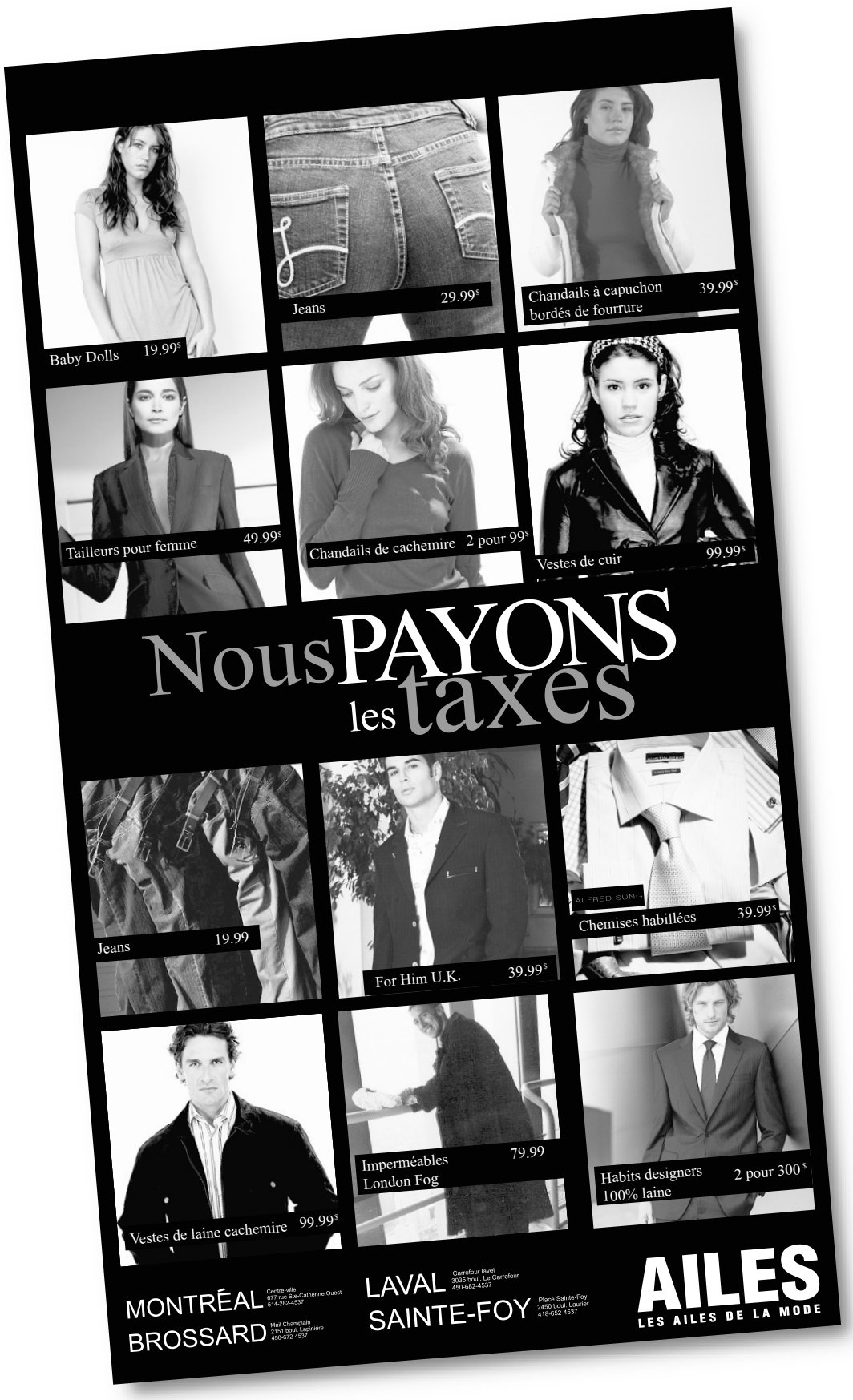
www.meublesfontaine.com

3511088A

Événement de la fin de semaine de l'Action de Grâce.

Nous PAYONS les taxes

* quelques exceptions peuvent s'appliquer
* vous économiserez l'équivalent de la TPS (6%) et de la TVQ (7,5%) sur vos achats.



Fiorucci ISAACMIZRAHI MIKK COUTURE
HILARY RADLEY MICHAEL MICHAEL KORS POINT ZERO JONES NEW YORK
FOR HIM U.K. LONDON ANNE KLEIN NEW YORK MAJORA MOTO
ALFRED SUNG TAIFUN COLLECTION AGENDA NINE WEST SPORTSWEAR

et encore plus

AILES
LES AILES DE LA MODE

Centre-ville
MONTRÉAL
514-282-4537

Place Sainte-Foy
SAINTE-FOY
418-652-4537

Mail Champlain
BROSSARD
450-672-4537

Carrefour Laval
LAVAL
450-682-4537

3512974A

ACTUALITÉS

Le Québec a l'humeur sombre

MARIE-CLAUDE LORTIE

Le quart des Québécois sont incapables de nommer spontanément le nom d'une personne qu'ils considèrent comme un leader. En outre, les trois quarts estiment qu'ils sont plus individualistes qu'avant et que, mis à part la souveraineté, le Québec n'a aucun projet collectif.

Bref, affirme Pierre Côté, spécialiste en communication et en marketing, auteur d'une nouvelle étude intitulée *Bonheur et société*, la province est à court d'inspiration. « Et en termes de bonheur, ça nous rattrape. On ne sent pas d'optimisme, et ça, ça a une influence sur notre niveau de bonheur à tous. »

M. Côté, qui assure n'avoir aucune affiliation politique – il n'a pas voulu nous dire non plus s'il est indépendantiste – est fondateur d'un organisme appelé Indice relatif du bonheur. Son entreprise est sur le web et sonde les internautes québécois sur différents sujets relatifs au bonheur.

Contrairement aux sondeurs traditionnels qui fonctionnent avec le téléphone et interpellent leurs répondants, M. Côté travaille à partir des réponses des gens qui participent volontairement à ses sondages. « Mais tous nos résultats sont ensuite pondérés pour que cela reflète la réalité sociologique selon les données de Statistique Canada », explique-t-il.

Au printemps, c'est son organisme qui nous a appris que les gens de Repentigny étaient les plus heureux des Québécois. Cette fois, l'IRB s'est demandé si le Québec était inspiré par ses leaders.

Or, selon M. Côté, l'humeur est sombre, puisque les sujets rassembleurs manquent, tout comme le leadership. Sur les 1233 répondants, seulement cinq personnes ont mentionné spontanément Stéphane Dion comme un leader, tandis que Pauline Marois avait droit à 29,1 % des mentions (elle est en première place). Mario Dumont, lui, a récolté 24,5 % des mentions spontanés et Jean Charest 7,8 %.

Bref, aucun leader ne semble rassembler les Québécois, note M. Côté.

Mais l'environnement est un sujet qui semble préoccuper tout le monde, ajoute-t-il.

Selon le sondage, 90 % des Québécois estiment qu'ils pourraient en faire plus pour l'environnement. Les trois quarts seraient prêts à taxer les produits nocifs à l'environnement. Et parmi les leaders nommés spontanément par les répondants, quatre leaders environnementaux se retrouvent parmi les 20 premiers, dont Steven Guilbault, en septième place. Suivent ensuite Hubert Reeves (13e rang), Jean Lemire (15e rang) et Laure Waridel (19e rang).

Les Québécois se sentent tellement interpellés par la question environnementale que plus de la moitié d'entre eux se sentent même dépassés et se considèrent impuissants face aux problèmes. Et 48 % des gens ne croient pas que la race humaine réussira à trouver des solutions aux enjeux environnementaux.

« Ce sont de gros pourcentages, et, pourtant, il n'y a rien qui se fait, dit M. Côté. Le parti de M. Dumont est peut-être là où il faut être sur d'autres questions, mais pas pour l'environnement. Il y a un vide collectif. C'est d'une grande tristesse. »

De plus, les Québécois sont déprimés par les syndicats, puisque 39 % de la population estime que ce sont des « boulets » qui empêchent la société d'avancer. Et les médias ne sont pas en reste. Presque les deux tiers de la population croient que les médias et les journalistes « manipulent » l'opinion publique.

Un autre sondage de l'IRB, mené auprès de 3350 répondants, nous apprend en outre que 22 % des Québécois estiment que le Canada devraient fermer ses frontières aux immigrants et que 57 % d'entre eux sont aussi convaincus que « les immigrants constitueront la majorité de la population du Québec d'ici 50 ans ».

Pas le temps d'être heureux? Demain, *La Presse* publie les résultats d'un sondage CROP-*La Presse* sur le bonheur et amorce la publication d'une série de trois jours sur ce sujet, avec des reportages de New York, Los Angeles et même du Danemark.

Ne manquez pas
L'ÉVÉNEMENT PLANCHER

RABAIS SUR TOUS LES PLANCHERS MIRAGE EN MAGASINS

Seulement chez nos détaillants autorisés :

Barwood • Pilon PLANCHERS DE BOIS FRANC
BOUTIQUE mirage
Centre du Plancher 640 inc.

MONTRÉAL
3445, boul. Côte-Vertu
514-332-5040

BROSSARD
8200, boul. Taschereau O.
450-672-8200

ST-EUSTACHE
560, rue Dubois
1-800-661-5655

LAVAL
4233, autoroute des Laurentides
1-800-368-1886

BOUCHERVILLE
1471, Ampère
450-641-8200

KIRKLAND
16979, Transcanadienne
514-630-5040

MASCOUCHE
335, Montée Masson
450-474-8400

3509937

PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE ©

Le regroupement a hâte de se mettre à la tâche, compte tenu qu'il y a déjà un an qu'a été publié l'avis du Conseil supérieur de l'éducation, très critique à l'endroit des services de garde en milieu scolaire.

Un comité pour améliorer les services de garde en milieu scolaire

LIA LÉVESQUE
LA PRESSE CANADIENNE

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est attiré des applaudissements de plusieurs groupes, hier, en annonçant la création d'un groupe de travail sur les services de garde en milieu scolaire.

La coalition de groupes de parents, de directions d'école et de travailleuses dans les services de garde en milieu scolaire avait initialement convoqué la presse pour déplorer le manque d'action en la matière. Mais mardi après-midi, la ministre les a rencontrés pour annoncer la création de ce comité, a-t-on confirmé hier au cabinet de la ministre Courchesne.

C'est donc tout sourire que même la CSN et la CSQ, habituellement fort critiques du gouvernement Charest, ont accueilli la formation de ce groupe de travail, auquel certains membres de la coalition siégeront.

Le regroupement a hâte de se mettre à la tâche, compte tenu qu'il y a déjà un an qu'a été publié l'avis du Conseil supérieur de l'éducation, très critique à l'endroit des services de garde en milieu scolaire.

Le regroupement veut d'ailleurs s'attaquer à ces problèmes de qualifications des travailleuses, du ratio travailleuse-enfants, de la place du service de garde au sein de l'école, de la cohabitation pas toujours facile entre l'école et le service de garde, du programme éducatif, des activités, etc.

Ce n'est que du hasard.

Il n'y en a pas de secret. Pas de truc, pas de calcul. Ce n'est qu'une question de hasard. Si on joue en étant convaincu de connaître le moment où la chance va tourner, où l'appareil va payer…

IL Y A DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.

FONDATION MISE SUR TOI MC
une initiative de Loto-Québec

Jeu : Aide et référence 1 866 SOS-JEUX

misesurtoi.ca

3498344A
3498348

Un père de famille acquitté d'incitation au suicide

Mais il est coupable de voie de fait simple sur deux de ses enfants

CHRISTIANE DESJARDINS

Coupable de voie de fait simple sur deux de ses enfants, mais acquitté de les avoir incités à se suicider. Tel est le verdict qu'un jury a rendu, hier, un peu avant 18 h, à l'endroit d'un père de famille de 41 ans.

En sortant de la salle d'audience, l'homme d'origine cambodgienne a aussitôt été arrêté, cette fois par des agents de l'Immigration.

Le problème, c'est que l'homme n'a apparemment pas de statut légal au Canada, même s'il réside ici depuis au moins 17 ans. Ses trois enfants, qu'il a eus avec une Canadienne d'origine chilienne, sont d'ailleurs nés ici.

Pendant son procès, qui s'est finalement réglé en trois jours, l'homme a souvent répété qu'il ne pouvait pas travailler ici, et que c'est donc sa femme qui gagnait l'argent du ménage. Lui s'efforçait de faire fructifier cet argent en le jouant au casino, a-t-il raconté avec le plus grand sérieux.

Citoyen américain ?

Selon des sources, il emploierait aussi son temps à jouer de la musique dans le métro. L'homme est-il véritablement citoyen américain comme il le prétend ? C'est maintenant aux autorités de faire la lumière à son sujet.

L'accusé soutient qu'il a été maltraité dans sa jeunesse au Cambodge, que ses parents ont été assassinés là-bas, et qu'il a par la suite été adopté par une famille américaine. C'est pourtant au Canada qu'il a rencontré celle qui allait partager sa vie pour le meilleur, et manifestement, pour le pire.

Il était accusé de voie de fait sur les trois enfants qu'ils ont eus ensemble, incluant le poupon de 2 ans, ainsi que d'incitation au suicide à propos des deux adolescents.

Ceux-ci sont d'ailleurs venus raconter les sévices qu'ils disaient avoir endurés de leur père. Ils soutenait aussi qu'il leur recommandait souvent de s'enlever la vie, en se pendant ou en se jetant du haut d'un viaduc du boulevard Décarie. Le jury l'a acquitté de cette accusation, tout comme de celle de voie de fait à l'endroit du plus jeune.

Environ une heure après avoir commencé leurs délibérations, hier matin, les jurés ont adressé des questions au juge Réjean Paul.

Ils voulaient notamment savoir si des expertises psychologiques avaient été réalisées sur l'accusé, son ex-femme et ses enfants, et si des voisins avaient entendu des bruits lors des agressions présumées. Ils voulaient aussi connaître le statut officiel de l'accusé au Canada, pour vérifier sa crédibilité.

Le magistrat leur a répondu qu'il ne pouvait rien leur dire, et qu'ils devaient se limiter à la preuve qui avait été étalée devant eux lors du procès.

Ce matin, les agents de l'immigration ramèneront l'accusé au tribunal afin qu'il reçoive sa sentence.

Le procureur de la Couronne, Jérôme Gagné, ne compte pas demander une peine d'incarcération. Le père n'a plus de contact avec ses enfants depuis 2003, soit depuis que la mère a porté plainte à la police après s'être réfugiée dans une maison pour femme en difficulté.

Le 311 de Laval

L'administration du maire Gilles Vaillancourt à Laval a innové hier en lançant son nouveau service téléphonique 311. Une initiative qui découle de la récente Déclaration de services aux citoyens. Il s'agit d'une première dans la grande région métropolitaine. Au Québec, seule la ville de Gatineau offre un tel service à ses contribuables. Mais il ne faut pas confondre avec le 911. Le 311 est un numéro réservé à des appels ne comportant aucune urgence. Les citoyens pourront demander, par exemple, une foule de renseignements utiles comme s'informer de la journée où on fait la collecte des déchets.

Pierre Bellemare

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2007-10-03

Numéros «Télé»: 721111 664605 869788 — Numéro Boni: 10

1 25 000 $ | 2 50 000 $ | 3 100 000 $

146186 369651 258054 (décomposables) — (non décomposables)

Lotto 6/49: 03 17 18 24 31 32 — compl. 42

Québec 49: 22 27 33 35 36 42 — compl. 45

Banco: 01 03 04 08 11 12 17 21 23 25 26 33 35 39 49 53 57 58 64 68

Triplex: 25 26 28 33 34

La Quotidienne: 3 649 — 4 5836

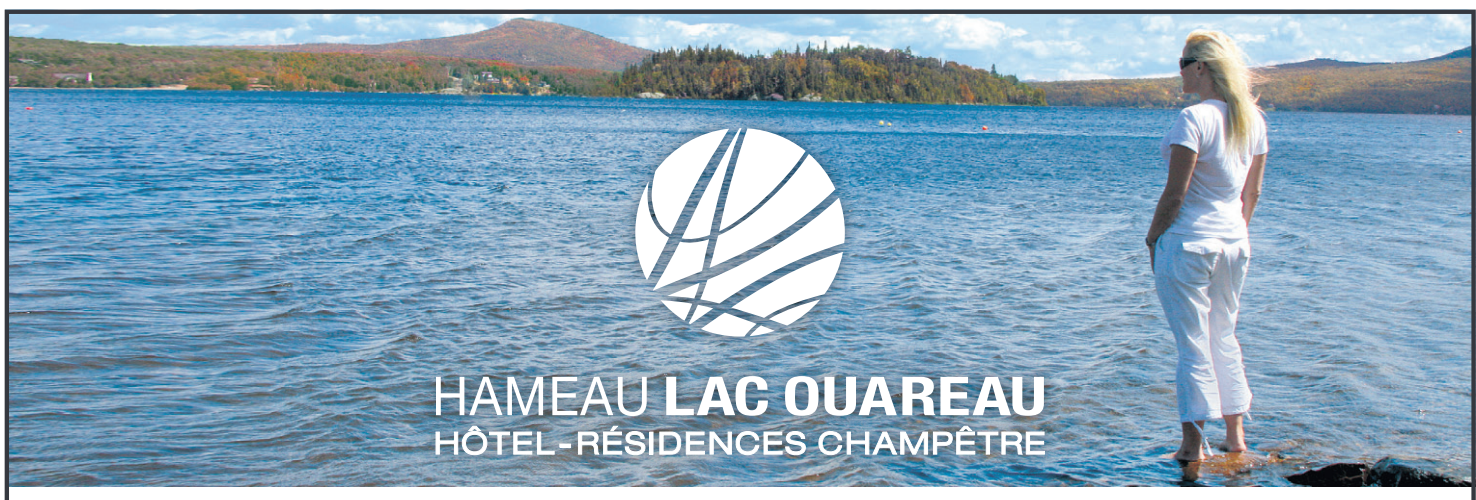
Astro — Jour - Mois - Année - Signe: 13 DÉCEMBRE 90 POISSONS

Extra: 500 000$ 0156831* *décomposable dans les deux sens

Jour de paye! 2 000 $ TOUTES LES 2 SEMAINES À VIE! NE MANQUEZ PAS LE TIRAGE DE CE SOIR.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM



MON RÊVE GRANDEUR NATURE

Hameau Lac Ouareau se situe directement sur les rives du majestueux lac Ouareau au pied de la station de ski La Réserve, 2e plus haut sommet skiable des Laurentides. Le projet est implanté au cœur de La Réserve de St-Donat, territoire de 2 200 acres de lacs privés, de ruisseaux et de montagnes, sillonné de 35 kilomètres de pistes de ski de fond et de sentiers pédestres.

Hameau Lac Ouareau offre de magnifiques condos-hôtel avec revenus hôteliers en votre absence, des résidences-jardins et des villas sur le lac avec tous les services d'un hôtel 4-étoiles et l'option de participer dans le pool hôtelier.

RÉSERVEZ AVANT LE 15 OCTOBRE POUR BÉNÉFICIER DES PRIX DE PRÉ-LANCEMENT

Bureau ouvert : jeudi au dimanche de 10 h 30 à 17 h 30 / Sur rendez-vous : lundi au mercredi
Tél. : 514 282-9942 ou 1 866 731-9989 / info@lacouareau.com / **www.lacouareau.com**

À seulement 75 minutes de Montréal / Autoroute 15 sortie 89 ou route 125

RESORT ONE Hôtels-Résidences — Une réalisation GUEPAR, sous la bannière Resort One

3509332A 3509334

Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion et est valable jusqu'au 28 octobre 2007 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les produits peuvent varier d'un magasin à l'autre. Les promotions ne sont pas applicables dans les centres de liquidation et dans certains magasins. Voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

3509629A

ACTUALITÉS

La tension monte entre Montréal et ses pompiers

Trois d'entre eux sont suspendus après l'irruption d'un groupe dans les bureaux de l'arrondissement de LaSalle

SÉBASTIEN RODRIGUE

Les accrochages se multiplient depuis une semaine entre la Ville de Montréal et ses pompiers. Le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) a suspendu hier trois pompiers après l'irruption d'un groupe de syndiqués dans les bureaux de l'arrondissement de LaSalle.

Certains camions ont aussi été peints momentanément en bleu hier dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Les deux parties se rencontrent tout de même aujourd'hui pour la première fois depuis la rupture des négociations la semaine dernière.

La mairesse de l'arrondissement de LaSalle, Manon Barbe, a dénoncé le comportement d'un groupe de pompiers de son arrondissement. Selon Mme Barbe, entre cinq et dix pompiers se sont présentés au bureau d'arrondissement avec des foulards sur le visage.

Les pompiers auraient prétexté une visite pour « vérifier des boyaux ». Selon la mairesse, ils auraient déambulé pendant une vingtaine de minutes dans les bureaux, notamment ceux des élus. « Les pompiers sont là pour nous rassurer, pas pour nous faire peur », souligne Mme Barbe.

Le SIM a aussitôt déclenché une enquête et suspendu le capitaine et les deux lieutenants en service au moment de cette visite. Selon Louise Tremblay, directrice des communications du SIM, d'autres mesures disciplinaires sont à prévoir. Il n'y a toutefois eu aucun impact sur le service d'incendie, confirme Mme Tremblay.

Le président de l'Association des pompiers de Montréal, Michel Crevier, attendait d'obtenir la version des pompiers avant de faire des commentaires. Il indique toutefois que le syndicat n'approuve pas les initiatives locales comme moyen de pression.

Injonction

Le syndicat s'est d'ailleurs plié à une injonction ordonnant aux pompiers de donner libre accès aux casernes. Le SIM a obtenu une injonction après que les chefs aux opérations eurent été évincés de leurs bureaux par des syndiqués à deux reprises.

Les syndiqués ont toutefois refusé hier de nettoyer les fenêtres des casernes peintes en blanc. Le SIM mandatera donc une firme de nettoyage. La facture sera ensuite envoyée à l'Association des pompiers de Montréal.

La Ville de Montréal doit négocier avec l'ensemble de ses employés le renouvellement des conventions collectives cet automne. Contrairement à la plupart des employés municipaux, les 2300 pompiers n'ont pas le droit de grève.

Les négociations achoppent notamment sur les modifications des horaires de travail, l'indexation des régimes de retraite et les questions salariales. Montréal propose aux syndicats un gel salarial en 2007 et des augmentations de 2 % pour 2008, 2009 et 2010.

La transparence de l'enquête remise en cause

OUTREMONT

suite de la page A1

Quelle que soit l'issue de l'enquête, il y aura toujours des gens qui vont douter. C'est une erreur d'avoir choisi Me Fabien à cause de sa relation très proche avec le parti du maire. »

Pour la citoyenne Annie Chélin, le choix de Me Fabien est « délicat ». « Cela revient à être du conflit d'intérêts car, en fait, il porte deux chapeaux, dit-elle. Son objectivité peut être questionnée. Il n'a pas la distance professionnelle requise. »

Pour le porte-parole de Fasken Martineau, Claude Auger, le « cabinet agit dans tous ses mandats de façon professionnelle ». C'est aussi l'avis du maire de Montréal qui insiste pour dire que la collecte d'informations a été confiée par Fasken Martineau à KPMG et que son administration a confiance en l'intégrité de la firme d'avocats.

« Le rapport sera rédigé par la firme, a dit Gérald Tremblay à *La Presse*. Les citoyens d'Outremont peuvent avoir l'assurance que la firme Fasken Martineau fera son travail de façon irréprochable. »

Dans l'embarras

Vice-président de l'UCIM en 2002 puis président par intérim de l'UCIM, Me Fabien a démissionné de son poste le 17 juillet 2003 après que Vision Montréal l'eut accusé de s'être placé en situation de conflit d'intérêts lorsqu'il avait participé à une rencontre à huis clos du comité exécutif de la Ville à titre d'avocat de Fasken Martineau. La firme avait obtenu un contrat de 300 000 $ de l'administration afin de défendre la Ville en cas de litiges liés à la loi sur les défusions.

Me Fabien s'était même d'ailleurs déjà trouvé dans une situation embarrassante en 2002 alors que tout en étant conseiller du maire Tremblay, il avait représenté une firme, le Groupe ADF, qui contestait… une décision de la Ville de Montréal.

Les liens d'affaires entre l'administration de la Ville de Montréal et Fasken Martineau sont réguliers. Le cabinet d'avocats a obtenu de nombreux contrats de la part de la Ville dans le passé. Seulement depuis le début de l'année, la Ville lui a versé 1,6 million pour ses services juridiques, notamment dans le cadre du vieux conflit de la RIGDIM.

Du point de vue politique, les liens sont aussi tricotés serré. Une enquête de *La Presse* il y a quelques années avait révélé que plusieurs dizaines d'avocats de Fasken Martineau contribuaient de façon régulière au parti du maire Tremblay, l'UCIM (aujourd'hui Union Montréal).

« Le rapport sera rédigé par la firme Fasken Martineau, a dit Gérald Tremblay à *La Presse*. Les citoyens d'Outremont peuvent avoir l'assurance que la firme fera son travail de façon irréprochable. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

C'est le retour à l'atelier!
Offre valide jusqu'au 20 octobre 2007
LANGEVIN & FOREST
LES CONNAISSEURS DE BOIS
Le magasin de bois fins et outils spécialisés – ébénisterie – sculpture – tournage – lutherie – bricolage
Panneaux de chêne rouge lamellé-collé
¾" x 18" x 60"
004-11341860
40% de rabais
51 98 Rég. : 85 99
Autres dimensions disponibles : 24", 36" et 48"
Guide du bois, de la menuiserie et de l'ébénisterie
Nouvelle édition
780-12706602481
Succès de librairie
69 00 Rég. : 85 00
Ensemble d'outils de sculpture pour débutant
Inclut gouges D1/8, D8/7, D12/6 et couteau de sculpture en coches nº2.
770-D4
pfeil
79 00 Rég. : 89 00
HEURES D'OUVERTURE
Lundi au mercredi : 8 h à 18 h | Jeudi et vendredi : 8 h à 21 h | Samedi : 8 h à 17 h | Dimanche : Fermé
9995, boul. Pie-IX (angle boul. Industriel), Montréal
www.langevinforest.com 514 322-9330 | 1 800 889-2060
3511138

Conduite du boulevard Pie-IX

Le pire bris de l'histoire évité de justesse

PHOTO ERIC W. SCHAFFNER, VILLE DE MONTRÉAL

Les inspections qui ont été menées à l'intérieur de la conduite du boulevard Pie-IX, au cours de la dernière semaine, ont révélé que 33% des 2,4 kilomètres de tuyau sont lourdement endommagés. Sur la photo, deux travailleurs et un appareil d'auscultation.

SARA CHAMPAGNE

Un bris de conduite d'eau qui aurait pu devenir le pire de l'histoire de Montréal a été évité de justesse.

Des travaux d'urgence, qui s'étendront sur six mois, ont été ordonnés pour remplacer la conduite d'eau du boulevard Pie-IX, dans l'est de l'île. Il s'agit de la même conduite qui avait éclaté et inondé les résidences de 2000 citoyens, en 2002.

Sans ces travaux, la Ville de Montréal estime que la conduite aurait de nouveau été perforé d'ici quelques semaines. Le tuyau d'acier d'un diamètre de 72 pouces, qui est âgé de 40 ans, avait pourtant été conçu pour tenir le coup durant près de 100 ans.

En point de presse, hier, le directeur de la gestion de l'eau à la Ville, Réjean Lévesque, a expliqué qu'il n'existait pas de «garantie prolongée» avec l'achat de la conduite, dans les années 70. Elle avait été fabriquée et livrée par l'entreprise Canron.

«Il s'agit essentiellement d'un problème de corrosion qui touche l'armature de la conduite, a expliqué M. Lévesque. Aucun recours n'est possible. Je pense qu'à l'époque, on avait sous-estimé les conséquences du sel qui est étendu sur nos routes, et qui dégrade aussi nos ponts et viaducs.»

Les inspections qui ont été menées à l'intérieur de la conduite, au cours de la dernière semaine, ont révélé que 33% des 2,4 kilomètres de tuyau sont lourdement endommagés. Les premières estimations révèlent que les travaux coûteront entre 7 et 10 millions, somme qui sera puisée à même le programme de réhabilitation des conduites d'eau de l'agglomération de Montréal.

Plan de circulation

Au lieu d'ouvrir tout le boulevard pour remplacer entièrement le tuyau, la Ville a choisi une technique de «réinsertion», qui consiste à introduire un tuyau neuf à l'intérieur de la conduite rouillée. La nouvelle conduite d'acier sera ensuite cimentée. La firme qui effectuera les travaux sera choisie par appel d'offres.

Au cours des prochains jours, la Ville de Montréal élaborera par ailleurs un plan pour diminuer les problèmes de circulation à l'heure de pointe. Le boulevard Pie-IX est l'un des axes majeurs de l'Est, et il est emprunté par de nombreux camions lourds.

Depuis que la Ville de Montréal a ordonné des travaux d'inspection à l'intérieur de la conduite, il y a deux semaines, un demi-million de litres d'eau ont été distribués aux citoyens des 7000 résidences touchées par une baisse de pression ou une coupure complète. L'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles–Montréal-Est a dû dégager 350 000$ de son budget pour financer les mesures d'urgence; 100 000$ ont déjà été dépensés pour acheter l'eau.

À partir d'aujourd'hui, les résidants pourront passer aux deux jours et obtenir double ration de leurs trois contenants de quatre litres d'eau.

La nouvelle tarification des fonds communs de RBC Placements en Direct[mc] avantage la personne qui fait tout le travail : vous.

C'est vous qui faites le travail. La moindre des choses est que vous en récoltiez les fruits. Voilà pourquoi RBC Placements en Direct offre désormais à ses clients l'accès exclusif à une nouvelle option à tarif réduit† pour plus d'une quarantaine de fonds communs de placement de RBC Gestion d'Actifs. Aucune commission, aucuns frais d'opération[1] : investir dans les fonds communs de placement de RBC Placements en Direct devient plus attrayant que jamais. Encore une raison payante de choisir RBC !

RBC Placements en Direct[mc]

› rbcplacementsendirect.com/seriesd

vancouver 2010

RBC GRAND PARTENAIRE NATIONAL

JE CHOISIS › RBC®

3494262A

3494265

† Vous devez détenir un minimum de 10 000 $ par fonds et par compte pour être admissible à la tarification des parts de série D. 1. Vous ne payez aucuns frais de transaction sur les parts détenues depuis plus de 120 jours. Les placements en fonds communs peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi et des frais et dépenses de gestion. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis ni couverts par la Société d'assurance-dépôts du Canada ni par une autre assurance-dépôt gouvernementale. Leur valeur change fréquemment et les rendements antérieurs ne sont pas nécessairement répétés. Les parts de série D de RBC Fonds sont offertes par RBC Gestion d'Actifs Inc. et distribuées exclusivement par l'entremise de RBC Placements en Direct Inc. RBC Placements en Direct Inc.*, RBC Gestion d'Actifs Inc. et la Banque Royale du Canada sont des entités juridiques distinctes et affiliées. RBC Placements en Direct Inc. n'offre pas de conseils ni de recommandations spécifiques relativement à l'achat ou à la vente de titres. Les investisseurs sont responsables de leurs propres décisions de placement. RBC Placements en Direct est une dénomination commerciale utilisée par RBC Placements en Direct Inc. * Membre du FCPE. [mc] Marque de commerce de la Banque Royale du Canada. ® Marques déposées de la Banque Royale du Canada. © Banque Royale du Canada 2007. Tous droits réservés. [mc]© 2005 COVAN. Utilisée sous licence.

BRAULT & MARTINEAU

On s'occupe de vous

10 grands magasins
braultetmartineau.com

L'événement annuel SON et IMAGE

jeudi, vendredi, samedi et dimanche

Plasma 42 po

100 téléviseurs 42 po seulement

Limite de 1 par client
Premiers arrivés, premiers servis!

HITACHI

16:9 HDMI HDTV ULTRAVISION

Téléviseur à écran plasma de 42 po

Résolution de 1024 x 1080, contraste dynamique, syntoniseurs ATSC/NTSC intégrés, 3 entrées HDMI^MC

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

19 98 $ /mois ou

999 $

Rég.: 1799 $

$800 OFF

JVC LECTEUR MP3 USB

Microchaîne de 240 W avec changeur de 5 CD

Lecture des formats CD, CD-R/RW, MP3 (CD-R/RW)

Garantie de 12 mois

269 $

SHARP AQUOS HDMI HDTV Blu-ray Disc

549 $

Lecteur de DVD Blu-Ray

Lecture à démarrage rapide, conversion ascendante de DVD jusqu'à 1080p, sortie HDMI, technologie AQUOS LINK

Garantie de 12 mois

Ce GPS Gratuit !†

à l'achat de l'un de ces appareils électroniques††

Valeur de **299 $**

† Détails en magasin.
†† Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

JVC

Ensemble de cinéma maison

Comprenant une chaîne numérique de 1200 W avec lecteur DVD, 5 haut-parleurs, 1 subwoofer et un téléviseur à écran ACL de 42 po

Livraison gratuite

50 98 $ /mois ou 2549 $

L'ensemble

SHARP Pioneer

Ensemble de cinéma maison

Comprenant un récepteur audio/vidéo de 5 x 110 W, 5 haut-parleurs, 1 subwoofer et un téléviseur à écran ACL de 32 po

Livraison gratuite

37 98 $ /mois ou 1899 $

L'ensemble

SONY

Ensemble de cinéma maison

Comprenant une chaîne numérique de 1000 W avec changeur à 5 DVD, 5 haut-parleurs, 1 subwoofer et un téléviseur à écran ACL de 46 po

Livraison gratuite

55 98 $ /mois ou 2799 $

L'ensemble

Surveillez nos annonces de demain pour d'autres spéciaux

Offre en vigueur jusqu'au 7 octobre 2007. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L) †Brault & Martineau déduira de votre achat un montant équivalant à la TPS et à la TVQ. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Détails en magasin. Marques et modèles sélectionnés. ††Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente : achat minimum requis de 999 $ avant taxes pour les appareils électroniques. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 50 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin.

089980A

TechniBoutique

Des spécialistes à votre service

Panasonic LUMIX PictBridge

Appareil photo numérique de 7,2 mégapixels avec écran ACL de 2,5 po

Méga-stabilisateur optique de l'image, zoom optique 3x, mémoire interne de 27 Mo

Garantie de 12 mois

199 $

SONY

Appareil photo numérique de 8,1 mégapixels avec viseur ACL de 3,5 po

Zoom optique 5x, mémoire interne de 31 Mo

Garantie de 12 mois

499 $

Canon

Appareil photo numérique DCC de 6,0 mégapixels avec écran ACL de 2,5 po

Flash intégré, zoom optique 12x, carte mémoire SD, 4 piles AA incluses

Garantie de 12 mois

429 $

Récepteur numérique TVHD

En plus de toutes les fonctionnalités d'Illico numérique, vous obtenez :

- Une qualité sonore Dolby Digital[MC] adaptée au cinéma maison
- Un signal numérique haute définition produisant une image de format cinéma 16:9

Garantie de 12 mois

179 $
- 100 $ crédit programmation
79 $ * Détails en magasin

VIDÉOTRON

79 $*

Terminal ENP HD

- Enregistreur numérique personnel permettant d'enregistrer jusqu'à 20 h de télévision en haute définition (disque dur de 160 Go)
- Possibilité de faire une pause pendant une émission en direct et de reprendre là où vous l'avez laissée
- Son Dolby numérique

Garantie de 12 mois

449 $
- 150 $ crédit programmation
349 $ * Détails en magasin

VIDÉOTRON

349 $*

SAMSUNG

Caméscope mini DV à écran ACL 16:9 de 2,7 po

Zooms optique 34x/numérique 1200x, capteur DDC de 680 000 pixels, stabilisateur d'image, enregistrement en format 4:3 ou 16:9

Garantie de 12 mois

299 $

HITACHI 16:9

Caméscope DVD

Zooms optique 30x et numérique 1500x, DCC de 6,8 mégapixels, écran ACL de 2,7 po, enregistrement grand écran 16:9 pour tous les formats DVD, stabilisateur d'image électronique, viseur couleur de 0,2 po

Garantie de 12 mois

479 $

JVC

Caméscope avec disque dur de 30 Go à écran ACL 16:9 de 2,7 po

Zooms optique 34x/numérique 800x, fente pour carte mémoire SDHC/SD

Garantie de 12 mois

649 $

Panasonic 16:9 HDMI HDTV Full HD 1080 VIERA

Téléviseur à écran plasma de 58 po

Rapport de contraste de 5000:1, panneau haute définition 1080p, 2 entrées HDMI avec EZsync[MC], 1 entrée pour PC

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

Aussi offerts :
42 po. . . . **53,98 $**/mois ou **2699 $**
50 po. . . . **73,98 $**/mois ou **3699 $**

109,98 $/mois ou **5499 $**

SHARP 16:9 HDMI HDTV

Téléviseur à écran ACL de 46 po

Rapport de contraste dynamique de 10 000:1, résolution de 1920 x 1080p, temps de réponse de 4 ms, 3 entrées HDMI

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

Aussi offerts :
42 po. . . . **41,98 $**/mois ou **2099 $**
52 po. . . . **69,98 $**/mois ou **3499 $**

51,98 $/mois ou **2599 $**

SAMSUNG 16:9 HDMI HDTV

Téléviseur à écran ACL de 32 po

Résolution HD de 1366 x 768, rapport de contraste dynamique de 7000:1, syntoniseur ATSC intégré, temps de réponse de 8 ms, image sur image, 3 entrées HDMI[MC] et 1 entrée pour PC

Livraison gratuite et garantie de 12 mois

949 $

ONKYO SAMSUNG

Ensemble de cinéma maison

Comprenant un récepteur audio/vidéo de 5 x 105 W, 5 haut-parleurs, 1 subwoofer et un téléviseur à écran ACL de 40 po

Livraison gratuite

41,98 $/mois ou **2099 $** L'ensemble

HITACHI ONKYO

Ensemble de cinéma maison

Comprenant une chaîne numérique de 680 W avec lecteur DVD, 5 haut-parleurs, 1 subwoofer et un téléviseur à écran plasma de 50 po

Livraison gratuite

69,98 $/mois ou **3499 $** L'ensemble

ONKYO TANNOY HEAR | BELIEVE

Ensemble audio

Incluant récepteur audio/vidéo de 7 x 75 watts, 5 haut-parleurs et 1 subwoofer

Livraison gratuite

33,98 $/mois ou **1699 $** L'ensemble

harman/kardon SINCLAIR AUDIO

Ensemble audio/vidéo

Incluant récepteur audio/vidéo de 7 x 50 watts, lecteur DVD, 5 haut-parleurs et 1 subwoofer

Livraison gratuite

59,98 $/mois ou **2999 $** L'ensemble

NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ† OU 50 versements* sans intérêt jusqu'en décembre 2011 sur les appareils électroniques††

HEURES D'OUVERTURE

Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

*Livraison gratuite** 7 jours sur 7

**Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin*

BROSSARD Tél. : 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél. : 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél. : 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél. : 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél. : 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
REPENTIGNY Tél. : 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
ROCK FOREST Tél. : 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-HUBERT Tél. : 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél. : 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Accord D Desjardins — Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau

AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA Interac PAIEMENT DIRECT

1008983A

CONSTRUCTION À L'HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

Formation obligatoire pour les entrepreneurs du CUSM

SARA CHAMPAGNE

La direction de l'Hôpital général de Montréal, qui avait entamé des travaux illégalement il y a un mois, sans le savoir, a embauché un inspecteur en construction afin d'éviter une autre bavure.

Tous les entrepreneurs, ingénieurs et architectes qui travaillent pour le Centre universitaire de santé McGill (CUSM), devront se soumettre à une formation, la semaine prochaine, afin de connaître les lois et règlements qui régissent la construction à Montréal et sur la montagne protégée.

Le directeur général et chef de la direction du CUSM, le Dr Arthur T. Porter, s'est dit « étonné et déçu » quand *La Presse* a révélé, fin août, que des travaux avaient été effectués sans permis dans le stationnement étagé et à l'intérieur du campus hospitalier du mont Royal.

Après l'avoir appris, l'arrondissement de Ville-Marie a imposé une amende de 1000$ aux entrepreneurs fautifs, Louisbourg et Axxys Construction, qui avaient failli à leurs obligations contractuelles. Ils ont depuis fait une demande de permis en bonne et due forme.

Après un délai de quelques semaines, Louisbourg a obtenu, le 21 septembre, un permis pour entamer les travaux de réfection dans le stationnement. Axxys a lui aussi obtenu son permis pour retirer des panneaux d'amiante au quatrième étage du pavillon principal.

Quant aux travaux d'excavation qui avaient été annoncés par écrit aux résidants, pour changer l'entrée électrique, ils ont été soumis au Comité consultatif d'urbanisme (CCU), de Ville-Marie. Ce comité, qui était présidé jusqu'à mardi soir par la conseillère Catherine Sévigny, est maintenant entre les mains du conseiller Karim Boulos, qui a fait front commun avec le maire Benoit Labonté, il y a quelques semaines, en quittant le parti du maire Tremblay.

Des visites sur les chantiers

L'inspecteur en construction qui a été embauché par le CUSM, un dénommé M. Avalin dont la direction de l'hôpital a choisi de taire le prénom, est chargé de « s'assurer que tous les permis et les dossiers requis sont en règle avant le début de tous les travaux. » Il est d'ailleurs appelé à visiter régulièrement les chantiers de construction, et veillera à la mise en œuvre des meilleures pratiques en construction, a déjà fait savoir Judith Horrell, de la direction des communications du CUSM.

Le grand responsable des services techniques du CUSM, Serge Sévigny, qui devait expliquer, hier, à *La Presse* l'ampleur du travail des firmes privées de construction, s'est désisté à la dernière minute, parce qu'il devait assister à une réunion à l'Hôpital neurologique de Montréal. La direction du CUSM n'a toujours pas dévoilé publiquement ses plans de réaménagement du pavillon de la montagne, qui est censé accueillir la neurologie.

Élégance et orthèse

Vous portez des orthèses ?
Vous n'avez pas à sacrifier l'élégance pour autant. Dernières tendances, importations exclusives, chez Pouliot vous trouverez la plus belle et la plus vaste sélection de chaussures – homme et femme – pour orthèses sur le marché.

Faites-vous du bien, rendez-vous chez Pouliot dès aujourd'hui.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

Québec • Rimouski • Gatineau
Montréal : 4596, boulevard St-Laurent
514 848.0100 • 1 877 967.0100

Depuis 1971.
Reconnu et accrédité par les organismes gouvernementaux et les assureurs privés.

3510361A

Un ex-policier fraudeur plaide coupable

Accusé de fraude majeure à l'endroit de plusieurs victimes, un ex-policier de la Sûreté du Québec a plaidé coupable hier à Gatineau à 6 des 15 chefs d'accusation. Le ministère public a accepté d'émettre des arrêts conditionnels sur sept chefs d'accusation contre l'ex-policier Yves Blais. En contrepartie, Blais a reconnu sa culpabilité à des chefs de corruption et de fraude par supercherie de plus de 5000$. Deux autres chefs feront l'objet d'un procès le 10 janvier, qui traitera d'accusations de fraude de plus de 5000$ à l'endroit d'un notaire de Thurso et d'obtention frauduleuse de crédit. Blais a dû déclarer une faillite personnelle à la suite des ses démêlés avec la justice. Son avocat, Me Luc Carbonneau, a indiqué au juge Valmont Beaulieu que plusieurs victimes étaient incluses dans cette faillite personnelle et qu'elles seraient dédommagées. « Mon client s'est aussi engagé à remettre une somme totale de 41 500$ aux victimes et a déjà déposé deux chèques visés d'une valeur de 15 000$ pour les rembourser », a-t-il dit.
— La Presse Canadienne

AGRESSION SEXUELLE D'UNE PASSANTE

Sans-abri condamné

CHRISTIANE DESJARDINS

Un sans-abri, Normand Bourdon, affirmait avoir rendu service à une passante en lui « donnant son pénis » et en lui parlant pour alléger son cœur. Le juge Denis Lavergne n'a pas vu les choses du même œil et a plutôt déclaré l'homme coupable de séquestration et d'agression sexuelle en le condamnant à 28 mois de prison.

« Il y a dans le discours du défendeur une enflure verbale confinant presque à la mythomanie. Ainsi le défendeur s'érige en sauveur, se disant saisi par un élan irrépressible d'altruisme en ce qu'il veut faire plaisir à R. (la victime), lui changer les idées, lui offrir de la distraction, de la fantaisie pour alléger son cœur… » a noté le juge en rendant sa décision, récemment, au palais de justice de Montréal.

Les incidents se passent le 23 août 2003. Ce soir-là, la femme sort avec son mari dans le centre-ville de Montréal. Dans un bar de danseuses, où une querelle éclate entre eux. La femme gifle son mari et celui-ci part avec la voiture, la laissant sur place. Passablement éméchée, elle entreprend de marcher rue Saint-Dominique, en direction nord, pour prendre un taxi.

Elle croise Bourdon, qui se met à marcher à côté d'elle. Barbu, il est proprement vêtu. Elle le laisse faire. À l'intersection de l'avenue des Pins, Bourdon la tire par le bras et lui dit qu'il a envie d'elle. Elle répond qu'elle n'est pas intéressée et qu'elle veut rentrer voir ses deux jeunes enfants. Il insiste. Il fait noir, elle fige et cède plutôt que de résister. Il lui met la main sur la bouche, la pousse contre un mur, la pénètre et éjacule au bout d'une minute. Il fouille ensuite dans le sac à main de la femme à la recherche d'argent. Il n'y en a pas. Il prend sa carte professionnelle et dit s'appeler Normand.

La femme rentre chez elle en taxi. Elle hurle à son mari qu'elle vient de se faire violer. Elle porte plainte. Quand l'accusé la rappelle, quelques jours plus tard, elle lui donne rendez-vous à une intersection. C'est là qu'il est cueilli par les policiers.

Bourdon racontera des versions différentes des événements: le soir en question, il croise cette jolie femme en talons hauts qui est ivre et triste. Il hésite entre lui demander de l'argent ou du sexe. Il ne lui dit pas qu'il est sans abri depuis plusieurs mois, qu'il s'injecte de la cocaïne et qu'il a l'hépatite C, car cela nuirait à ses chances. Il marche à côté d'elle, lui parle, la fait rire et la séduit. Elle accepte d'avoir une relation sexuelle, et même deux, dans un endroit sombre, à l'extérieur. Après, il lui dit qu'il a besoin d'argent pour sa cocaïne. Elle tombe de haut et lui remet ce qu'elle a: 29 cents et sa carte professionnelle. Quand il l'appelle quelques jours plus tard, c'est pour vérifier ses sentiments à l'égard de la femme…

Le juge a cru la version de la femme plutôt que celle de Bourdon. « Il fait valoir, non sans ostentation, avoir donné son pénis à R… Il vante les qualités de bons amants que seraient les ébénistes, ce qu'il est de métier… Le ton et le vocabulaire suscitent déjà le scepticisme. »

PROCÈS DE JEAN-YVES BRUTUS Une victime témoigne

« J'ai couru, j'entendais les balles passer »

CHRISTIANE DESJARDINS

Sur le coup, Daudi Niyonsaba n'a rien senti quand une balle s'est logée dans une de ses omoplates. La seule chose qui préoccupait cet étudiant de 26 ans en visite à Montréal, cette fameuse nuit du 30 décembre 2006, c'était de courir pour sauver sa peau.

« Je voulais me sauver la vie. C'est Dieu qui m'a sauvé », a raconté M. Niyonsaba, hier, alors qu'il témoignait au procès de celui qui est accusé de lui avoir tiré dessus, Jean-Yves Brutus. Ce dernier, qui a échappé à l'expulsion vers Haïti en 2003 pour des raisons humanitaires, même s'il est membre d'un gang de rue, est accusé de tentative de meurtre dans cette affaire.

L'incident a commencé dans un McDonald's du quartier Saint-Michel, à Montréal, pour se terminer à l'extérieur. En fait, la victime et deux de ses frères, Jamari Ngendangenzwa et Juma Nkurinziza, d'origine burundaise, se trouvaient dans le McDonald's pour commander un repas, quand ils ont été pris à partie par des Noirs, dont Brutus. Les agresseurs présumés, membres du gang de rue Crack Down Posse (CDP), auraient cru que les frères étaient membres d'une bande rivale (les Bloods), parce que l'un d'eux portait un manteau rouge. La couleur des CDP est le bleu. Pendant la bagarre, Niyonsaba dit qu'il a vu Brutus sortir une arme à feu. Il a couru, couru, et ne s'est même pas rendu compte qu'il avait été atteint.

Hier, l'avocat de Brutus, Me Clemente Monterosso, a longuement interrogé la victime sur l'identité de son agresseur. Comment pouvait-il être certain que c'est bien Brutus qui lui a tiré dessus? La victime a gardé le cap, se disant convaincu que Brutus est bien son agresseur. Il l'a d'ailleurs identifié sur le vidéo du McDonald's, et dans une séance d'identification. « Même si je n'avais pas vu la vidéo, je l'aurais reconnu », a-t-il dit, hier. Le procès se poursuit ce matin, devant le juge Claude Millette. Soulignons enfin que les trois frères résident à Ottawa. Deux d'entre eux, dont la victime, étudient en sciences politiques à l'université. La nuit fatidique, ils étaient venus à Montréal pour participer à une fête burundaise. Ils ne connaissaient rien aux gangs de rue et encore moins à leurs codes de couleurs. Hier, M. Niyonsaba a indiqué qu'il ne buvait pas et qu'il ne prenait aucune drogue.

3511875A

DE 0 À 40 KM/H EN 650 VOLTS.*

Nous vous présentons le seul véhicule hybride de luxe au monde à moteur V8.

Dès que vous appuierez sur le bouton d'allumage, vous vous rendrez compte à quel point cette voiture est unique. À commencer par son moteur hybride qui livre une puissance nette de 438 ch** à un système de traction intégrale. Sa bibliothèque audio intégrée sur disque dur. Son système de surveillance du conducteur†. Et son système hybride qui produit jusqu'à 70 % moins d'émissions causant le smog‡. La remarquable Lexus LS 600h L 2008. Le moment est venu. Serez-vous au rendez-vous ?

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

LexusHybridDrive.ca

LEXUS HYBRID DRIVE

*Quand la charge de la batterie HV et la température du moteur sont à un niveau suffisant. **La puissance maxim correspond à la puissance du moteur plus celle de la batterie HV. †Système de surveillance du conducteur dispon uniquement pour les suffixes « B » et « E ». ‡En comparaison avec des véhicules à moteur à essence conventionnels équ de façon similaire. Sur la base des données de ventes nord-américaines et des normes d'émissions fédérales de Nivea

8497993A

ACTUALITÉS

Des viaducs devront être réparés

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le ministère des Transports du Québec poursuit son analyse des 135 structures à dalle épaisse ciblées par la commission Johnson et publie des résultats sur des structures situées dans les Laurentides et Lanaudière.

Le pont du Grand-Ruisseau, dans Lanaudière, sur la route de Sainte-Béatrix, à Saint-Ambroise-de-Kildare, nécessite une intervention. Tout comme le pont de la rivière aux Chiens, sur le chemin Côte-Nord, à Mirabel, dans les Laurentides. Toutefois, le pont de la Petite-Rivière et celui de la rivière Beauport, sur la route 335, dans la région de Lanaudière, ne nécessitent aucune intervention et les restrictions sont levées. Même chose pour le pont du ruisseau de la Fourche, route 337, à Sainte-Julienne, dans Lanaudière.

Les inspections devraient se terminer en octobre.

ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES

Le débat se transporte en Gaspésie

NORMAN DELISLE
LA PRESSE CANADIENNE

BONAVENTURE — Bassem Khoudja, Tunisien arrivé au Québec en 1989, est maintenant devenu Gaspésien.

Ce musulman, préposé aux bénéficiaires dans un centre de Maria, en Gaspésie, a raconté son histoire mercredi soir devant la commission Bouchard-Taylor qui étudie le dossier des accommodements raisonnables au Québec.

« Je ne suis plus un immigrant. Je suis dans ma famille. C'était mon choix personnel de venir ici et je m'adapte », a déclaré M. Khoudja devant quelque 70 personnes entassées au Centre communautaire de Bonaventure, sur la côte sud de la Gaspésie.

Il a raconté qu'à son arrivée, lors du premier hiver, il avait été surpris par une tempête de neige telle qu'il avait dû sortir par une fenêtre de son logis.

Ce musulman pratique sa religion en privé, mais ne se prive pas de célébrer Noël avec ses voisins.

Hélène Leclair, une autre immigrée installée en Gaspésie, s'est dite fière du « calme et de la sérénité » des Québécois.

Michel Pouliot, de Gaspé, a été très dur pour les immigrés qui ne s'adaptent pas. Qu'ils retournent chez eux avec leurs « guenilles », a-t-il lancé.

La preuve pour elle, c'est la façon avec laquelle le dossier de la crise d'Oka en 1990 a été réglé. Ou encore le calme qui a suivi le référendum de 1995, alors que la moitié des Québécois venaient de perdre leur cause.

Elle a déploré « l'influence agissante qui veut modifier les valeurs fondamentales de la société ».

Camille Leduc, qui a vécu la majeure partie de sa vie dans la région de Montréal mais qui est maintenant installé en Gaspésie, a fait valoir que les différences culturelles se retrouvent même entre Québécois. Par exemple, un Gaspésien qui s'installe à Montréal doit faire face à toute une adaptation, a-t-il raconté.

Un médecin, le Dr Michel St-Pierre, de Chandler, s'en est pris à deux gestes du gouvernement fédéral qui nuisent à la bonne harmonie: la Charte des droits et l'imposition du multiculturalisme.

Par contre, Michel Pouliot, de Gaspé, a été très dur pour les immigrés qui ne s'adaptent pas. Qu'ils retournent chez eux avec leurs « guenilles », a-t-il lancé.

Notons que la Gaspésie connaît plusieurs problèmes démographiques et de dévitalisation. Le taux de chômage demeure élevé, supérieur à 18 % contre environ 8 % pour l'ensemble du Québec. La région se vide de ses jeunes. La population s'élève actuellement à 95 800 habitants, mais le profil démographique du ministère des Régions prévoit un exode de 18 % de la population d'ici l'année 2026.

La région compte moins d'un pour cent d'immigrants. Mais il y a une significative minorité anglophone. Onze pour cent des Gaspésiens déclarent l'anglais comme langue maternelle. On retrouve aussi dans la région une importante nation autochtone, les Micmacs.

La Gaspésie demeure une des régions pauvres du Québec: le revenu disponible par habitant est de 18 914 $, soit presque 5000 $ de moins que la moyenne nationale.

La séance de la commission se poursuit aujourd'hui à Bonaventure, avec l'audition d'une douzaine de mémoires et de témoignages.

Day fait confiance aux douaniers

26 agents armés déployés à la frontière Québec–États-Unis

HUGO FONTAINE

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Les premiers douaniers armés francophones ont terminé leur cours de port d'armes vendredi dernier et ont été déployés dans les postes frontaliers. Au cours des prochaines années, tous les agents le long de la frontière (entre 500 et 600 au Québec, 4800 au Canada) devront réussir la formation de port d'armes.

En pleine controverse sur le comportement de certains agents, le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, s'est arrêté hier au poste de Saint-Bernard-de-Lacolle pour présenter les 26 premiers douaniers armés à être déployés le long de la frontière entre le Québec et les États-Unis.

Sans surprise, la première question adressée au ministre concernait les jeunes agents qui auraient proféré des insultes à l'égard du Québec et rapporté des beuveries au centre de formation de Rigaud.

Le ministre, qui a demandé une enquête interne, n'a pas remis en question le bien-fondé de la décision de confier des armes aux agents.

«Je suis très fier de ceux qui protègent notre frontière, a-t-il dit. Dans chaque profession, certains ne s'élèvent pas au niveau de professionnalisme auquel on peut s'attendre. Je suis vraiment troublé par ce que j'ai entendu concernant un très petit nombre d'agents. Si les allégations s'avèrent, il y aura de sévères conséquences.»

Premiers francophones

Le premier cours francophone de port d'armes s'est terminé vendredi dernier. Ils sont 26 Québécois et deux Néo-Brunswickois à l'avoir réussi. Ils s'ajoutent aux 80 autres collègues canadiens qui ont déjà suivi la formation de trois semaines.

Le cours francophone est le premier à afficher un taux de succès de 100%. Seulement trois agents sur quatre avaient réussi la première formation en juillet. Après quoi le Customs Excise Union Douanes Accise (CEUDA, syndicat des douaniers) avait manifesté certaines appréhensions sur la formule utilisée pour la formation.

Le vice-président du CEUDA pour le Québec, Jean-Pierre Fortin, attribue la réussite des francophones à la modification de la formule. «La partie consacrée au tir était trop condensée, explique-t-il. Maintenant, le programme est mieux réparti sur les trois semaines.» Outre le maniement de l'arme, la formation s'intéresse à l'intégration de l'arme dans le processus décisionnel, et comprend des exercices de simulation.

Stockwell Day s'est dit satisfait des ajustements apportés et de l'intensité du cours. «Si quelqu'un échoue au test, ce n'est pas alarmant. Ça montre que les exigences sont élevées.»

Deux cas

Les premiers agents canadiens armés sont arrivés sur le terrain il y a deux mois. Selon Jean-Pierre Fortin, deux d'entre eux ont utilisé leur arme dans l'exercice de leurs fonctions. «Il n'y a pas eu d'échange de coups de feu, précise-t-il. Mais à deux reprises, nos agents ont dû sortir leur arme pour sécuriser une situation.»

Les douaniers portent déjà à la ceinture du gaz poivre et un bâton. L'arme à feu reste l'ultime recours. «L'agent peut utiliser la force nécessaire dans les cas de menace contre lui ou contre les citoyens, explique Jean-Pierre Fortin. Cela peut aller jusqu'à la force mortelle.»

Il y a actuellement 108 douaniers armés au Canada. Le ministre Day prévoit qu'ils seront près de 300 en mars 2008. Ultimement, la totalité des 4800 agents qui travaillent aux postes frontaliers (entre 500 et 600 au Québec) porteront une arme à feu. «La transition devrait se faire sur un horizon de six ou sept ans», dit le ministre.

POLITIQUE

Harel traite Garon et Caillé de « has been » puis s'excuse

TOMMY CHOUINARD

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU — Les députés du Parti québécois ont vilipendé l'ancien ministre Jean Garon et l'ex-PDG d'Hydro-Québec André Caillé, deux souverainistes qui se sont convertis à l'Action démocratique du Québec. Ce sont des « has been » ! a lancé Louise Harel, qui a dû s'excuser d'être allée aussi loin.

À l'entrée d'une réunion du caucus péquiste à Saint-Jean-sur-Richelieu, hier, Louise Harel a été la plus cinglante au sujet de la conversion inattendue de MM. Garon et Caillé.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve a souligné que leur sortie de la fin de semaine dernière n'a pas incité d'autres personnalités à passer dans le camp adéquiste. « Vous savez, il y a un mot en anglais qui exprime bien cela. Ça s'appelle *has been* », a-t-elle affirmé.

Quelques heures plus tard, alors que le chef adéquiste Mario Dumont se préparait à condamner ses propos en conférence de presse, M^me^ Harel a dit regretter ses paroles. « Je m'excuse si cela a été jugé désobligeant par M. Garon et M. Caillé. »

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE ©

Plusieurs péquistes se sont moqués hier des louanges de Jean Garon et d'André Caillé envers l'ADQ, mais Louise Harel a été la plus dure.

« Cela n'a rien à voir avec l'âge, a-t-elle ajouté. Cela a à voir avec l'attitude de gérant d'estrade alors qu'on n'est pas sur la glace pour patiner. »

Le président du caucus, François Gendron, venait de lui taper sur les doigts. « J'ai dit à M^me^ Harel que je ne croyais pas que c'était une expression appropriée. Tu ne dis pas ça, cette expression-là. Dans une chambre de joueurs de hockey, oui, pour rire, je l'ai déjà dit. Mais là, ce n'est pas la place », a-t-il expliqué.

« Cela n'a rien à voir avec l'âge. Cela a à voir avec l'attitude de gérant d'estrade. »
– Louise Harel

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, s'est empressé de réagir aux propos de Louise Harel. Il trouve déplorable que la députée ait qualifié MM. Garon et Caillé de « has been » d'autant plus qu'elle est elle-même porte-parole du PQ pour les questions touchant les aînés. « Il faudrait qu'elle nous dise clairement à partir de quel âge les contributions des Québécois ne sont plus attendues, ne sont plus souhaitées, ne sont plus souhaitables. »

Même si M^me^ Harel s'est rétractée, Mario Dumont exige des excuses « claires et complètes » de Pauline Marois, car le PQ « paraît très mal dans cette affaire-là ».

La semaine dernière, au conseil général de l'ADQ à Victoriaville, Jean Garon a encensé Mario Dumont, le comparant même à René Lévesque. André Caillé, qui a voté OUI aux référendums sur la souveraineté, s'est dit séduit par la position autonomiste de l'ADQ.

Les péquistes ne s'inquiètent guère de ces défections dans le camp souverainiste. Le whip en chef du PQ, Stéphane Bédard, a taxé MM. Garon et Caillé d'opportunisme. « Une idée qui a été bonne pendant 40 ans et qui tout à coup, à la veille d'élections possibles, est remise en question... Je me questionne sur la sincérité de leur réflexion. » Son collègue François Legault a renchéri. « Il y a toujours des gens qui, quand ils voient des tendances, parfois les suivent et pilent un peu sur ce qui les a passionnés toute leur vie. Je trouve ça un peu malheureux. »

De son côté, Bernard Drainville aurait préféré que les deux hommes demeurent dans le giron souverainiste. Il a souligné que ni M. Caillé ni M. Garon n'ont confirmé qu'ils seraient des candidats de l'ADQ aux prochaines élections. « Ils se gardent une porte de sortie », croit-il.

M. Drainville ne croit pas que MM. Garon et Caillé entraîneront avec eux d'autres souverainistes à l'ADQ. « Je pense que beaucoup de gens qui s'étaient détournés du PQ le voient à nouveau aujourd'hui comme une alternative sérieuse. Ils ont confiance dans les compétences de Pauline Marois. »

En tenant son caucus à Saint-Jean-sur-Richelieu, l'aile parlementaire a décidé de mettre les pieds en territoire adéquiste. Saint-Jean, circonscription baromètre, est passée de libérale à adéquiste le 26 mars dernier.

Le SPQ libre est là pour rester

TOMMY CHOUINARD

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU — La chef du Parti québécois, Pauline Marois, renonce finalement à abolir le SPQ libre, idée avec laquelle elle a jonglé au cours de l'été.

C'est ce qu'a confirmé hier la présidente du PQ, Monique Richard, elle-même ancienne leader de ce club politique qui réunit 200 syndicalistes et progressistes.

Pendant sa tournée estivale des régions, Pauline Marois a rencontré plusieurs péquistes qui ont manifesté leur mécontentement au sujet du SPQ libre. Selon eux, ce club politique a miné le leadership d'André Boisclair, avis partagé par l'ancien directeur général du PQ, Pierre Châteauvert.

Pauline Marois a alors envisagé d'abolir ce club politique au sein du PQ, a reconnu Monique Richard. Mais elle a abandonné cette idée qui aurait pu soulever la grogne de la gauche syndicaliste. Notons que M^me^ Marois avait bénéficié de l'appui du SPQ libre lors de la course à la direction de 2005.

« On n'est pas dans une période de remise en question du SPQ libre », a assuré Monique Richard.

Pauline Marois s'est entretenue avec les représentants du club politique, dont son président Marc Laviolette. Ils se sont entendus sur de nouvelles « méthodes de fonctionnement », a noté Monique Richard. Les membres du SPQ libre passeront maintenant leur message « dans les instances du parti ». Ils devront faire preuve de plus de retenue sur la place publique, selon M^me^ Richard.

La présidente du PQ reconnaît que le parti a traversé des « périodes difficiles » en raison de sorties fracassantes du SPQ libre. Mais selon elle, le pouvoir de ce club politique n'est pas aussi grand qu'on a tendance à le croire. Par exemple, à la conférence nationale des présidents, une instance importante au sein du PQ, le SPQ libre n'a droit qu'à un représentant. Il a deux représentants lors d'un conseil national.

Joint par *La Presse*, Marc Laviolette a refusé de commenter. Le SPQ libre est devenu un club politique du PQ au congrès de 2005.

Il n'y a plus de pétrole facilement accessible. La majeure partie se trouve dans des centaines de poches réparties inégalement sous terre, et la construction de multiples plateformes pour l'extraire n'est simplement pas économiquement possible et écologiquement acceptable. Un jour, un ingénieur de Shell, Jaap van Ballegooijen, observait son fils aspirer à l'aide d'une paille flexible la mousse de son lait frappé sur la paroi du verre. C'est alors que l'idée du puits serpent est née : une seule tige de forage qui peut faire un coude et onduler pour atteindre tour à tour toutes ces poches de pétrole. Des solutions énergétiques adaptées aux réalités d'aujourd'hui. www.shell.ca/energie-realite

B509051A

B509062

EN BREF

Boisclair absent, collègues patients

Les députés du Parti québécois accordent encore un peu de temps à leur collègue et ancien chef André Boisclair pour réfléchir à son avenir politique. Comme *La Presse* le précisait hier, M. Boisclair a décidé de ne pas assister à la réunion du caucus péquiste. Il n'a toujours pas pris de décision à savoir s'il conservera son poste de député de Pointe-aux-Trembles. Ses collègues ne le blâment pas directement pour son absence. Bernard Drainville, un lieutenant de Pauline Marois, a tout de même souligné que « c'est important de participer au caucus ». Personne ne sait si M. Boisclair remettra les pieds au parlement le 16 octobre, jour de la reprise de la session parlementaire. Aucun député ne lui demande de se brancher d'ici cette date. Mais les députés s'attendent à connaître ses intentions « dans les prochaines semaines ». Nicolas Girard, proche de M. Boisclair, a confirmé que l'ancien chef poursuit sa réflexion et qu'il « fait son travail de député » sur le terrain. « Il fera connaître sa décision au moment opportun. »
— Tommy Chouinard

L'indépendance pour encadrer les accommodements raisonnables

La solution pour régler la crise au sujet des accommodements raisonnables est l'indépendance du Québec, estime le député péquiste et lieutenant de Pauline Marois, Bernard Drainville. « Le meilleur encadrement qu'on pourrait donner aux accommodements raisonnables, c'est de faire l'indépendance », a-t-il lancé hier. « Ça mettrait fin à l'ambiguïté. Les nouveaux Québécois n'arriveraient pas ici dans un pays bilingue. Ils arriveraient dans un pays francophone. Si le Québec était indépendant, ce ne serait plus le multiculturalisme qui serait la doctrine officielle. Ce serait la culture québécoise qu'il faudrait construire tout le monde ensemble. »
— Tommy Chouinard

Les libéraux sont inquiets

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les libéraux du Québec sont inquiets, convient Henri-François Gautrin, qui depuis les dernières élections s'est donné le mandat de sonder les 125 candidats libéraux aux dernières élections sur les orientations que le PLQ devrait adopter.

PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Henri-François Gautrin s'est donné le mandat de sonder les 125 candidats libéraux aux dernières élections sur les orientations que le PLQ devrait adopter. « Globalement les gens sont derrière le chef. Cela ne veut pas dire qu'on ne puisse pas trouver des gens mécontents », confie le député.

« Je vais essayer de voir comment ces 125 personnes voient le Québec, le processus est encore en cours, c'est un travail de synthèse important », relève l'ancien ministre Gautrin, ramené simple député lors de la formation du gouvernement après les élections de mars. Il croit avoir terminé cet exercice dans un peu plus d'un mois.

Aux dernières élections, les libéraux sont venus à un cheveu de perdre le pouvoir, observe M. Gautrin. « Il aurait suffi que 3500 électeurs de Laval aille à l'ADQ et on se retrouvait avec Mario Dumont comme premier ministre », précise-t-il. Dans les quatre circonscriptions de Laval, hormis Chomedey, les majorités libérales totalisent 3500 voix. Avec quatre circonscriptions de moins au PLQ et quatre de plus à l'ADQ, c'est ce dernier parti qui, par un siège, aurait formé le gouvernement, explique-t-il. « Indubitablement », ajoute-t-il aussi, des gens qui ont plus de notoriété se rapprocheront de l'ADQ, « comme les Marcel Dutil en 2002 ». Mais « je prétends toujours que la politique est une affaire de discours et de vision ».

Jean Charest est-il l'homme de la situation ? « Pour l'instant je vais répondre oui. Il est un extraordinaire politicien, un bon campaigner, un vulgarisateur. À la dernière campagne, on n'avait rien à vulgariser. C'était une campagne de bilan et non de vision », dit Gautrin. Il précise par la suite que son « pour l'instant » signifie « jusqu'aux prochaines élections ». « Globalement les gens sont derrière le chef. Cela ne veut pas dire qu'on ne puisse pas trouver des gens mécontents », confie le député Gautrin. « Cessons donc de penser à des sauveurs, à des miracles. Rien ne remplace le travail », laisse-t-il tomber.

Un questionnaire a été transmis à l'ensemble des candidats, élus comme défaits, pour leur demander « comment ils voient le Québec dans cinq ou 10 ans ».

« Il y a des grandes tendances sur lesquelles on ne peut rien faire. Le recul démographique, celui du secteur manufacturier », observe le député de Verdun dans une entrevue accordée à *La Presse*.

« Reconnecter avec la population, avec la majorité francophone, c'est un problème. Il n'y a pas un parti qui puisse gouverner au Québec sans être plus connecté sur cette majorité », précise-t-il.

Quand on lui demande pourquoi son parti est à 15 % chez les francophones : « C'est qu'on n'a pas assez articulé la vision de la société qu'on veut bâtir. » La dernière campagne, « il faut en prendre acte, a été uniquement basée sur notre bilan, ce n'est pas suffisant pour gagner », résume-t-il. « Il faut aussi proposer des choses. On avait un bon bilan, mais on n'a pas été capable d'articuler notre vision », croit le député Gautrin.

« Est-ce qu'on est inquiet ? La réponse est oui. Il faut travailler et on va s'en sortir. Mais on ne peut pas se cacher la tête dans le sable. »

Pour lui le PLQ n'a pas de problème de leadership. « M. Charest est bien en selle, et va mener nos troupes aux prochaines élections. Il y a des gens qui sont perplexes, mais c'est mineur », soutient-il.

Pour lui, « pendant trop longtemps, on s'est cantonné dans un discours fédéraliste souverainiste. Les plus jeunes trouvent cela suranné, estiment que cela n'a plus de sens. Cela a été la force de Dumont d'utiliser le mot *autonomie*, cela a correspondu à un certain ras-le-bol de la population plus jeune », poursuit le député. Dumont a travaillé ferme depuis sa première élection, « c'est malheureux qu'il nous ait quittés, mais c'est une autre affaire ! » a conclu le député Gautrin.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Il y a une première fois à tout.

L'achat d'une première voiture peut être une expérience à la fois excitante et exigeante. Beaucoup de choses sont à prendre en considération : le type de voiture qu'il nous faut; la couleur idéale; transmission automatique ou manuelle; combien de porte-gobelets ?

Beaucoup de gens commencent maintenant par naviguer sur Internet. Ces dernières années, Internet est carrément devenu une petite mine de renseignements pour les acheteurs d'une première voiture. Il existe des milliers et des milliers de sites réservés à l'achat d'un nouveau véhicule, y compris des sites de mordus des voitures et les sites des fabricants.

Anthony McKay, expert automobile renommé, a récemment relevé que « Internet est un trésor d'information. Chaque fois que j'allume l'ordinateur, apparaît une nouveauté excitante destinée à l'acheteur d'une nouvelle voiture ». McKay ajoute ceci : « Je soupçonne que le phénomène Internet nous cache encore des choses. Et ça promet d'être phénoménal. En fait, je pense qu'un jour, les gens se serviront d'Internet pour beaucoup plus que la consultation de renseignements au sujet des véhicules. »

Une fois que l'acheteur d'une première voiture a ratissé le Web pour de l'information, l'étape suivante se résume à rassembler toutes ces nouvelles connaissances et à approcher un concessionnaire. Désormais, il n'est pas rare qu'un client en sache au moins autant que le concessionnaire. La négociation avec le concessionnaire ne s'en trouve que plus excitante.

En fait, tout cela me rappelle une histoire arrivée à l'ami d'un ami à moi, tandis que ces derniers étaient en route vers le concessionnaire. Il semble que mon ami ait éprouvé certaines difficultés avec ses lacets de chaussures. Je vois bien ce que vous pensez : les problèmes de lacets peuvent être ennuyeux. Soyons honnêtes, combien d'entre nous ont déjà composé avec ce genre de désagrément ? Et il ne s'agit pas toujours des lacets. Parfois, c'était le t-shirt que je portais qui m'embarrassait, ou pire, le chapeau que j'avais choisi.

Un choix de centaines et centaines de couleurs s'offre à nous : rouge, bleu, bleu clair, bleu œuf de rouge-gorge, bleu profond, bleu marine, azur, bleu prussien, bleu cobalt, bleu-nuit, bleu électrique, bleu layette, bleuet, vrai bleu, bleu avec raies, bleu très foncé, myrtille, bleu sur noir, bleu encore plus foncé, la dame en bleu, et noir, bien sûr. Après les problèmes de lacets, les problèmes de chapeau sont les pires. Attendez… maintenant que j'y pense, les problèmes de chapeau sont pires que les problèmes de lacets. J'ai eu une fois un chapeau qui s'est envolé au vent au pire moment; j'étais mis à nu. J'étais gêné. Je ne pouvais plus faire face aux deux ou trois personnes qui ont été témoins de cet terrible exhibition.

Bon, où en étais-je… ah oui, je parlais de l'achat d'une première voiture. Désolé. Je suis facilement distrait. Tout ce qu'on a à faire, c'est de diriger une lumière vive vers moi et je suis hypnotisé. Rester concentré présente un grand défi… un peu comme l'histoire de l'achat de sa première voiture que je racontais plus tôt.

D'accord. Maintenant que vous vous trouvez chez votre concessionnaire, il est important que l'associé qui s'occupe de vous décrive les caractéristiques du véhicule. Posez le plus de questions possible. Ne soyez pas timide, demandez n'importe quoi… j'insiste : n'importe quoi. Demandez comment la peinture a été appliquée. Demandez combien de ce même véhicule il y a en stock. Et puisqu'on y est, pourquoi ne pas demander à l'associé comment il va ? Vous voyez, apprenez à le connaître. Demandez-lui quels sont ses passe-temps, ses aspirations et ses buts. Peut-être que l'associé ne cherche qu'à se confier à quelqu'un… peut-être même cherche-t-il une épaule pour pleurer.

Dans ce monde de plus en plus effervescent, c'est agréable de prendre le temps de connaître un autre être humain. Dès que vous avez fini de poser des questions à l'associé, partagez des renseignements à votre sujet. Le simple fait de parler fait du bien.

J'ai déjà fait partie d'un relation où la communication s'était brisée. Nous avions cessé de nous parler. Je ne sais plus combien de soupers désagréables nous avons passés à fixer l'assiette de l'autre. Puis un jour, nous nous sommes levés en prenant conscience du fait que notre relation s'était assombrie et qu'il était temps pour nous de partir dans des voies opposées. C'est ce que nous avons fait. C'était terrible au début, mais, avec le temps, les blessures se referment. Des années plus tard, nous nous sommes rencontrés à une soirée et nous avons discuté. Eh oui, nous nous sommes parlé. Elle s'est avérée une personne intéressante. Si au moins j'avais pris la peine de lui poser certaines questions et de mieux la connaître. Si jamais. Pour nous tous, il y a bien une bonne leçon à tirer de ce type d'expérience : parler.

Voilà. Alors, vous êtes toujours chez le concessionnaire. L'associé et vous devriez être rendus de bons amis maintenant. Par exemple, vous devez savoir qu'il s'appelle Roy. Il fait six pieds et trois pouces et demi. Il a deux enfants. Jamie et Karen. Karen est la cadette. Elle aura quatre ans en mars. Karen adore le hockey, mais elle ne sait pas trop pourquoi. Vous voyez, elle n'est pas encore tout à fait assez âgée pour en connaître les règles, mais elle adore les patins. Un jour, elle et Roy ont eu une discussion. Au début, Roy n'arrivait pas se rappeler s'il s'agissait d'un samedi ou d'un dimanche. Après quelques « Non. C'était peut-être dimanche. » et « Attendez, ça ne pouvait pas être dimanche… », Roy en a conclu que c'était bel et bien un vendredi que Karen et lui avaient eu leur discussion. En tout cas, Karen demandait à son père de lui fabriquer une sorte de dispositif capable de produire de la glace devant chacun de ses pas, de sorte qu'elle puisse patiner partout au lieu de marcher. Roy lui a répondu que c'était impossible. Une telle nouvelle n'est pas très bien reçue par une enfant de quatre ans. Roy, excellent père et mari, a trouvé une solution : des patins à roues alignées. Karen, après quelques mois de pratique, se débrouille plutôt bien à bord de ses « patins roues », comme elle les appelle. Roy vous a aussi parlé d'un truc personnel. Quelque chose qu'il dit très rarement à quiconque. Il a même attendu dix ans avant d'en parler à sa propre femme. J'ai même hésité à l'inclure dans ce formidable article, de peur que quelqu'un reconnaisse la véritable identité de Roy. Eh bien, voici. Roy ne supporte aucunement le bruit de la mastication de la nourriture. Cela le rend complètement fou. Quand Roy me l'a confié, j'étais déconcerté. Je lui ai demandé de préciser sa pensée alors que j'étais très intrigué par cette bizarrerie. S'agissait-il de n'importe quel aliment en train d'être mastiqué ? d'aliments mangés par des humains ? Ou était-ce aussi le cas lorsque des animaux mangeaient ? Et puis qu'advient-il de ses propres bruits de mastication ? Ce dernier cas serait assurément problématique. Roy a baissé la tête. Puis il a ouvert la bouche et a pris une grande respiration. « Dans tous les cas, a-t-il répondu, n'importe qui, n'importe quoi, humain ou autre. Toute nourriture, chaude ou froide, croquante ou molle. » Pour Roy, c'est surtout le bruit que la bouche fait en aspirant les liquides qui hérisse le poil de son corps. Étrangement, lorsqu'il mange seul, tout va bien. C'est seulement lorsqu'il est en compagnie d'autres personnes que cela est problématique. Souvent, pour chasser cette sensation que lui donnent les bruits de mastication, Roy faisait jouer de la musique très fort pendant les repas ou s'assoyait devant la télé et montait le volume. Quand Roy a terminé de me raconter tout cela, je l'ai regardé droit dans les yeux, alors que nous étions accotés contre le capot d'une voiture compacte d'occasion, et je lui ai dit : « Roy. Tu es fou. » Ce n'est, par contre, peut-être pas la meilleure chose à dire à quelqu'un qui déterminera si vous sortirez de chez le concessionnaire le sourire aux lèvres à cause d'une bonne affaire que vous aurez faite ou si vous pleurerez tellement vous regretterez de repartir bredouille. Bien connaître le vendeur associé ne signifie qu'une chose. À bien y penser, au moins deux. Premièrement, ça vous fait un nouvel ami et vous aurez le plaisir de l'aider à construire sa terrasse deux semaines plus tard, mais vous vous rendrez compte que le projet est beaucoup plus grand que ce que Roy vous en a dit, et vous finissez par y travailler deux mois alors que Roy vous avait parlé de deux jours. Deuxièmement, vous êtes prêt désormais à acheter la voiture. D'accord, il y a un petit hic : vous devrez la payer. Je sais que cela semble évident, mais il y a vraiment des gens qui oublient cette étape.

Bien sûr que vous aviez tout vu venir : des excuses sans fin et des raisons relatives au temps qu'il fait, aux animaux, aux chapeaux et même aux extraterrestres, mais en vain. Pas la peine d'inventer des histoires si vous vous retrouvez dans telle situation embarrassante. Par exemple, imaginez que je m'appelle Roger. Je suis passé à travers tout ce dont nous avons parlé jusqu'ici. Maintenant, imaginez que je veuille m'asseoir dans la voiture une dernière fois, mais qu'au lieu de seulement y prendre place, je me mette à la conduire. Oh, oh ! j'ai commis l'erreur d'oublier de payer. Maintenant, lorsque je retourne chez le concessionnaire, j'aurai certainement intérêt à trouver de très bonnes raisons. Je pourrais commencer avec ceci : « Je suis désolé. Tu vois, Roy, j'étais assis dans le siège du conducteur et, tout à coup, j'ai aperçu cette petite saleté sur le pare-brise. Puis je l'ai vue s'agrandir. Je sais, vous avez envie de dire ' Roger, comment une saleté peut-elle s'agrandir devant tes yeux, ' non ? Eh bien, c'est la vérité, Roy. » « C'est là que j'ai vu un téléscope, complètement hystérique, dévaler la rue. Je croyais que, peut-être, il était en retard à une espèce de réunion, mais il criait ' Partez en courant ! ' Ça m'a déstabilisé et là j'ai remarqué que la petite saleté était devenue un gros truc. Il ne s'agissait pas de boue sur le pare-brise, Roy, mais d'un gigantesque météorite fonçant vers la Terre ou, plus spécifiquement, vers cette superbe voiture que vous apercevez dehors, laquelle, j'ajouterais, est encore en un seul morceau. Je pense bien que tu comprends maintenant, Roy. Je ne pouvais pas laisser un météorite heurter la voiture, alors je l'ai démarrée et j'ai déguerpi. Voici la partie drôle. Quand je me suis calmé et que j'ai réalisé de quoi tout ça aurait l'air, sachant que tu n'étais pas du tout au courant du problème de météorite, je suis rapidement retourné au stationnement du concessionnaire. À ma grande stupeur et mon plus grand soulagement, le météorite avait été anéanti par la couche d'ozone. Nous étions toujours vivants, le concessionnaire intact et le singe gonflable géant près de la rue nous saluait encore de la main. Complètement fou, hein ? » D'accord. Vous voyez combien tout ça fait peu de sens ? Ça ne fonctionnerait jamais. Vous n'avez qu'à dire : « Désolé. » C'est correct. Vous n'êtes qu'une personne malchanceuse parmi tant d'autres à qui l'aspect financier a échappé à l'achat de son véhicule. Naturellement, vous êtes dans l'embarras. Alors, rappelez-vous, vous ne pouvez pas prendre possession de la voiture avant d'avoir pris les arrangements financiers. Compris ? Bien.

Lorque vous avez complété l'achat de la voiture, il faut vous occuper de la prise de possession. Le concessionnaire vous téléphonera pour vous dire quand vous pouvez venir la récupérer. Amenez toute la famille. Amenez qui vous voulez. N'amenez pas des gens que vous n'aimez pas; ils ruineraient l'événement. Je n'amènerais pas le frère de Roy, Darrin. Je n'aime vraiment pas Darrin. Ma haine envers Darrin a débuté l'été dernier. Roy m'avait invité pour manger des burgers sur sa nouvelle terrasse et j'avais vraiment très hâte d'y aller. Je n'ai rien fait de la journée au travail. Je pense que j'ai appelé un de mes collègues Bill Jimburger au lieu de son vrai nom, Bill Jimson. Il était 17 h 40 et je ne tenais plus en place tellement j'avais hâte de m'en aller. Je suis monté dans ma vieille voiture et je suis parti en flèche. J'ai fait ça dans un temps record et je suis même arrêté en route pour acheter des serviettes de papier. J'apporte toujours des serviettes partout où je vais. Les gens sont toujours reconnaissants quand on leur en sort quelques-unes en extra. Peu importe, j'arrive chez Roy et me dirige vers la cour. C'est là que j'ai vu Darrin, le frère de Roy, agenouillé près de la terrasse à observer un des socles. Plus précisément, un des socles que j'avais moi-même installés. Darrin a déclaré : « C'est le pire de tous. Je le trouve terrible. » Maintenant je sais ce que vous pensez. Comment quelqu'un peut-il employer un terme aussi fort que haine en parlant d'un socle ? Oui, peut-être, mais c'est bel et bien ce qu'il a dit. Je n'ai jamais parlé de tout ça à Roy ou à Darrin. Mais jusqu'à aujourd'hui je me rappelle combien j'étais en colère contre lui. Pour être franc, Darrin est un gars charmant et, maintenant que j'y pense, il n'a probablement pas voulu critiquer. Vous savez quoi ? Vous m'avez convaincu jusqu'à un certain point. J'inviterais Darrin. D'accord, voici le moment le plus excitant. Votre nouvel ami, l'associé, Roy dans mon cas, vous fera la démonstration de toutes les caractéristiques de votre nouveau véhicule, vous présentera les associés du service à la clientèle et, généralement, vous fera sentir comme le super consommateur que vous êtes. Les associés du service à la clientèle font partie d'un groupe d'hommes et de femmes de qualité avec qui vous devriez être gentil. Un gars que je connais, Tony, eh bien, il est vraiment très drôle et agréable mais, si vous le prenez à rebrousse-poil, soyez vigilant. Une fois, il m'a parlé de ce gars qui l'a mis en colère – je ne me souviens plus de toute l'histoire – et il a mis les restes de son sandwich au fromage sous le tapis du gars. Ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha, ha. C'est génial. Pensez-y un moment. Vous prenez le chemin de la maison et vous ne remarquez rien de spécial. Mais après trois ou quatre jours, oh là là ! Surtout s'il fait chaud dehors pendant un certain temps, ça va mal tourner. Plus de choses vont se mettre à grouiller sur ce fromage fin que sur le raton laveur qui vit dans ma cour. Vous penseriez que c'est vous qui sentez mauvais. Puis vous blâmeriez votre femme et vos enfants crasseux, puis vous regarderiez sous vos chaussures. Ah, j'adore celle-là ! Du bon travail, mon Tony. Je me demande bien si Tony a suivi une formation d'humoriste. Sa capacité à choisir le bon moment est impeccable. Vous pouvez discuter avec Tony à n'importe quel sujet et la conversation suivrait son cours normal comme n'importe quelle autre discussion, puis le visage de Tony s'illumine. Il se met à inventer une histoire qui vous emporte si loin que vous êtes accroché à ses lèvres. Et c'est là que Tony vous livre sa phrase-choc bien préparée. Chaque détail de son histoire est bien ficelé en une courte blague hilarante. Vous avez même parfois besoin d'un moment pour vous en remettre. Si vous êtes gentil avec les associés, vous aurez peut-être même la chance de sortir de là avec un désodorisant gratuit. Charmant. Il n'y a rien comme la sensation que vous avez quand vous prenez possession de votre nouvelle voiture. Profitez-en. Réunissez tout le monde autour de vous au moment de prendre les clés. Vous êtes le propriétaire d'une voiture maintenant.

3510743A

POLITIQUE

DÉVELOPPEMENT HYDROÉLECTRIQUE

Le Québec fait tout ce qu'il peut, soutient Béchard

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — Tout ce qu'il est possible de faire comme développement hydroélectrique est déjà en train de se faire, estime le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchard, répondant ainsi aux ambitions de Mario Dumont qui veut accélérer le développement de cette énergie propre.

Après Jean Charest lundi, ce sont les ministres de son gouvernement qui ont vilipendé hier le chef de l'ADQ pour avoir affirmé dimanche que Québec ne faisait pas suffisamment de développement hydroélectrique.

Le leader parlementaire gouvernement, Jean-Marc Fournier, a affirmé hier que M. Dumont possédait « une boussole qui avait perdu le nord ».

« On a pour 25 milliards d'investissements, en 10 ans, en hydroélectricité. C'est beaucoup d'argent, des emplois, de la création de richesse, un environnement sain », a dit M. Fournier.

« À peu près tout ce qu'il y a de rivières et de possibilités au Québec est analysé et ce qui peut être construit est construit, a ajouté son collègue des Ressources naturelles. Tous les projets économiquement rentables, acceptables au niveau environnemental et auprès des populations locales sont actuellement en réalisation ou à l'étude. »

Selon M. Béchard, M. Dumont a « encore une fois défoncé une porte ouverte », lorsqu'il a affirmé qu'il fallait accélérer la construction de barrages.

Le principal intéressé a rejeté catégoriquement l'argument. « On ne sent pas, de la part du gouvernement, qu'il y a un mandat de développement aussi fort que celui que nous, on préconise », a-t-il souligné, concédant toutefois que Québec a fait certains efforts dans les dernières années pour relancer quelques projets hydroélectriques.

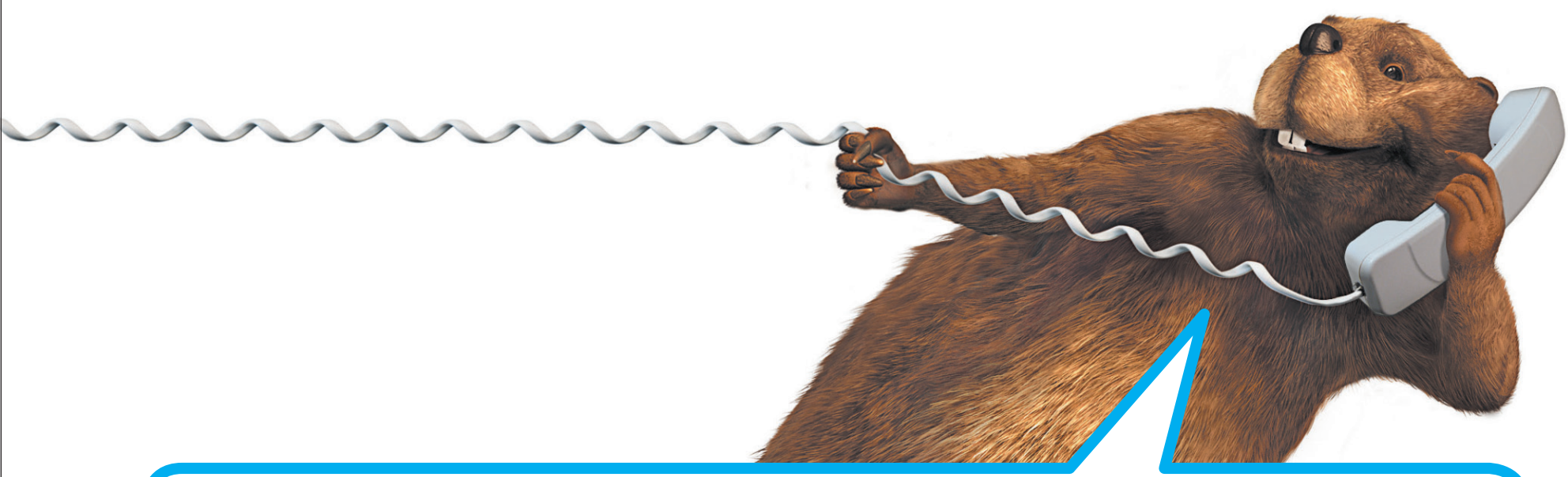
Trois projets sont actuellement en construction au Québec: Péribonka, qui devrait être terminé avant la fin de 2007, Chute-Allard et Rapides-des-Cœurs, qui sera prêt en 2008, ainsi que Eastmain-1-A-Rupert, qui a commencé en janvier 2007.

« Eastmain, c'est le projet de la décennie, a souligné Sylvain Théberge, porte-parole pour Hydro-Québec. C'est un immense projet comme il n'y en avait pas eu depuis les années 80. C'est 5 milliards de dollars et 27 000 travailleurs y auront travaillé, à terme. »

Puis, le gouvernement projette deux autres constructions: Romaine, qui en est à remplir les conditions pour l'évaluation environnementale, et Petit Mécatina, sur la Basse-Côte-Nord, qui devrait suivre.

M. Dumont, qui donnait mardi une allocution devant l'Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie, a soutenu que les gens du milieu qu'il a rencontrés sont favorables à un développement plus intensif.

Du côté d'Hydro-Québec, on estime qu'il serait impossible de mener de front tous les projets de développement qui sont actuellement dans les cartons, faute de main-d'œuvre.



Tirez des économies de votre téléphone avec un forfait.

Ajoutez maintenant la téléphonie résidentielle au Forfait de Bell et économisez jusqu'à 15 $ par mois.

L'ensemble Téléphonie résidentielle de Bell vous procure :

- Un service fiable et éprouvé
- L'Afficheur
- L'Affichage d'Appel en attente
- Les appels locaux illimités

Ensemble Téléphonie résidentielle de base à partir de seulement

14,95 $[1] /mois

lorsque combiné avec 2 autres services[2]

3511200A

vancouver 2010

GRAND PARTENAIRE NATIONAL

1 866 313-9856

Visitez un magasin Bell
bell.ca/forfaittelephonie

Bell

Service réservé aux clients résidentiels du Québec, là où la technologie le permet. L'offre est disponible là où le tarif mensuel de l'ensemble Téléphonie résidentielle de base n'est pas réglementé par le CRTC. Modifiable sans préavis. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. **(1)** D'autres frais tels que, sur une base mensuelle, TouchTone (2,80 $) et 911 (19 ¢ ; peut varier suivant la région), s'appliquent. Certaines parties du territoire desservi par Bell font l'objet de frais pour service en zone rurale. Des frais d'activation uniques (30 $ par ligne) s'appliquent aux nouveaux clients ou à ceux qui déménagent. Inscription gratuite à la Facture unique requise. Préavis de 30 jours requis afin d'annuler le service. **(2)** Le tarif mensuel de l'ensemble Téléphonie résidentielle de base inclut le rabais combiné du Forfait de 15 $ offert aux clients qui s'abonnent au Forfait avec l'ensemble Téléphonie résidentielle de base et à au moins deux autres services parmi l'interurbain, Internet, la télé numérique ou le sans fil (mensuel), dont un avec un forfait sélectionné. Offre d'une durée limitée s'applique aux ensembles Téléphonie résidentielle. Durée de contrat min. de 1 an avec un nouvel abonnement. Bell peut mettre fin au rabais du Forfait de Bell avec un préavis de 30 jours. Il n'est pas nécessaire d'être abonné à d'autres services tarifés de Bell Canada (à l'exception de l'ensemble Téléphonie résidentielle de base dans les régions où ce service est toujours réglementé par le CRTC). Le rabais mensuel du Forfait de Bell est appliqué suivant l'expiration de toute promotion. Visitez bell.ca/forfaitdebell pour les détails. MC© 2005, COVAN.

FORUM

Jouer au yoyo avec les morts

Le cimetière Notre-Dame-des-Neiges change les dates d'inhumation selon son bon vouloir

DANIÈLE BLAIN
L'auteure est une Montréalaise.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

« Si la façon de traiter les clients au moment de mon premier coup de fil et la façon dirigiste et sans appel de procéder de l'administration pour organiser le report de l'inhumation sont indicatifs de la façon dont ses dirigeants gèrent les relations avec leurs employés, où devrait-on imputer les responsabilités et le blâme? » questionne M^me^ Blain.

Je suis membre d'une famille en attente (dans notre cas, depuis la mi-juin) de pouvoir inhumer un proche au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Hier matin, un responsable du cimetière m'a appelée pour me dire que la date de l'inhumation, fixée la semaine dernière pour le 11 octobre, était reportée *sine die*.

Lorsque j'avais téléphoné au cimetière à la fin du conflit pour m'enquérir de la suite des choses, on m'avait répondu, assez sèchement, que les inhumations procéderaient dans l'ordre des décès et que nous serions contactés lorsque notre tour viendrait. Une lettre arrivée quelques jours plus tard confirmait la procédure.

Au début de la semaine du 24 septembre, j'ai reçu un appel d'une employée du cimetière qui me proposait que l'inhumation ait lieu dans la première semaine d'octobre.

Comme différents membres de notre famille ont des horaires de travail chargés ou compliqués, vivent à l'extérieur de Montréal ou doivent se déplacer avec l'aide d'un proche, j'ai plutôt demandé à ce que la cérémonie ait lieu la semaine suivante: nous nous sommes entendues sur la date du 11.

Hier matin, un certain Jean-François Breton, qui m'avait laissé un message et que j'avais essayé de rappeler deux fois, m'a toutefois appris que l'inhumation devait être reportée « parce que le travail avait ralenti cette semaine ».

Mes explications relatives aux difficultés que ce report posait à la famille n'ont servi à rien. Tout ce que ce monsieur a pu me dire est qu'on allait me rappeler d'ici quelques semaines.

Lorsque j'ai essayé de contacter le syndicat, je suis tombée sur un télécopieur. Quelqu'un aurait-il pu me donner une explication qui fasse en sorte que je n'aie pas l'impression d'être, une fois de plus, ballottée entre des protagonistes qui nous utilisent comme des pions dans une partie qui se joue bien au-dessus de nos têtes?

Chose certaine, je refuse d'endosser les sous-entendus relatifs à la responsabilité des travailleurs contenus dans l'explication du représentant du cimetière. Par ailleurs, si la façon de traiter les clients au moment de mon premier coup de fil et la façon dirigiste et sans appel de procéder de l'administration pour organiser le report de l'inhumation sont indicatifs de la façon dont ses dirigeants gèrent les relations avec leurs employés, où devrait-on imputer les responsabilités et le blâme? Comment concilier ces façons de faire avec les lettres doucereuses que j'ai reçues durant le conflit, qui assuraient que la direction du cimetière faisait tout pour le régler et nous offraient des services de *counselling* psychologique pour traverser cette épreuve?

Cet argent n'aurait-il pas été mieux investi dans le règlement du conflit de travail? Enfin, le simple fait d'écrire cette lettre va-t-il valoir à notre famille un traitement pire que celui que nous inflige jusqu'à présent la direction du cimetière?

Et qui, cette fois, va intervenir pour que cessent ces façons de procéder qui ignorent les principes les plus élémentaires du respect des vivants et des morts?

D'UN CANADA À L'AUTRE

Encore la religion

Le financement des écoles « séparées » en Ontario risque de couler les conservateurs aux élections de mercredi prochain

JEFFREY SIMPSON
L'auteur est chroniqueur politique au «Globe and Mail».

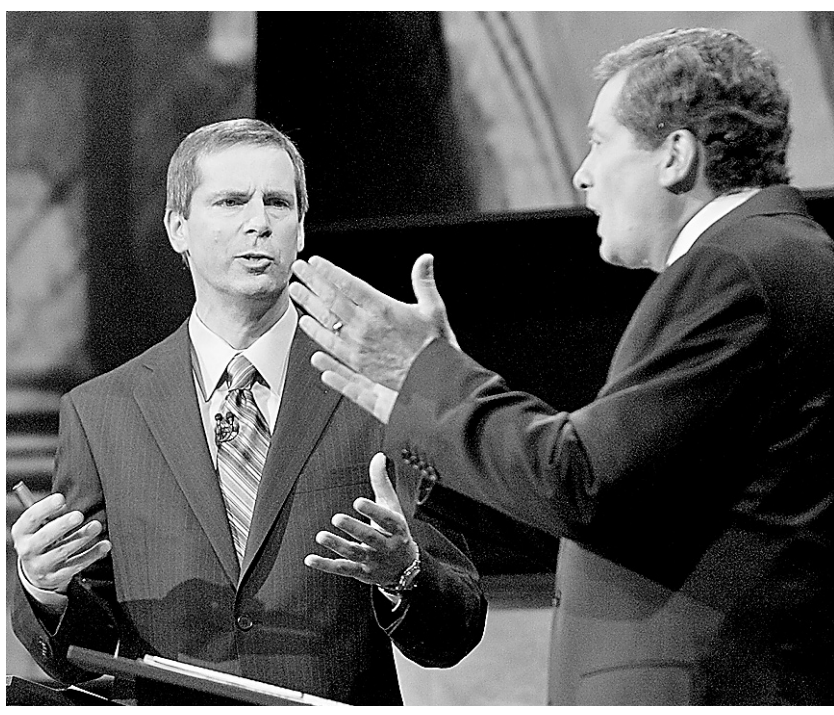


PHOTO FRANK GUNN, LA PRESSE CANADIENNE

Le chef du Parti libéral, Dalton McGuinty au cours d'un débat avec le conservateur John Tory.

Qu'est-ce qui constitue un « accommodement raisonnable » dans une société où règne la diversité?

Les Québécois débattent de cette question depuis des mois et la commission Bouchard-Taylor fait le tour de la province pour entendre ce que les Québécois ont à dire à ce sujet.

Dans la province voisine, en Ontario, « les accommodements raisonnables » font aussi l'objet de débats, bien que ce ne soit pas cette formulation qu'on y utilise.

Mercredi prochain, les Ontariens iront aux urnes pour élire un nouveau gouvernement provincial. Il semble maintenant que le gouvernement libéral du premier ministre Dalton McGuinty sera réélu, probablement avec une autre majorité de sièges.

Le premier ministre McGuinty a été chanceux. Son principal adversaire, le chef conservateur John Tory, a touché le « rail conducteur » de la politique en Ontario et il a par conséquent ruiné ses chances de remporter une victoire inattendue.

Le « rail conducteur », une expression en usage aux États-Unis, signifie littéralement le rail qui, dans un métro, transporte l'électricité. Si vous y touchez dans une station de métro, vous risquez la mort ou une grave blessure. Alors, en politique, une question liée au « rail conducteur » signifie la mort politique ou un grave préjudice. En Ontario, le « rail conducteur » de la politique est la religion et les écoles.

Religion et écoles

Certains des débats les plus passionnés de l'histoire ontarienne ont concerné la religion et les écoles. Pendant fort longtemps, les écoles catholiques ne recevaient pas de financement public. Puis, seules les écoles primaires ont eu droit à du financement. Ensuite, les 9^e^ et 10^e^ années.

Finalement, l'ancien premier ministre conservateur William Davis a autorisé le financement jusqu'à la dernière année du secondaire. Chaque fois, les opposants (principalement des protestants) ont soutenu que le système scolaire doit être « public », c'est-à-dire ouvert à tous.

Ils ont fait valoir que l'État devrait financer un seul système, ajoutant que la religion devrait être absente du système scolaire « public ». C'est probablement la réaction à la décision de M. Davis qui a coûté à son parti une réélection avec une majorité.

Aujourd'hui, on compte environ 50 000 élèves ontariens qui ne font pas partie du système scolaire « public » et qui fréquentent plutôt des établissements confessionnels pour juifs, musulmans, chrétiens évangéliques. Ces écoles ne reçoivent pas d'argent de l'État. Elles doivent suivre le programme scolaire provincial, mais elles ont le droit d'enseigner la religion à leur convenance.

Certains leaders de ces communautés se sont plaints avec force de ce qu'ils qualifient de politique de deux poids, deux mesures. Le système scolaire catholique est subventionné par l'État, disent-ils. Mais pourquoi pas nous? Ils ont fait appel aux tribunaux et l'affaire est allée jusqu'en Cour suprême du Canada. Cette dernière a statué que le financement des systèmes « public » et catholique respectait l'esprit des dispositions originales de la Confédération de 1867.

Fin du débat

Cette décision a mis fin au débat, pendant un certain temps. Ceux qui réclamaient du financement public pour leurs écoles n'ont jamais cessé de faire campagne, de s'organiser, de demander. Ils ont soutenu, avec raison, que d'autres provinces financent des écoles semblables, y compris le Québec. Pourquoi pas l'Ontario?

L'Ontario a commis une grave erreur, il y a longtemps, en acceptant que le système « public » soit scindé, mais cette erreur ne peut pas être réparée.

Ils ont affirmé, toujours avec raison, que les populations musulmanes croissent, tout comme les communautés juives orthodoxes et les communautés évangéliques chrétiennes. Selon eux, ce qui était peut-être indiqué en 1867 ne convient plus à l'Ontario d'aujourd'hui.

John Tory, qui avait conseillé le premier ministre Davis, il y a plusieurs années, était d'accord avec ces critiques. Il a promis que son parti intégrerait ces écoles « confessionnelles » au système « public » en leur fournissant de l'argent. Le coût? Environ 500 millions $.

M. McGuinty et les libéraux ont sauté sur la promesse des conservateurs. Financer des écoles « séparées », a dit le premier ministre, reviendrait à affaiblir le système « public ». L'Ontario, a-t-il lancé, a besoin de deux systèmes forts: le « public » et le « catholique ». (La femme de M. McGuinty a fréquenté le système scolaire catholique, où elle a obtenu son diplôme.)

Financer les écoles « confessionnelles » plus modestes aurait pour effet de fractionner le système scolaire alors que l'objectif de l'éducation publique devrait être de rassembler des personnes de différentes confessions religieuses, croyances et couleurs. Cet argument a vraiment trouvé écho chez les Ontariens. Dès le départ, les attaques des libéraux ont mis M. Tory et les conservateurs sur la défensive. Selon les sondages que l'on consulte, les Ontariens sont opposés à la position des conservateurs dans une proportion de deux contre un ou de trois contre un.

En désespoir de cause, M. Tory a fait marche arrière et il a indiqué qu'il y aurait un vote libre à ce sujet à la législature. Un tel vote signifierait sûrement la défaite puisque nombre de ses propres partisans sont en désaccord avec la politique de leur parti sur cette question.

L'Ontario a commis une grave erreur, il y a longtemps, en acceptant que le système « public » soit scindé, mais cette erreur ne peut pas être réparée. Les écoles « publiques » et catholiques existent. Leur légalité a été confirmée par la Cour suprême.

Mais le public ontarien, à la différence semble-t-il des citoyens d'autres provinces, ne souhaitent pas que le financement « public » aille plus loin. Cette question a été le tournant des élections.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le Québec qu'on aime

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Lorsque l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a lancé un appel aux gens de Rouyn-Noranda pour accueillir 25 jeunes Chinois venus poursuivre leurs études à l'UQAT, elle s'attendait à ce que 30 ou 40 personnes se manifestent. Plus de 150 personnes se sont rendues à l'assemblée d'information!

L'intégration de ces étudiants, qui à leur arrivée ne parlaient pas un mot de français, s'est tellement bien passée que l'établissement fera venir 50 autres Chinois l'automne prochain, comme le rapportait hier notre collègue Violaine Ballivy. L'université songe maintenant à recruter des étudiants dans d'autres pays.

C'est l'envers du Québec inquiet, frileux et mal informé qu'on a trop souvent vu depuis le début de la saga sur les accommodements raisonnables.

C'est grâce à une professeure d'origine chinoise, installée à Rouyn depuis quelques années et impressionnée par la qualité du programme de création en multimédia offert à l'UQAT, que l'établissement a pu établir les contacts nécessaires en Chine. « C'est une chance exceptionnelle pour les Québécois de s'ouvrir sur le monde et d'être mieux préparés à la réalité d'aujourd'hui », a souligné le vice-président à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec, Daniel Coderre.

Voilà le Québec qu'on aime: confiant, audacieux, accueillant. L'envers du Québec de Hérouxville. L'envers du Québec inquiet, frileux et mal informé qu'on a trop souvent entendu depuis le début de la saga sur les accommodements raisonnables. Un Québec, aussi, conscient du fait que l'immigration lui sera essentielle s'il veut relever le défi démographique. À l'UQAT, le recrutement d'étudiants étrangers permettra de freiner une décroissance de la clientèle qui, autrement, serait inévitable.

Ce Québec qu'on aime, c'est aussi Rimouski, dont le conseil municipal a adopté lundi une résolution qui engage la ville à faciliter l'accueil et l'intégration des immigrants et à lutter contre le racisme. « Les divers groupes ethnoculturels contribuent de façon positive au développement de la société rimouskoise et l'ouverture à la diversité constitue un enrichissement pour tous », affirme le texte (qu'on peut lire en page A27).

Le Québec qu'on aime, c'est encore cet appel lancé devant la commission Bouchard-Taylor par l'archevêque de Rimouski, M^gr^ Bertrand Blanchet: « Nous avons un choix à faire. Faisons-le sur un fond de confiance, pas de défiance. »

« La situation actuelle présente-t-elle un tel caractère d'urgence qu'il faille réglementer et apporter des contraintes à la liberté? a ensuite demandé M^gr^ Blanchet. Il faut aimer suffisamment la liberté pour ne pas lui imposer des contraintes inutiles. » Voilà de sages paroles que nous aurions tous intérêt à méditer.

« *Bip-bip* »...

mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Il y a exactement 50 ans, aujourd'hui, s'amorçait la course pour la conquête de l'espace. Ce départ prit la forme du *Spoutnik*, une modeste sphère de 84 kilos et de 58 centimètres de diamètre émettant un ridicule « bip-bip », qui fut pourtant tonitruant à l'échelle de la planète. Moins de 12 ans plus tard, un être humain posait le pied sur la Lune, aboutissement d'une démarche scientifique et technique effectuée à la vitesse grand V par les deux grandes puissances de l'époque, et qui n'a pas d'équivalent dans l'Histoire.

Ce fut un combat entre les États-Unis et l'URSS, bien sûr, qui s'inscrivait dans une guerre plus vaste dont une issue possible – probable, estimaient plusieurs – était la « destruction mutuelle assurée », une expression passée à l'Histoire, elle aussi.

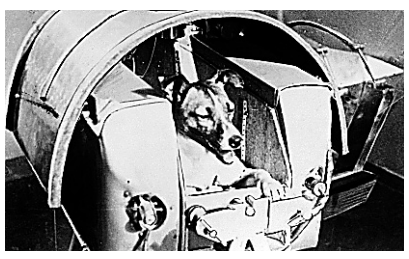


PHOTO TASS

La chienne Laïka envoyée dans l'espace en 1957 à bord du *Spoutnik* 2. Elle mourut peu après le décollage.

Mais ce fut un affrontement des intelligences, des connaissances et des savoir-faire, certes mis au service d'orgueils nationaux considérables, mais qui ne fit pas de victimes, sinon de façon accidentelle.

Cela a même abouti à la collaboration: la mission *Apollo-Soyouz*, qui plaça ensemble des Américains et des Soviétiques en orbite, fut réalisée en 1975, presque 15 ans avant la chute du mur de Berlin.

D'avoir pu sublimer un antagonisme de cette magnitude, et potentiellement aussi catastrophique, n'est pas le moindre accomplissement de l'aventure spatiale.

////////////////////////////

On connaît les retombées de cette vaste entreprise. Pour ne parler que de cela, près de 900 satellites survolent aujourd'hui la Terre, exploités par 40 pays, et dont la majorité est à vocation civile: communications, météo, navigation, recherche scientifique. Il serait impossible de s'en passer.

Néanmoins, c'est à un autre niveau qu'il faut apprécier cette aventure, régulièrement décriée comme inutile et coûteuse. Elle coûte cher, en effet, mais c'est relatif: à elle seule, la facture du programme *Apollo* s'est élevée à 140 milliards en dollars US d'aujourd'hui... soit à peu près le tiers de ce qu'a déjà englouti le désastre irakien! Mais elle n'est pas inutile, parce qu'elle est surtout une affaire de conscience et de sens.

L'image de Neil Armstrong marchant sur la Lune et levant les yeux vers une Terre minuscule et fragile, diffusée en direct au bénéfice de plus d'un milliard de téléspectateurs, a, en une seconde, fait davantage pour faire naître une conscience planétaire que tous les exposés savants de tous les gourous que nous avons connus depuis.

En outre, l'exploration spatiale – en particulier celle effectuée par les vols habités – répond à un instinct primaire et inextinguible de l'être humain, celui qui le pousse vers l'inconnu. Elle poursuit aussi l'examen jamais terminé de la place de l'Homme dans l'infiniment grand, un cheminement quasi mystique, irrépressible lui aussi.

Aujourd'hui, les États-Unis ont un plan de retour sur la Lune avant 2018 et d'expédition vers Mars en 2037. La Russie augmente de 5 à 10 % par année le budget (actuellement famélique: 1,5 milliard) de son Agence spatiale. L'Europe, la Chine, le Japon et l'Inde, entre autres, sont de plus en plus actifs dans la technologie spatiale.

L'idéal serait que les aventures à venir ne soient plus nationales, mais *terriennes*, simplement, comme l'est de façon embryonnaire la Station spatiale internationale (SSI). Ce serait ingénieux au point de vue de la politique et du financement. Et, plus important encore, cela injecterait dans l'affaire un supplément de sens, justement.

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Charest perd son temps

Jean Charest perd son temps à faire de la petite radio. Pour sauver le navire qui coule, il lui faut de bonnes politiques, un point, c'est tout. Ce n'est pas compliqué, mais quand un parti est usé, c'est bien difficile. L'électorat veut du changement et Jean Charest ne le représente pas. Et quand la population veut du changement... Le temps presse baucoup pour les libéraux !

Michel Lebel

Et les Disciples de l'Amour Infini ?

À entendre les interventions à la Commission sur les accommodements raisonnables, il me faut croire que si les immigrants ont des difficultés à s'intégrer, nous avons des difficultés à les digérer. Certaines interventions me semblent le fait de personnes qui n'ont jamais vu de burka ni d'hassidim ailleurs qu'à la télévision. J'attends toujours une intervention au sujet des petites sœurs bleues des Disciples de l'Amour Infini.

André Poitras
Québec

L'intraduisible « Thanksgiving »

Quand saura-t-on enfin chez nous, quand les médias surtout sauront-ils que le « Thanksgiving Day » est une fête purement américaine et protestante et que, dès lors, le nom même ne doit pas être traduit. Certes, le Canada a emboîté le pas aux États-Unis, comme il arrive très souvent mais cela ne modifie aucunement le caractère fondamentalement américain de cette fête. Certains des nôtres, prisonniers de leur traduction littérale, en ont même déduit que c'est naturellement au Seigneur qu'on rend grâces et ont tenté avec une touchante maladresse de christianiser cette journée! Encore une fois, pareille fête n'existe et n'est célébrée nulle part ailleurs qu'en Amérique anglo-saxonne. Dans aucun autre pays et surtout pas dans les pays catholiques on ne connaît cette journée. On rend grâces au Seigneur en permanence et non pas un jour en particulier. Certes, un congé est toujours bon à prendre quel qu'en soit le motif. Mais qu'au moins le souci de la langue autant que le respect de la tradition chrétienne nous interdise de parler du « jour de l'Action de grâces » et nous conduise à ne connaître que le nom propre de cette journée, le « Thanksgiving Day ».

Jean-Marc Léger
Montréal

Je tue « nous » ?

La tempête dans un verre d'eau qu'a suscité le débat entourant l'idée du « nous » proposé par Pauline Marois, témoigne de l'ambiguïté du sentiment d'identité et d'appartenance culturelle que nous éprouvons. Mais au-delà du « nous » inclusif ou exclusif, ce que je vois autour de moi, ce sont surtout des « je ». Des « je » dans leur bulle, conditionnés par les médias et la publicité, qui ne forment souvent un groupe cohérent qu'en tant que téléspectateurs et consommateurs. Pour former un peuple, il faut plus que désirer collectivement du confort matériel et du divertissement. Il faut, entre autres, un sens (direction et signifiance) intergénérationnel ayant un rapport avec notre environnement physique et historique. Avant de débattre sur ce « nous » de papier, essayons de voir si nous ne sommes pas en train de perdre la structure de base qui en permet l'existence réelle.

Marc Boucher

Beau, bon, pas cher

Il est surprenant à quel point nous vivons dans une société égoïste et hypocrite. On remet en question le « cheap labor » fait en Chine parce que des jouets se retrouvant sur nos tablettes et dans nos maisons sont considérés dangereux pour nos enfants! Toutefois, l'exploitation des travailleurs et travailleuses chinois qui ont fabriqué ces jouets (et qui ne peuvent sûrement pas se les payer) nous laisse totalement indifférents, tant que l'on paye moins cher pour nos vêtements, vélos, jouets et chaussures! Vive la mondialisation!

Matthieu Sossoyan

Celle qui le dit...

Il est notoire que Louise Harel, en dépit des multiples circonvolutions de sa vive intelligence, ne maîtrise pas la langue anglaise. Et elle en a le droit. Il est toutefois piquant de constater que, parmi les vocables anglais qu'elle est parvenue à mémoriser, il y a celui de « has been ». À qui vient-elle de l'appliquer? À deux de ses... contemporains, Jean Garon et André Caillé, à la suite de l'expression de leurs sympathies adéquistes. Tous les enfants que nous avons été se souviennent du dicton « Celle qui le dit, c'est celle qui l'est. » S'agissant d'une députée qui siège au « poulailler » de l'Assemblée nationale sous la bannière d'un parti qui, avec 28 % des suffrages, a régressé à son score de 1973, on se demande qui mérite l'appellation de « has been ». Pis encore: au moment où la Consultation publique sur les conditions de vie des aînés nous révèle la cruelle urgence de donner la parole aux gens des troisième et quatrième âges, Louise Harel est-elle en train de dire qu'il faudrait rembarrer ces personnes dans leurs résidences? À partir de quel âge, selon elle, cesse-t-on d'avoir droit au chapitre? La célèbre affaire des Yvette est de la petite bière en regard de la bourde que vient de commettre M^me^ Harel. Que Mario Dumont se fie à M^mes^ Harel, Marois et autres « petites jeunesses »: la proverbiale arrogance péquiste fera en sorte de confiner aux banquettes du « poulailler » ce parti que son « vieux » fondateur a emporté dans sa tombe avec lui.

Louise Sexton
Montréal

PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Louise Harel a surpris bien des gens en traitant Jean Garon et André Caillé de « has been ».

FORUM

DU VOILE AU STRING...

D'un côté, il y a le corps féminin caché comme une honte, de l'autre, ce même corps exhibé comme objet de plaisir et de convoitise exclusivement

CAMILLE MARCHAND
L'auteure est une Montréalaise.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

« Pourquoi ne pas essayer de continuer à travailler humainement à développer une sexualité plus mature moins assujettie à des pulsions animales et primaires ? » demande Camille Marchand.

Ce qui me dérange dans le grand débat sur les accommodements raisonnables, c'est la réflexion à laquelle je suis enjointe. Je n'ai pas le choix car je suis confrontée, moi aussi, à des contradictions et il m'arrive parfois de me sentir agressée en tant qu'être humain de sexe féminin.

Derrière le voile, il y a la religion, oui mais il y a surtout cette femme qu'on soustrait au regard de l'autre, que la femme le décide elle-même ou pas. Il y a ce sentiment diffus qu'il y a chez la femme dans son corps, quelque chose à cacher... quelque chose de honteux.

J'ai connu avec les années 70, une jeunesse qui m'a donné la chance de penser que le fait d'être une femme était un déterminisme biologique qui pouvait être assumé en toute liberté. Ce qui, à mes yeux, voulait dire avoir le même accès que mon frère à des études supérieures, être indépendante financièrement et me sentir partie prenante d'une société civile où mon sexe n'était pas une entrave à mes aspirations.

Expérience humaine

J'ai vécu également à cette époque une vie sexuelle où mon corps n'était pas une monnaie d'échange, un outil pour me démarquer et avancer socialement. Les relations avec l'autre sexe étaient pour moi la rencontre complète de deux personnes attirées l'une par l'autre tant intellectuellement, spirituellement que physiquement. C'était une expérience humaine profonde.

Je pensais naïvement que ce que je vivais en toute impunité était la réalité des femmes de ma génération et que nous avions enfin réussi à nous donner une égalité de droit mais aussi d'état dans la réalité quotidienne des nos interactions humaines.

Mais des questions vestimentaires sont venues remettre en doute l'organisation chimérique de mes années de jeunesse.

Je pense ici autant au voile que l'on porte tel un étendard autour de la tête qu'à ces emballages provocateurs du corps de la femme que les petites filles adoptent sous le regard complaisant de leurs mères.

Du voile au décolleté plongeant, pour moi cela relève du même avilissement : le corps caché comme une honte à porter ou exhibé comme objet de plaisir et de convoitise exclusivement.

L'avilissement, c'est accepter de ne pas habiter ce corps totalement, comme un corps réel non oblitéré par le regard extérieur.

Et je ne peux pas dire qu'il s'agisse là d'une question religieuse ou ethnique.

Il y a le repli derrière le voile. Il y a l'isolement derrière le string.

Les femmes dévoilées ont le choix direz-vous, je ne le crois pas. Elles portent en elles le même désir de se conformer à une image, celle de la séductrice, celle du corps-appât.

Cette mode des femmes qui se « frenchent » en public, est-ce pour leur propre plaisir ou pour exciter le regard des mâles. Que ce soit une mode, une tendance, n'y a-t-il pas là les signes d'une aliénation qui n'est pas celle de la femme au foyer mais de la femme consommée.

Le voile protège dit-on des regards, donc de ce déterminisme. Le croyez-vous vraiment ?

Pourquoi ne pas essayer de continuer à travailler humainement à développer une sexualité plus mature moins assujettie à des pulsions animales et primaires ?

L'homme voyeur, la femme exhibitionniste. C'était lorsque nous n'avions pas encore développé de moyens supérieurs pour communiquer... maintenant que nous possédons la langue, outil sophistiqué pour nous révéler, comment se fait-il que nous soyons encore à l'âge des cavernes en ce qui concerne les relations hommes-femmes ?

Il y a le repli derrière le voile. Il y a l'isolement derrière le string.

Tout cela pour protéger notre intégrité de femme écartelée par tous ces diktats : ceux de la mode, de la minceur, de la jeunesse...

La jeune femme se déguise en princesse le jour de son mariage dans un rituel qui recèle ce qui fut le lot des femmes : maman ou putain.

Petite-fille d'immigrant

Je suis petite-fille d'immigrant, issue d'un mariage mixte et je sais que, même si je fais partie d'une minorité audible, mon désir le plus profond aurait été de ne pas avoir cette distinction et d'être comme les autres Québécois. Je me suis associée à leur désir de liberté et j'ai vécu les années 70 et ses délicieux moments d'illusion.

C'est un propos parallèle qui a son importance.

J'ai travaillé à la francisation de cohortes d'immigrants. J'ai fait de ce désir de construire un Québec pluriel, un engagement personnel dans toutes les sphères de ma vie.

À 53 ans, je constate que les strates de ma vie, mes convictions se trouvent diluées dans un salmigondis de doutes qui me rendent fragile. Que faire ? Tolérer des petites filles qui se promènent comme des incarnations de la femme objet de plaisir, d'un côté, ou de la vierge drapée dans sa dignité voilée, de l'autre ?

La maman et la putain se côtoient dans cette ville qu'est maintenant le monde. Où en sommes-nous dans les rapports égalitaires entre les sexes ? Où en sommes-nous dans cette volonté de progresser comme humains ? (...)

Rimouski, ville d'ouverture

La ville se dote d'un guide des nouveaux arrivants pour accélérer leur intégration

ÉRIC FOREST
L'auteur est maire de Rimouski. Le texte qui suit est extrait de la présentation qu'il a faite, lundi dernier, devant la commission Bouchard-Taylor sur les accommodements raisonnables.

Avec ses quelque 42 500 habitants, il est certain que la diversité culturelle de Rimouski n'est pas de l'ordre de celle des grands centres urbains. Néanmoins, notre ville accueille chaque année bon nombre d'étudiants et de familles provenant des quatre coins du monde.

L'objectif de la ville est de faire du respect de la personne le mot d'ordre.

C'est donc afin de bonifier ses échanges avec les différentes cultures que la ville s'est penchée sur l'enjeu d'actualité que sont les approches et procédures de conciliation interculturelle. Par son consensus, l'objectif de la ville est de faire du respect de la personne le mot d'ordre. Le résultat attendu est le rayonnement de la fierté rimouskoise, qui passe résolument par le dynamisme culturel et l'ouverture aux différences de chacun.

La résolution sur les principes de Rimouski en matière de relations interculturelles se divise en cinq énoncés clés qui permettront de diriger tous les échanges entre la ville et les citoyens de provenance et de culte différents de la majorité. La mise en pratique de la résolution présuppose la connaissance de l'autre de la part des personnes impliquées, ou du moins, une ouverture et une conscientisation aux différences.

1er axe : La ville de Rimouski se dote d'un guide des nouveaux arrivants pour accélérer l'intégration et la connaissance du milieu des immigrants. La ville est également disposée à répondre à toutes leurs questions et à faire les efforts nécessaires pour mettre en valeur son sens de l'hospitalité.

2e axe : La ville est inclusive vis-à-vis des différentes ethnies qui composent sa population et leurs offre des services le mieux adaptés possible.

3e axe : La ville de Rimouski encourage et supporte la participation des nouveaux arrivants et des personnes d'autres cultures à la vie économique et social. La ville apprécie découvrir les richesses culturelles qu'ils et elles apportent à la communauté.

4e axe : L'administration municipale et les élus ne sont pas les seuls à soutenir les citoyens : ils travaillent en partenariat avec de nombreux organismes qui apportent des idées, un dynamisme et des connaissances nouvelles et appréciées.

5e axe : Afin de préserver sa qualité de vie remarquable, la ville prône des valeurs de fraternité. Chaque citoyen et citoyenne est invité à y mettre du sien.

En résumé, à tout moment et de surcroît à l'heure de la Commission Bouchard-Taylor, nous devons nous rappeler que l'humain est un être libre doté de rationalité. Chacun de nous est appelé à en user à bon escient. La communication efficace se veut affirmative et non violente. Ainsi, les agents politiques québécois pourront en tout temps être en situation d'écoute active afin de répondre aux besoins de l'ensemble des Québécois.

Déclaration des droits du citoyen de Rimouski

CONSIDÉRANT QUE la ville de Rimouski dans son Plan d'action 2007 inspiré de la consultation publique « Rimouski 2006 – Savoir naviguer ensemble » se définit comme une ville inclusive encourageant la participation citoyenne ;

CONSIDÉRANT QUE la ville de Rimouski entend promouvoir des relations harmonieuses entre les citoyens peu importe leurs origines, cultures ou religions ;

CONSIDÉRANT QUE les divers groupes ethnoculturels contribuent de façon positive au développement de la société rimouskoise et que l'ouverture à la diversité constitue un enrichissement pour tous ;

CONSIDÉRANT QUE, principalement par ses institutions d'enseignement, Rimouski vit depuis plusieurs décennies une réalité pluriethnique et s'est bâtie sur la diversité ethnoculturelle ;

POUR CES MOTIFS, il est résolu que :

1- la ville de Rimouski intègre à sa vision et à sa planification stratégique, l'accueil, l'intégration et l'accompagnement de tout nouvel arrivant ;

2- la ville de Rimouski, son Conseil municipal et sa fonction publique se préoccupent de l'intégration des groupes ethnoculturels lors de l'élaboration des politiques municipales et lorsqu'ils dispensent des services à la population ;

3- la ville de Rimouski est ouverte à toute personne quelle que soit son origine, sa religion, sa langue ou sa culture et s'engage à favoriser l'accueil et l'accompagnement de tout citoyen dans son intégration à la vie économique, sociale et culturelle de Rimouski ;

4- la ville de Rimouski, afin de contrer l'isolement et de respecter la dignité de chacun, collabore et tisse des liens avec d'autres organismes ;

5- la ville de Rimouski s'engage à combattre toute forme de préjugés racistes ou toutes manifestations menant à l'exclusion d'un citoyen ou groupe de citoyens. D'autre part, la ville s'attend à ce chaque individu respecte la dignité et les droits de toute autre personne et souhaite que chacun s'informe et participe au maintien et au développement d'un environnement social, économique et culturel sain et dynamique.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

MONDE

Les nouvelles internationales en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

PAKISTAN

PHOTO LEON NEAL, AFP

L'ex-première ministre Benazir Bhutto a indiqué que les élus de son parti PPP allaient «très probablement» boycotter la réélection de Musharraf.

Rien ne va plus

L'ex-première ministre Benazir Bhutto a indiqué hier que les pourparlers avec le général président Pervez Musharraf étaient bloqués et que les élus de son parti PPP allaient «très probablement» boycotter la réélection de Musharraf en démissionnant. Le chef de l'État est élu par un collège de 1170 membres formé des députés et sénateurs fédéraux et des élus des quatre provinces du pays. Mardi, 85 députés de l'opposition ont démissionné, et la candidature de Musharraf est toujours contestée devant la Cour suprême. – AFP

CORÉE DU NORD
Dénucléarisation

Une étape importante a été franchie dans la dénucléarisation de la Corée du Nord avec l'engagement de Pyongyang de démanteler les installations de son principal site nucléaire et de fournir une liste complète de son programme atomique avant la fin de l'année, selon un communiqué publié hier par la Chine au terme de nouvelles négociations à six à Pékin. Mais les États-Unis attendent de voir si la Corée du Nord tient ses promesses avant de la retirer de la liste des États soutenant le terrorisme. – AFP

ÉTATS-UNIS
Veto risqué de Bush

Le président George W. Bush a opposé son veto, hier, à une loi étendant la couverture santé pour les défavorisés et les enfants, une décision très risquée dont ses adversaires se sont saisis. C'est la quatrième fois que Bush se sert de son veto en sept ans de présidence. Cet acte a aussi suscité la réprobation de ses amis républicains. Selon un sondage, 72% des Américains approuvent la loi étendant le Programme pour l'assurance santé des enfants (SCHIP). – AFP

AFRIQUE DU SUD
3000 mineurs coincés

Les secouristes ont évacué tôt aujourd'hui 74 mineurs parmi les 3000 ouvriers coincés à plus d'un kilomètre sous la terre. Aucun d'entre eux n'a été blessé. L'évacuation de l'ensemble des mineurs devait prendre une dizaine d'heures. Deon Boqwana, le président du syndicat au niveau régional, a aussi souligné que ceux qui étaient toujours sous terre avaient de l'air et que le contact avait été établi à l'aide des lignes téléphoniques de la mine. L'entreprise qui exploite la mine a déclaré qu'une canalisation d'eau avait sans doute rompu, tombant dans le puits de l'ascenseur ramenant les mineurs à la surface.– AP

CAMBODGE
La prison pour le prince

Une cour d'appel a confirmé hier la peine de prison de 18 mois contre le prince Norodom Ranariddh, un des principaux dirigeants des années récentes au Cambodge, qui avait été condamné en mars pour la vente illégale du siège de son ancien parti. Le fils de l'ancien roi Sihanouk est en exil. Un responsable de son parti a affirmé que le verdict était motivé politiquement. – AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

16 millions

C'est la taille de l'électorat hispanique aux États-Unis, sur 45 millions de personnes. Quatre des huit candidats démocrates à la Maison-Blanche en 2008 ont participé, hier à Washington, à un forum organisé par le Caucus hispanique du Congrès. Il s'agit de Joe Biden, Hilary Clinton, Mike Gravel et Dennis Kucinich. Ils ont relevé que 17% des soldats déployés en Irak sont hispaniques et que le premier mort de la guerre était un immigré guatémaltèque, non encore naturalisé états-unien.

– AFP

NOUVELLE PROMESSE DE LA CORÉE DU NORD

Les réacteurs nucléaires démantelés sous peu

MATHIEU PERREAULT

La Chine a dévoilé hier les plus récentes promesses de la Corée du Nord, négociées à la fin de la semaine dernière à Pékin. Le «Royaume ermite» démantèlera ses réacteurs nucléaires d'ici la fin de l'année, renonce formellement à exporter ses bombes et sa technologie atomiques, et dressera d'ici le Nouvel An une liste de tous ses programmes nucléaires civils et militaires.

«C'est la première fois que la Corée du Nord convient d'une date pour le dévoilement de son programme nucléaire, et qu'elle accepte de ne plus exporter sa technologie», affirme Peter Hayes, directeur de l'institut californien Nautilus, qui organise régulièrement des conférences dans les pays bordant le Pacifique Nord. «Le démantèlement des installations, c'est très bien pour les caméras, mais ce n'est pas le plus important. C'est avec la liste qu'on verra si la Corée du Nord est de bonne foi: nous savons des choses sur eux qu'ils ignorent que nous savons, alors il sera facile de voir si la liste est adéquate. À moins que les Coréens du Nord soient très chanceux et mentent sur des choses que nous ignorons.»

L'entente a été dévoilée par Pékin après que les six gouvernements participants – Japon, Russie, Chine, États-Unis et les deux Corées — eurent étudié à tête reposée le brouillon élaboré dimanche dernier. Un haut fonctionnaire de la Maison-Blanche a indiqué au *New York Times* que l'inclusion de l'interdiction d'exportation a été cruciale. Beaucoup d'encre a coulé depuis un mois à propos d'exportations nucléaires nord-coréennes en Syrie, qui ont fait l'objet d'une attaque aérienne israélienne.

Minces gains de la Corée du Nord

À première vue, les gains nord-coréens sont minces: un million de tonnes de carburant, dont 100 000 ont déjà été livrées depuis la première entente en février dernier, et une timide promesse de normalisation diplomatique — le Japon fera «des efforts sincères» et les États-Unis «restent déterminés à améliorer les relations bilatérales».

«Kim Jong-il (le leader nord-coréen) sait que George Bush est un président mal en point, et qu'une administration Clinton ou Obama sera beaucoup plus dure en affaires», estime M. Hayes, joint à San Francisco. «La Corée du Nord a maintenant des termes bien meilleurs que jamais depuis 17 ans, et meilleurs que tout ce qui pourrait arriver dans la prochaine décennie. Cela ne veut pas dire que c'est mauvais pour les États-Unis. Après tout, la dureté des négociateurs des administrations Clinton, puis la rupture des négociations sous Bush, ont mené à l'essai nucléaire nord-coréen l'an dernier.»

D'autres commentateurs ont évoqué des difficultés économiques nord-coréennes (le PNB a reculé en 2006 après cinq années de croissance, à cause des sanctions économiques américaines), la santé chancelante de Kim Jong-il, et le désir de la Chine de diminuer les tensions dans la péninsule coréenne avant les olympiques de 2008, pour expliquer les récents succès des négociateurs.

«Je pense que l'un des principaux facteurs, mis à part le désir de profiter de la faiblesse de Bush, est que le négociateur en chef américain, Chris Hill, ne se fait plus mettre des bâtons dans les roues par les attachés politiques de la Maison-Blanche, comme Bob Joseph ou Scooter Libby, qui ont été largués par Bush», estime M. Hayes.

Des observateurs ont noté que deux des quatre enfants de Kim Jong-il, Jong-chul et Jong-woon, ont fait beaucoup d'apparitions avec leur père dans la dernière année. Il n'en fallait pas plus pour relancer les rumeurs sur la santé du dictateur de 65 ans. «Il veut certainement passer le relais à ses fils à un moment donné, commente M. Hayes. Mais il faut se rappeler qu'il a fallu 12 ans de vie publique pour que Kim Jong-il succède à son père.»

BIRMANIE

Le sort des milliers de moines bouddhistes arrêtés reste inconnu

AGNÈS GRUDA

Qu'arrive-t-il aux moines bouddhistes massivement arrêtés par la junte militaire birmane depuis la répression de leur mouvement de contestation, la semaine dernière?

Alors que l'armée poursuivait sa campagne de la peur dans les rues de Rangoon, hier, le mystère entourait toujours le sort des milliers de bonzes arrêtés dans une série de rafles menées dans les principaux monastères de la capitale.

«L'armée a investi une douzaine de monastères de Rangoon et a réalisé des arrestations massives dans au moins sept d'entre eux», relate Aye Chan, rédacteur en chef de *Democratic Voice of Burma*, média de la diaspora birmane établi en Norvège.

Selon son estimation, au moins 2000 moines bouddhistes sont actuellement détenus dans quatre endroits de la capitale: une prison, un hippodrome, une ancienne école et un complexe pharmaceutique.

PHOTO ASSOCIATED PRESS

Au moins 2000 moines bouddhistes seraient actuellement détenus dans quatre endroits de la capitale : une prison, un hippodrome, une ancienne école et un complexe pharmaceutique.

«Nous n'avons aucun contact avec eux, la Croix-Rouge n'a pas réussi à leur rendre visite, ils sont comme dans un trou noir», dit Aye Chan, joint par téléphone par *La Presse*, hier.

Selon lui, la junte aurait commencé hier à transférer ces prisonniers vers d'autres villes, mais aucune information fiable n'a filtré au sujet de ces déplacements. «Nous entendons toutes sortes de rumeurs au sujet des moines, qu'ils vivent dans de mauvaises conditions, qu'ils n'ont pas de nourriture ni de médicaments, mais nous n'avons pu vérifier aucune de ces informations», témoigne-t-il.

Hier, la junte a continué à intimider les habitants de l'ancienne capitale birmane. «L'armée patrouille la ville 24 heures sur 24, les agents fouillent les gens dans les transports publics, à la recherche de caméras ou de téléphones cellulaires. Chaque personne possédant ces appareils est traitée comme un suspect », relate Aye Chan.

Selon lui, la junte n'a toujours pas mis la main sur certains des leaders du mouvement de protestation mené par les moines bouddhistes vêtus de leurs robes couleur safran – ce qui explique les rafles et les fouilles qui enferment Rangoon dans une chape de terreur, selon les témoins. Des médias occidentaux, dont une station de télévision suédoise, auraient aussi été menacés et sommés de retirer leurs journalistes de la Birmanie, selon ce qu'a appris *Democratic Voice of Burma*.

Dans la nuit de mardi à hier, des véhicules ont patrouillé les rues, avertissant à l'aide de haut-parleurs: «Nous avons des photographies, nous allons procéder à des arrestations.»

L'ambassadrice américaine en Birmanie, Shari Villarosa, a confié à l'agence Associated Press que les habitants de la ville étaient terrifiés. «D'après ce que nous croyons savoir, la police militaire parcourt la ville en pleine nuit, pénétrant dans des maisons pour arrêter des gens.»

Sur la scène internationale, l'Union européenne a renforcé hier ses sanctions contre Rangoon, tandis que le Japon envisageait de réduire son aide au gouvernement birman. Mais pour les Birmans aux prises avec la dictature militaire, ce n'est pas assez. «Les gens à qui j'ai pu parler sont très déçus, les déclarations des Nations unies n'ont pas de suites, et j'ai peur que des tas de gens soient arrêtés sans que l'on s'en rende compte», dit Aye Chan.

— Avec Associated Press

MANIFESTATIONS DANS LE MONDE

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnistie internationale et Human Rights Watch, appellent les gens à protester contre la répression qui s'abat sur la Birmanie dans des manifestations tenues à midi, heure locale, dans chacune des villes où l'événement aura lieu. Les manifestations commenceront à Londres, et auraient ensuite lieu dans différentes capitales européennes, ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. Selon les organisateurs de ces manifestations, des milliers de vies sont actuellement en danger.

Remplissez ce bulletin de participation et postez-le **au plus tard le 12 octobre 2007** (cachet de la poste faisant foi) à :

Concours « Francofolies de La Rochelle »
C.P. 11424, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 5V1

Date à laquelle l'indice a été donné en ondes : _____

Indice : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. domicile : _____ Tél. travail : _____

Courriel : _____

☐ J'accepte de recevoir de la documentation de Radio-Canada et de La Presse.

Concours réservé aux 18 ans et plus. Fac-similés non acceptés. Le prix comprend un voyage de deux semaines pour deux personnes à La Rochelle, incluant l'avion, l'hébergement, la location d'une voiture et deux laissez-passer VIP pour les Francofolies. Valeur totale : environ 7000 $. Certaines conditions s'appliquent. Aucun équivalent en argent. Règlements complets à Radio-Canada et sur www.radio-canada.ca/radio.

3509839

UNE AUTRE JOURNÉE À BAGDAD

PHOTO REUTERS, CEERWAN AZIZ

PHOTO REUTERS, CEERWAN AZIZ

PHOTO AFP, ALI YUSSEF

L'ambassadeur de la Pologne en Irak, Edward Pietrzyk, a été la cible d'une tentative d'assassinat, hier. Selon des témoins, trois déflagrations ont été entendues hier matin au centre-ville de Bagdad. Le diplomate de 57 ans a été brûlé superficiellement et atteint par des éclats de verre. Il a été évacué par un hélicoptère d'une compagnie de sécurité privée. La Pologne maintient un contingent de 900 soldats en Irak.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le retour des escadrons de la mort

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

CHALCHUAPA, Salvador — Quand Evelin ose sortir de sa maison de Chalchuapa, une petite ville située à 80 kilomètres de San Salvador, c'est toujours avec réticence… et après avoir longtemps regardé à travers sa porte grillagée. «Ça a commencé au mois d'août lorsqu'un jeune a été mitraillé là, juste devant chez moi», lâche-t-elle en empruntant la piste de terre qui traverse son quartier.

Avec un taux d'homicide de 68 pour 100 000 habitants, le Salvador est l'un des pays les plus dangereux d'Amérique latine.

Après avoir longé les bicoques de parpaings, toutes protégées par des barreaux ou du fil barbelé, elle ne peut s'empêcher de verser une larme devant l'église évangélique aux portes closes: «Un garçon que l'on a tous vu grandir a été abattu à la sortie de l'office… Le pasteur a tellement eu peur qu'il est parti dès le lendemain.» Au stade voisin, dont la pelouse n'est plus qu'un souvenir, le bilan est encore plus lourd: «Trois morts ces deux derniers mois, tous des jeunes», souffle-t-elle.

À Chalchuapa, où les plus chanceux ont un emploi dans l'entrepôt de café ou à l'usine textile, la violence fait partie depuis longtemps du paysage. Avec un taux d'homicide de 68 pour 100 000 habitants, le Salvador est l'un des pays les plus dangereux d'Amérique latine. Ce bain de sang, affirment les autorités, est l'œuvre des «maras», gangs de jeunes ultraviolents qui se disputent trafics et territoires dans toute l'Amérique centrale.

Mais ces explications officielles ne suffisent plus aux habitants de Chalchuapa. Les premiers doutes sont apparus à la mi-août, quand un tract signé E.L. – escadron de nettoyage – a été glissé sous les portes. «Il disait qu'ils allaient nettoyer la ville des délinquants et demandait aux gens de ne pas sortir la nuit», se souvient Evelin.

Depuis, les homicides ont explosé, avec un record de 17 morts en août. Et surtout, des véhicules inhabituels ont commencé à circuler: «J'ai vu trois ou quatre fois une camionnette noire, sans plaque, sans lumières, avec des hommes cagoulés à l'intérieur – je suis sûr que ce sont les nettoyeurs», affirme Rodolfo, habitué du stade.

Les Salvadoriens sont d'autant plus disposés à croire en ces groupes d'extermination que ces derniers ont été très actifs pendant la guerre civile des années 80, où ils s'attaquaient aux militants de gauche. Voulant rassurer ses concitoyens, le président conservateur Antonio Saca a juré à la télévision que ces commandos n'existaient plus. «Les messages de Chalchuapa viennent de gens dont le seul intérêt est de déstabiliser le pays», affirme-t-il.

Il y a pourtant des cas où cette «terreur» est bien réelle. À San Miguel, de l'autre côté du pays, cinq policiers soupçonnés d'appartenir à un commando clandestin ont été arrêtés; selon la justice, plus de 30 meurtres pourraient être mis à leur actif. Le 5 septembre, dans la capitale, six hommes ont criblé de balles un chef de bande afin de venger le meurtre d'une fillette de 13 ans. Des tueurs dont le mode opératoire se retrouve dans plusieurs autres affaires, y compris à Chalchuapa: «Ce sont des hommes fortement armés, cagoulés, équipés de voitures puissantes et de moyens de communication. Ils enlèvent et torturent leurs victimes avant de les assassiner», constate Edgardo Amaya, de la Fondation pour l'étude et l'application du droit.

Les pays voisins, qui sortent également de sanglantes guerres civiles, connaissent le même phénomène. Au Honduras, le département d'État américain dénonce depuis de longues années l'infiltration d'escadrons de la mort dans la police locale. Au Guatemala, deux policiers viennent d'être arrêtés pour l'exécution de cinq jeunes délinquants. Pour Benjamín Cuellar, directeur de l'Institut des droits de l'homme de l'université UCA, au Salvador, ces méthodes renvoient tout droit à celles de la guerre froide: «Il est fort possible que ceux qui assassinaient les opposants au régime dans les années 80 continuent de tuer aujourd'hui, même si les motivations ont changé. On ne tue plus pour des raisons politiques mais pour éliminer un concurrent, ou nettoyer la société. Mon seul espoir, c'est de penser qu'il ne s'agit pas une politique délibérée de l'État… Sinon nous sommes perdus.»

PHOTO MOISES CASTILLO, ASSOCIATED PRESS

À la mi-août, un tract signé E.L. (escadron de nettoyage) a été glissé sous les portes de Chalchuapa, une petite ville du Salvador. Depuis, les homicides ont explosé, avec un record de 17 morts en août.

NE TARDEZ PAS !
Le nombre de places est limité

Les conférences LA PRESSE Radio-Canada

VIVRE VERT, LE POUVOIR D'AGIR

MERCREDI
14 NOVEMBRE 2007

CENTRE MONT-ROYAL
2200, rue Mansfield, Montréal, Québec

POUR NOUS JOINDRE
Téléphone : 514 288-5759
info@lesconferences-lapresse-radio-canada.ca

COÛTS
INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 8 NOVEMBRE ET ÉCONOMISEZ PLUS DE 15 % !
> Admission générale
125 $ au lieu de 140 $
> Tarif réduit (étudiants, aînés, ONG, OBNL) :
75 $ au lieu de 95 $
> Déjeuner-causerie seulement
65 $ au lieu de 75 $

Taxes en sus. Comprend l'accès à l'ensemble des ateliers, le repas du midi et la documentation.

9 h 15 ATELIER 1 – Des déchets verts
Jaan Koel — Richmond Hills, Ontario. Responsable des communications, Tetra Pak Canada.
Marc St-Onge — Montréal, Québec. Producteur, *Rebut global* et *La vie en vert*, initiateur de Mission Zéro déchet électronique.
Nancy J. Todd — Cape Cod, États-Unis. Cofondatrice du New Alchemy Institute et de Ocean Arks International, artiste et auteure de *Écodesign : des solutions pour la planète*.

10 h 45 ATELIER 2 – Des villes vertes
Carole Després — Québec, Québec. Professeure d'architecture, Université Laval, fondatrice du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues (GIRBa).
Daniel Pearl — Montréal, Québec. Architecte, fondateur de L'ŒUF (Office de l'éclectisme urbain et fonctionnel).
Gordon Price — Vancouver, Colombie-Britannique. Directeur, City Program, Université Simon Fraser, ex-conseiller municipal.

DÉJEUNER-CAUSERIE avec Jean-Marie Pelt
JEAN-MARIE PELT — Metz, France. Professeur émérite de biologie végétale et de pharmacologie et président de l'Institut européen d'écologie.

Excellent vulgarisateur, monsieur Pelt a signé une quarantaine d'ouvrages dont *L'homme re-naturé* (Grand Prix des lectrices de *ELLE*), *Le tour du monde d'un écologiste*, *Les plantes en péril*, *La terre en héritage*, *Après nous le déluge ?* et *C'est vert et ça marche !*. Son œuvre a maintes fois été récompensée.

14 h 30 ATELIER 3 – Des transports verts
François Cardinal — Montréal, Québec. Journaliste et auteur du livre *Le mythe du Québec vert*.
Jean-Marie Guidez — Lyon, France. Expert en mobilité urbaine, CERTU (Centre d'études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques).
Michel Ronkin — Oregon, États-Unis. Expert en design de rues et de trottoirs, auteur de The Oregon Bicycle and Pedestrian Plan.

16 h ATELIER 4 – L'adaptation aux changements climatiques
Claude Villeneuve — Chicoutimi, Québec. Professeur UQAC (Université du Québec à Chicoutimi), auteur de Vivre les changements climatiques - Quoi de neuf ?
Pierre Gosselin — Québec, Québec. Professeur, Université Laval, Santé publique de Québec.
Anne-Marie Parent — Montréal, Québec. Urbaniste, PLA Consultants et ancienne conseillère d'arrondissement (Beaconsfield / Baie d'Urfé).

SYNTHÈSE DE LA JOURNÉE par Jean Lemire

INSCRIPTION ET INFORMATION
www.lesconferences-lapresse-radio-canada.ca

3513196A

MONDE

FRANCE

Fini, l'école le samedi

MARC THIBODEAU

PARIS — Le gouvernement français entend faire passer à la trappe une singularité du calendrier scolaire vieille de plus d'un siècle en abolissant, dès la prochaine rentrée, les cours du samedi pour les enfants du primaire.

«Ce que je propose ici... c'est ce que la plupart des pays font. Et je n'ai pas l'impression que les enfants soient particulièrement traumatisés», a indiqué il y a quelques jours à la radio le ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, en précisant que la mesure devrait aussi s'appliquer au collège, l'ordre d'enseignement suivant.

Il évoque, à l'appui de sa décision, un récent sondage montrant que 71 % de la population est «plutôt» ou «très» favorable à la suppression des classes du samedi. Le résultat passe à plus de 77 % si l'on considère uniquement les parents d'élèves.

L'initiative gouvernementale est accueillie avec une «grande satisfaction» par Alexis, père d'un enfant ayant fait son entrée en septembre en classe préparatoire, l'équivalent de la première année de primaire au Québec.

Irrité par les classes du samedi, il a lancé il y a quelques semaines un blogue dans lequel il demande aux parents de suggérer des excuses crédibles pour permettre aux enfants de manquer l'école cette journée-là.

«Le samedi matin, c'est fait pour dormir, jouer, explorer, faire du sport, du judo, du roller, du foot... s'amuser, se disputer, regarder la téloche... Le samedi matin, ce n'est pas pour aller à l'école», estime ce consultant en informatique de 40 ans, qui a demandé de ne pas être identifié.

«Je ne veux pas que mon garçon soit connu à l'école comme étant le fils de celui qui râle contre l'école du samedi», a-t-il expliqué.

Ce professionnel parisien juge que le calendrier scolaire français, dans sa forme actuelle, est «totalement absurde» et inadapté à la vie moderne.

En général, les enfants fréquentant le primaire ont de l'école tous les jours de la semaine, sauf le mercredi, et une demi-journée de classe le samedi, une semaine sur deux ou sur trois. Ils ont par ailleurs deux semaines de vacances après chaque période de cours de six semaines, ce qui donne, en incluant les vacances d'été, quatre mois de vacances par année, un vrai casse-tête pour les parents travaillant à temps plein.

La Loi sur l'instruction publique, datant de 1882, précisait que les écoles primaires devaient vaquer «un jour par semaine, en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner, s'ils le désirent, l'instruction religieuse». Initialement placée le jeudi, cette journée a été déplacée le mercredi il y a 30 ans mais n'avait pas bougé depuis.

Le ministre a précisé, en annonçant sa réforme, qu'il n'entend pas récupérer les heures de cours perdues le samedi matin, de manière à réduire le temps total passé en classe.

«Les élèves français ont 936 heures de cours par an contre une moyenne européenne inférieure à 800. Nos élèves travaillent trop», a expliqué M. Darcos.

Il a précisé que les heures de travail libérées chaque samedi pour les enseignants devraient être utilisées pour venir en aide aux élèves en difficulté d'apprentissage. «Cette mesure permettra de faire en sorte que nul ne rentre au collège sans savoir lire, écrire ou compter», estime le ministre.

Un rapport publié à la rentrée scolaire par le Haut conseil de l'éducation indiquait que 25 % des élèves sortant du primaire ont des «acquis fragiles» en lecture et en écriture. Et que 15 % connaissent des difficultés «sévères ou graves».

PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Dès la prochaine rentrée, en France, les cours du samedi pour les enfants du primaire disparaîtront.

La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) accueille positivement la décision du gouvernement d'abolir l'école du samedi. «C'est une anomalie propre à la France qui va disparaître», souligne le président de l'association, Farid Hamana.

Son association tient cependant à ce que les heures perdues soient récupérées le mercredi matin, une période aujourd'hui utilisée pour les activités parascolaires.

La semaine de quatre jours – déjà expérimentée par plusieurs écoles du pays – est inadaptée au rythme des enfants et va se traduire par une «intensification des programmes» qui pourrait, à terme, favoriser l'échec, prévient M. Hamana.

CONTINUEZ LA BELLE VIE

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF DU QUÉBEC

BONI DE 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER

+ Taux avantageux garantis pour 10 ans.
+ Remboursables sans pénalité, chaque année, à leur date anniversaire.
+ Aucuns frais de gestion et d'administration.

ANNÉE	1re	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e	10e
TAUX	3,85	4,05	4,15	4,25	4,35	4,45	4,55	4,65	4,90	6,00
	4,85*									

* Incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER. Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOS ÉCONOMIES GARANTIES À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

3510182A

3510220

AFGHANISTAN

Les talibans s'emparent d'un district

AGENCE FRANCE-PRESSE

GHAZNI, Afghanistan — Des centaines de talibans ont attaqué dans la nuit de mardi à hier les forces de sécurité d'un petit district isolé du centre de l'Afghanistan dont ils se sont emparés, tuant deux policiers, a annoncé le gouvernement.

La police s'est retirée du district d'Ajristan, dans la province de Ghazni (centre) après l'attaque et a envoyé hier soir des renforts pour tenter de le reprendre, a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Zemaraï Bashary.

Les policiers se sont retirés parce qu'ils ont été pris sous un feu intense de l'artillerie des talibans, a précisé M. Bashary, annonçant la mort de deux policiers dans les combats.

Des talibans ont par ailleurs tué deux membres du National Directorate of Security, les services secrets afghans, lors d'une attaque dans la ville de Khost, a indiqué le chef-adjoint des services secrets de la province, identifié sous le nom de Mirajan.

Un kamikaze a également fait exploser sa voiture piégée à proximité d'un convoi de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) dans la ville de Tirin Kot (centre), mais sans faire de blessés. Seul un soldat de l'ISAF souffre d'une bosse sur la tête, a indiqué un porte-parole de la force.

EN BREF

Le trou dans la couche d'ozone s'est réduit

Le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique s'est réduit de 30 % par rapport à l'an dernier, a annoncé mercredi l'Agence spatiale européenne (ESA) dans un communiqué. Les mesures réalisées par le satellite *Envisat* ont montré que la perte en ozone avait atteint cette année 27,7 millions de tonnes, contre un record de 40 millions en 2006, a précisé l'ESA. La surface du trou dans la couche d'ozone de la stratosphère (entre 15 et 25 km d'altitude) est de 24,7 millions de km2, la taille des États-Unis, contre 29,5 millions de km² l'an dernier, a ajouté l'ESA. «Bien que le trou soit plus petit que d'habitude, nous ne pouvons pas en conclure que la couche d'ozone se rétablit déjà», a cependant tempéré un spécialiste de l'Institut météorologique royal néerlandais, Ronald van der A.

— Agence France-Presse

SUR CYBERPRESSE.CA

VIDÉOS

Les vidéos des faits saillants de tous les matchs de la LNH sur **cyberpresse.ca/lnh**

CHRÉTIEN

Comment se porte Jean Chrétien à la suite de son quadruple pontage? Pour le savoir, allez sur **cyberpresse.ca**

PHOTOS DU JOUR

Notre sélection des meilleures photos du jour sur **cyberpresse.ca/photosdujour**

PHOTO NATHAN STRANGE, AP

NOS BLOGUES

STÉPHANE LAPORTE

Les 10 raisons pour lesquelles Harper ne veut pas que Coderre aille en Afghanistan

1. Il ne veut pas que ça achève le moral des troupes. Ça va déjà assez mal.

Découvrez les neuf autres sur **www.cyberpresse.ca/laporte**

L'ADQ ne fera pas d'enquête sur un de ses députés

MALORIE BEAUCHEMIN

QUÉBEC — L'ADQ referme rapidement le couvercle sur une mini-controverse survenue lors de son conseil général à Victoriaville.

Le député de Marguerite-Bourgeois, Simon-Pierre Diamond, aurait intentionnellement cherché à bloquer certaines résolutions régionales qui ne correspondaient pas à son plan vert, a révélé *Le Soleil* mardi. La vice-présidente nouvellement élue du parti, Sylvie Tremblay, demandait hier une enquête sur ces agissements.

«Il n'y aura pas d'enquête, a conclu hier le nouveau président du parti, Tom Pentefountas. Cet incident est clos.» Selon lui, les débats se sont tenus dans un «processus ouvert», où toutes les personnes le désirant ont pu s'exprimer au microphone lorsque les propositions étaient soumises en plénière.

Dimanche, au moment d'adopter les résolutions régionales, les délégués de l'ADQ ont rejeté certaines propositions controversées à caractère environnemental, dont celles de créer une «police verte», d'accélérer la construction de l'autoroute 35 ou encore de rendre obligatoire les compteurs d'eau. Quelques délégués de la commission-jeunesse, proches de M. Diamond, se sont présentés systématiquement aux micros pour inciter les adéquistes à voter contre ces résolutions, qui n'ont finalement pas passées.

M. Diamond a admis, en début de semaine, avoir planifié une telle opération.

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, a pris la défense, hier, de son porte-parole en matière d'environnement, affirmant qu'il s'agissait d'une «stratégie de plancher» utilisée fréquemment dans tous les partis politiques.

«Simon-Pierre Diamond a contribué à ce que l'ADQ ait un bon programme en environnement. Il est monté aux barricades pour défendre la cohérence, la vision du programme», a dit M. Dumont. Rien de plus démocratique pour un parti politique, a-t-il estimé.

QU'ELLES DONNENT SUR LA COUR OU SUR LA RUE, LES FENÊTRES HOMOLOGUÉES ENERGY STAR OFFRENT UN RENDEMENT ÉNERGÉTIQUE SUPÉRIEUR.

Une maison dont toutes les fenêtres sont homologuées ENERGY STAR® permet d'économiser jusqu'à 10 % sur les coûts de chauffage. Et qui dit meilleur rendement énergétique dit confort accru. Pour un rendement optimal, vérifiez quels produits sont recommandés par Ressources naturelles Canada pour la zone climatique dans laquelle vous résidez.
www.hydroquebec.com/residentiel

Hydro Québec

Agence de l'efficacité énergétique Québec

Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

*Ce concours est en vigueur du 1er octobre 2007 au 20 avril 2008 inclusivement. Il s'adresse à toute personne physique âgée de 18 ans ou plus au moment de son inscription au concours et résidant au Québec ainsi qu'à tout syndicat de copropriétaires d'un immeuble détenu en copropriété indivise qui optent pour des fenêtres ou des portes-fenêtres homologuées ENERGY STAR® dans le cadre de la rénovation ou de la construction d'un bâtiment résidentiel au Québec. D'autres conditions et modalités de participation s'appliquent. Aucun achat requis. Les participants doivent remplir un bulletin de participation et l'envoyer à l'adresse précisée dans le règlement du concours. Ceux dont le bulletin sera sélectionné devront répondre à une question d'habileté mathématique. Le tirage aura lieu le 20 mai 2008. Les prix peuvent différer de l'illustration. Chacun des prix a une valeur approximative au détail de 2 300 $. Le prix est non monnayable et non échangeable. Pour plus d'information, consultez le règlement du concours au www.hydroquebec.com/residentiel ou composez le 1 800 ÉNERGIE pour en commander un exemplaire papier.

3503142A 3503145

Les amis de ses amis sont vos amis.

Avec son moteur 5 cylindres de 168 ch et de 227 ch livrable avec le modèle T5, une chaîne audio haute performance et des roues en alliage de 16 po, tout le monde parle de la Volvo C30 2008. Et avec une telle offre, tout le monde est à l'écoute. Qu'en pensez-vous? Rendez visite au concessionnaire Volvo de votre voisinage dès aujourd'hui.

VOLVO C30 2008

1,9 % FINANCEMENT 48 MOIS

À PARTIR DE 27 495 $*

MODÈLE T5 ILLUSTRÉ

LA VIE EST PLUS BELLE QUAND ON LA VIT ENSEMBLE

VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza, Pointe-Claire
(514) 630-3666
www.volvo-pointeclaire.com

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré, Montréal
(514) 737-6666
www.uptown-volvo.com

VOLVO LAVAL
2350, boul. Chomedey
Laval (450) 682-3336
www.volvodelaval.com

VOLVO ST. HYACINTHE
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe
(450) 771-2305
www.volvosthyacinthe.com

FRANKE VOLVO
180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775
www.frankevolvo.com

VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688
www.volvobrossard.net

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (514) 725-9394
www.johnscottivolvo.com

Volvo. pour la vie

VOLVO

* Offre d'une durée limitée consentie aux clients admissibles seulement sur approbation du crédit par les concessionnaires Volvo et les Services financiers de la Compagnie des automobiles Volvo du Canada. Les offres s'appliquent à une C30 2008 2.4i M. †Offre de financement basée sur un PDSF de 27 495 $, plus jusqu'à 1 995 $ de frais de transport et de préparation et un taux de crédit de 1,9 %, 497 $ par mois, terme de 48 mois. (L'exemple de mensualité comprend) Un acompte de 6 490 $ peut être requis. Le coût de l'emprunt est de 903 $, pour une obligation totale de 23 885 $. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. Offre sujette à la disponibilité des stocks. L'offre prend fin le 31 octobre 2007. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Communiquez avec votre concessionnaire Volvo pour tous les détails. Les véhicules peuvent différer de l'illustration. ©2007 La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. « Volvo pour la vie » est une marque déposée utilisée sous licence par La Compagnie des Automobiles Volvo du Canada. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité. Visitez le site volvocanada.com

3512268A

ACTUALITÉS

SELON LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL ROMÉO DALLAIRE

La France a aidé les génocidaires

ANDRÉ NOËL

Poursuivant son témoignage au palais de justice de Montréal, hier, le lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire, ancien commandant des Casques bleus au Rwanda, a dit que la France avait aidé les responsables du génocide, qui a fait 800 000 morts en 1994, plutôt que ses victimes.

Il a rappelé le rôle trouble de Bernard Kouchner, envoyé par l'ancien président français François Mitterrand au Rwanda, et aujourd'hui ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Nicolas Sarkozy. M. Dallaire témoignait hier au procès de Désiré Munyaneza, Rwandais qui a tenté sans succès d'obtenir l'asile politique au Canada, et qui est accusé d'avoir participé au génocide.

Ayant encore une mémoire très vive des événements, le général à la retraite a dit qu'il avait reçu M. Kouchner à son quartier général de Kigali, capitale du Rwanda, le 17 juin 1994. Le génocide avait commencé deux mois et demi plus tôt et avait déjà fait des centaines de milliers de victimes, surtout tutsies.

Les miliciens extrémistes hutus, qui commettaient les massacres, bénéficiaient du soutien de l'armée et de la gendarmerie du gouvernement intérimaire, a-t-il expliqué. Mais l'armée gouvernementale était en déroute: le Front patriotique rwandais (FPR, à majorité tutsie) gagnait sans cesse du terrain.

M. Kouchner a dit à M. Dallaire que la France allait déployer un fort contingent de soldats «pour protéger les gens contre les tueries». «J'ai refusé ce concept, a dit le général. Si la France voulait apporter son aide, elle n'avait qu'à renforcer la mission de paix des Nations unies, en nous donnant enfin les ressources nécessaires pour agir.»

La Mission des Nations unies pour le Rwanda (la MINUAR) était cruellement privée de soldats et de ressources. Le 21 avril, au Conseil de sécurité des Nations unies, la France avait voté la réduction de 2700 à 450 Casques bleus. La France ne pouvait pas apparaître comme une force neutre au Rwanda: au cours des années précédentes, elle avait aidé les forces armées rwandaises (hutues) contre le FPR, a rappelé M. Dallaire.

Le 22 juin débutait «l'opération Turquoise». Le lieutenant-général canadien a constaté que les forces envoyées par la France avaient des équipements offensifs, et non humanitaires: «C'était une force exceptionnellement puissante, avec des avions chasseurs Jaguar, des mortiers lourds, des troupes d'élite, entraînées pour se battre. Elle n'avait pas de camions, d'hélicoptères ou d'autres équipements utiles au travail humanitaire.»

«Les Français ont établi une ligne pour permettre aux Forces armées rwandaises (hutues) et aux extrémistes de se sauver. Ils avaient mobilisé des soldats de leurs anciennes colonies, comme le Sénégal et le Congo. Les Français ont pris – en fait, volé – les véhicules des Nations unies. Les soldats africains de l'opération Turquoise ont eu des accrochages, si bien que les gens pensaient que c'était les Casques bleus qui avaient tiré sur eux. On a été obligé de renvoyer tous nos officiers et soldats africains francophones, parce qu'ils étaient devenus des cibles, ce qui nous a affaibli encore plus.»

À la fin de son témoignage, M. Dallaire a dit qu'il avait pris un engagement: faire en sorte que le monde n'oublie pas le génocide des Tutsis au Rwanda. Aux journalistes, il a expliqué qu'il avait pris cet engagement non seulement comme citoyen canadien, mais comme «membre de la communauté humaine». Le procès se poursuit la semaine prochaine, avec l'historienne américaine Alison Desforges.

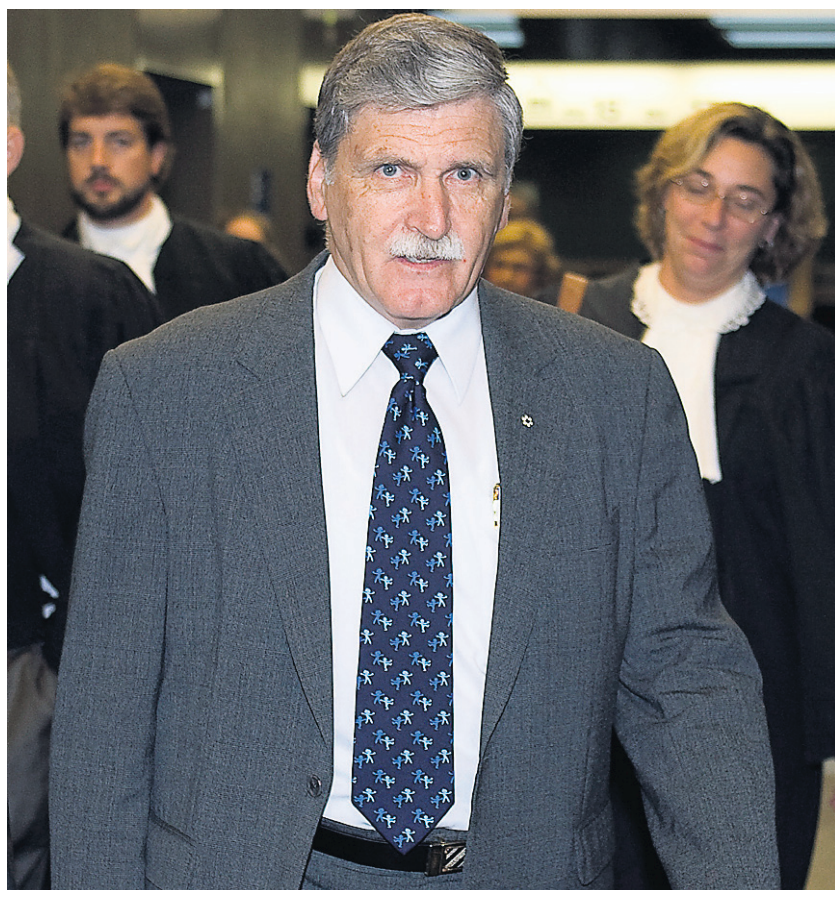


PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

Le lieutenaant-général Roméo Dallaire témoigne dans le cadre du procès du Rwandais Désiré Munyaneza, accusé de participation à un génocide.

LE 11IÈME COMMANDEMENT :
LA TERRE TU ÉPARGNERAS.
ET UN PEU D'ARGENT DU MÊME COUP.

LES FLUOCOMPACTES GREENLITE CONSOMMENT AU MINIMUM 75% DE MOINS D'ÉNERGIE. ELLES RÉDUISENT VOTRE FACTURE D'ÉLECTRICITÉ ET DURENT JUSQU'À DIX FOIS PLUS LONGTEMPS QUE LES AMPOULES INCANDESCENTES. UTILISEZ-LES RELIGIEUSEMENT. – AINSI DIT NINA.

GREENLITE™.CA
ÉPARGNEZ LA TERRE. ET UN PEU D'ARGENT.

ENERGY STAR

©2007 GREENLITE

3512886A

Demonoid.com partiellement fermé

TRISTAN PÉLOQUIN

Demonoid.com, le site international de piratage hébergé à Montréal qui a rendu disponible le dernier volet des aventures d'Harry Potter une semaine avant sa sortie au cours de lété, n'est plus accessible à partir du Canada. Une mise en demeure de l'Association canadienne de l'industrie de l'enregistrement (CRIA) a vraisemblablement forcé ses administrateurs à bloquer tout le trafic canadien.

Véritable club privé des collectionneurs de fichiers MP3 et de films piratés, **Demoinoid.com** est hébergé sur les serveurs de Netelligent Hosting Services, qui a ses bureaux sur l'avenue des Pins. Le site pirate – un *tracker*, dans le jargon informatique – y a élu domicile après avoir été chassé des Pays-Bas à la suite de pressions exercées par l'organisme antipiratage européen BREIN.

Le site avait connu une couverture médiatique gigantesque en juillet après que des photos des 500 premières pages de *Harry Potter and the Deathly Hallows,* dont la sortie était pourtant entourée d'un imposant dispositif de sécurité et assortie d'amendes imposantes pour les libraires ne respectant pas l'embargo, s'y sont retrouvées.

Après des semaines d'activités sans interruption, Demonoid a finalement disparu de la Toile vendredi dernier. Il a rouvert lundi, avec la mention suivante en guise de page d'accueil: «Nous avons reçu une lettre d'un avocat représentant la CRIA, qui nous menace de recours légaux si nous ne commençons pas à bloquer le trafic canadien.» Vérification faite, tout le contenu pirate demeure disponible lorsqu'on se connecte au site à partir des États-Unis.

Le porte-parole de l'Association canadienne de l'industrie de l'enregistrement, Don Hogarth, a catégoriquement refusé de commenter les affirmations de Demonoid hier.

Le directeur de Netelligent Hosting Services, Billy Krassakopoulos, qui continue néanmoins d'héberger le site, a assuré n'avoir été l'objet d'aucune pression en provenance de la CRIA ou de ses avocats. «La décision de détourner le trafic canadien a été entièrement prise par Demonoid. Contrairement à des rumeurs qui ont circulé sur l'internet, nous n'avons jamais bloqué l'accès au site», a-t-il expliqué.

Comme des dizaines d'autres sites pirates semblables, Demonoid utilise un protocole de transfert de fichiers appelé BitTorrent. Grâce à celui-ci, aucun fichier protégé par des droits d'auteur ne se trouve en entier sur les serveurs hébergeant le *tracker*. Les pirates informatiques estiment que cela offre aux administrateurs de ces sites ainsi qu'à ceux qui les hébergent une protection légale leur permettant de partager impunément du contenu protégé.

VENTE FINALE

SOLDE 2007

0 %

FINANCEMENT À L'ACHAT

JUSQU'À 60 MOIS*

SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS

HYUNDAI[MC]

(MODÈLE ACCENT GLS 4 PORTES MONTRÉ)

LOCATION

(MODÈLE ELANTRA GLS MONTRÉ)

ELANTRA GL 2007

Transmission manuelle — *PDSF : 15 595 $*

***LOCATION** À PARTIR DE*

156 $

par mois/60 mois
Comptant de 2 850 $

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ACCENT GLS 2007

Transmission manuelle, 4 portes — *PDSF : 16 995 $*

(MODÈLE TUCSON GL V6 MONTRÉ)

TUCSON GL V6 2007

4 roues motrices — *PDSF : 28 695 $*

(MODÈLE SANTA FE GLS MONTRÉ)

Le SANTA FE gagnant de la Clé d'OR 2008 dans la catégorie VÉHICULES MULTISEGMENTS L'ANNUEL DE L'AUTOMOBILE 2008

SANTA FE GL V6 2007

3,3 litres, 4 roues motrices — *PDSF : 30 095 $*

1,9 % FINANCEMENT À L'ACHAT

JUSQU'À 60 MOIS*

VENEZ VOIR LES 2008

GARANTIE 5 ANS

5 ans / 100 000 km
Garantie globale limitée†

Garantie complète de Hyundai sans franchise.

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS**

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

Toutes les marques de commerce sont la propriété de Hyundai Auto Canada Corp.

hyundaicanada.com

3512521A

PDSF des modèles annoncés des ELANTRA GL/SANTA FE GL V6/ACCENT GLS/TUCSON GL V6 2007 de 15 595 $/30 095 $/16 995 $/28 695 $. Frais de livraison et de destination (1 345 $/1 610 $/1 345 $/1 610 $), d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. Offres de location à long terme sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai pour les véhicules neufs ELANTRA GL 2007, taux d'intérêt annuel de financement à la location de 0,67 % pour 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Mensualités de 156 $ pour l'ELANTRA GL 2007 avec versement comptant de 2 850 $. Obligation totale à la location de 12 210 $. Les frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec) sont payables au moment de la livraison. Frais de livraison et de destination (1 345 $), d'acquisition de location (350 $) et crédit de location en gros (si applicable) inclus dans les offres de location. Dépôt de sécurité de 0 $ pour tous les modèles. Taxes applicables, frais d'enregistrement au registre des droits (RDPRM au Québec), d'assurance et d'immatriculation en sus des offres de location. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un réservoir plein de carburant. *Taux annuel de financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai de 1,9 %/0 %/0 % jusqu'à 60/60/60 mois pour tous les véhicules neufs SANTA FE GL V6/ACCENT GLS/TUCSON 2007. Exemple de financement : 15 000 $ à un taux annuel de 0 % équivaut à des mensualités de 250,00 $ pour 60 mois, coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 15 000 $. **Certaines conditions peuvent s'appliquer pour le Programme de remise aux diplômés. Voir le concessionnaire pour les détails. †La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous des conditions normales d'utilisation et d'entretien. MCLes noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp., et sont utilisés sous licence. Toutes les offres sont en vigueur jusqu'au 31 octobre 2007 et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voir le concessionnaire pour les détails.

Place aux cuisines chez IKEA. Promo en cours.
Recevez 100 $ en cartes-cadeaux IKEA pour chaque tranche de 1000 $ du prix de votre nouvelle cuisine IKEA. Et de ses électroménagers.* L'offre prend fin le 4 novembre.

GRILLA. Poêle gril. 19,99 $. Aluminium revêtu antiadhésif Teflon®. Poignée repliable, pratique pour le rangement. 26×36×5cm.

SENIOR. Collection. Fonte émaillée.
Cocotte 5 litres avec couvercle. 79,99 $. 41×28cm.
Cocotte 3 litres avec couvercle. 69,99 $. 30×24cm.
Poêle à frire. 49,99 $. Ø28×5cm.

KONCIS. Ustensiles. Acier inox et caoutchouc siliconé sans danger au lave-vaisselle. **Pelle. 6,99 $.** L31cm. **Écumoire. 6,99 $.** L36cm. **Pince. 7,99 $.** L34,5cm. **Fouet. 4,99 $.** L28cm. **Louche. 4,99 $.** L36cm.

Les dindes vont avoir la chair de poule

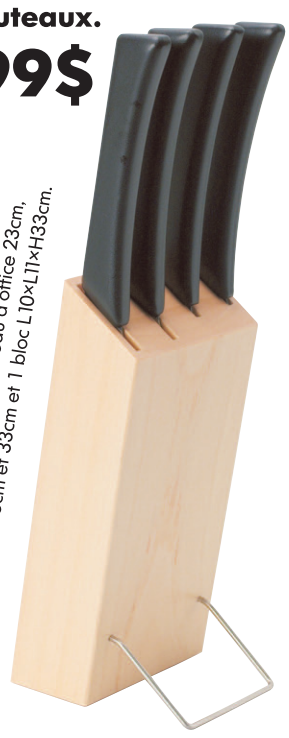
IKEA 365+. Batterie de cuisine 4 pièces.

KONCIS. Plat à rôtir. 14,99 $. Acier inox sans danger au four et au lave-vaisselle. 20×26×5,5cm.

IKEA 365+
Plat de service
3 $ ch.

IKEA 365+. Plat de service. 3 $ ch.
Porcelaine feldspathique sans danger au micro-ondes, au lave-vaisselle et au four. 15×12cm.

HAKE. Bloc et 4 couteaux.
5,99 $



HAKE. Bloc et 4 couteaux. 5,99 $.
Inclus : 1 couteau à pain 33cm, 1 couteau d'office 23cm, 2 couteaux de chef 28cm et 33cm et 1 bloc L10×L11×H33cm.

39,99 $
était ~~79,99 $~~

4 jours seulement !
du 4 au 7 octobre

IKEA 365+. Batterie 4 pièces. 39,99 $. Était ~~79,99 $~~. Faitouts de 5 et de 3 litres avec couvercle, casserole 1 litre avec couvercle, tous trois sans danger au four, et poêle à frire à revêtement antiadhésif Teflon®. Acier inoxydable. **LIMITE DE 2 PAR CLIENT.** Jusqu'à épuisement des stocks. Aucun bon différé.

SKÄNKA. Faitout avec couvercle. 24,99 $.
3 litres. Aluminium revêtu antiadhésif Teflon®. Ø19×H13cm.

MIXTUR. Plats de service. 9,99 $ l'ensemble de 4.
Sans danger au micro-ondes et au four. 3 de 10×7,5cm et 1 de 25×10cm.

LEGITIM
Planches à découper
3,99 $ les 2

LEGITIM. Planches à découper. 3,99 $ les 2.
Polyéthylène. 33×25cm et 25×15cm.

LISBET. Collection. Pur coton. Rayures tons bleus.
Tablier. 9,99 $. Poignées. 4,99 $ les 2.

UDDEN. Desserte. 79 $. *Acier inoxydable. Deux pieds à hauteur réglable et deux à roulettes. L54×P54×H83cm. A.R.*
BASTANT. Corbeille. 5,99 $. *Rotin. L22×L22×H15cm.*

Vraiment !

AUCUN PAIEMENT, NI INTÉRÊT, NI FRAIS PENDANT 12 MOIS à l'achat d'une cuisine IKEA de 1000 $ et plus (avant taxes) réglé avec votre carte de crédit IKEA.**

Repas de boulettes

1 sac de boulettes surgelées de 1 kg
2 sachets de sauce
1 pot de lingonnes

9,99 $
Était ~~14,56 $~~

IKEA BOUCHERVILLE
586, rue de Touraine
(Autoroute 20, sortie 95)
Tél. : 450-449-6755
Lundi - vendredi 10 h - 21 h
Samedi - dimanche 9 h - 17 h

IKEA MONTRÉAL
9191, boul. Cavendish
(Autoroute 40 et boulevard Cavendish)
Tél. : 514-738-2167
Lundi - vendredi 10 h - 21 h
Samedi - dimanche 9 h - 17 h

www.fr.IKEA.ca
Magasinage à distance, 1-866-866-IKEA

IKEA®

Si bien chez soi

3512283A

Jusqu'à épuisement des stocks. Le choix varie selon les magasins. Aucun bon différé. A.R. : assemblage requis. *Remise de 100 $ en cartes-cadeaux IKEA pour chaque tranche de 1000 $ du prix de votre nouvelle cuisine IKEA, incluant les électroménagers (avant taxes, et achat minimal de 1000 $), achetée entre le 24 septembre et le 4 novembre 2007. Sont exclus de cette offre : comptoirs, éviers, robinets, installation et livraison. Cette offre peut être jumelée à l'offre de paiement différé sur achat effectué avec la carte de crédit IKEA. Non valable sur achats antérieurs. Les cartes-cadeaux ne peuvent être appliquées qu'aux prochains achats chez IKEA. Dans l'éventualité d'un retour de marchandises, les cartes-cadeaux non utilisées doivent aussi être rapportées ou elles seront déduites du montant du remboursement. Détails en magasin. **Sous réserve d'approbation de crédit. Financement fourni par Carte Citi Canada inc. Aucun paiement, ni intérêt pendant 12 mois à l'achat d'une cuisine IKEA de 1000 $ et plus (avant taxes) réglé avec la carte de crédit IKEA entre le 24 septembre et le 4 novembre 2007. L'offre inclut les électroménagers. Aucuns frais d'administration. Paiement libre d'intérêt à condition que la facture soit réglée en entier avant la date d'échéance indiquée. Sinon, le montant des intérêts encourus sera porté au compte du client selon les règles de la Convention du titulaire. Les intérêts ne s'accumulent pas pendant toute la durée de la promotion. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre de financement, incluant l'offre de règlement par versements égaux. Détails en magasin.